



Rapport  
financier  
semestriel  
30 juin 2017  
Groupe Macif



Essentiel pour moi



# Sommaire

<b>1. RAPPORT D'ACTIVITÉ</b>	<b>5</b>
1.1 Contexte économique et financier	6
1.2 Faits marquants	9
1.3 Événements postérieurs à la clôture	9
1.4 Gestion des risques et parties liées	9
1.5 Analyse des comptes semestriels	10
<b>2. COMPTES SEMESTRIELS ÉTABLIS EN NORMES IFRS</b>	<b>19</b>
2.1 Comptes consolidés	20
2.2 Rapport des commissaires aux comptes	89
<b>3. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</b>	<b>91</b>



# 1. RAPPORT D'ACTIVITÉ

<b>1.1 CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER</b>	<b>6</b>
1.1.1 Évolution du contexte économique et financier	6
1.1.2 Évolution de l'environnement assurantiel	7
<b>1.2 FAITS MARQUANTS</b>	<b>9</b>
1.2.1 Partenariats, alliances et participations du Groupe	9
1.2.2 Éléments financiers	9
<b>1.3 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE</b>	<b>9</b>
<b>1.4 GESTION DES RISQUES ET PARTIES LIÉES</b>	<b>9</b>
1.4.1 Évolution prévisible	9
1.4.2 Principaux risques	10
1.4.3 Parties liées	10
<b>1.5 ANALYSE DES COMPTES SEMESTRIELS</b>	<b>10</b>
1.5.1 Périmètre de consolidation	10
1.5.2 Activité	12
1.5.3 Résultats	13
1.5.4 Éléments financiers	16
1.5.5 Solvabilité	18

Les comptes consolidés semestriels du groupe Macif sont établis sur la base des normes IFRS conformément à la norme IAS 34.

## 1.1 Contexte économique et financier

### 1.1.1 Évolution du contexte économique et financier

En 2017, l'économie mondiale poursuit son expansion, soutenue par la reprise de la consommation, de l'investissement et du commerce international, dans un contexte marqué par la baisse du chômage et par le regain d'optimisme des agents économiques. Cette progression concerne la plupart des pays et régions et en particulier ceux de la zone euro. Toutefois la reprise mondiale reste menacée par certains risques, liés notamment à l'orientation de la politique économique et commerciale des États-Unis et aux négociations sur le Brexit (entamées au mois de juin 2017).

Aux États-Unis, après un tassement en début d'année (+0,3 % au premier trimestre 2017 après +0,4 % au quatrième trimestre 2016), la croissance s'est raffermie au deuxième trimestre (+0,6%). La consommation des ménages a joué son rôle d'accélérateur, soutenue par l'amélioration de l'emploi et des marchés boursier et immobilier. L'investissement des entreprises s'est légèrement repris, rattrapant le recul du premier trimestre. Selon la Banque mondiale, la croissance américaine devrait atteindre +2,1 % en 2017 après +1,6 % en 2016. Dans ce contexte, la FED a relevé son taux directeur de +25 points de base à 1,25 % le 14 juin.

Les économies émergentes devraient enregistrer une nette reprise, avec une croissance globale du PIB attendue de +4,1 % en 2017 après +3,5 % en 2016. L'expansion devrait se confirmer pour les pays d'Asie. Après un essoufflement en début d'année, sous l'effet de la « démonétisation », l'économie indienne devrait retrouver un rythme de développement soutenu (+7,2 % sur un an, selon les prévisions de la Banque mondiale). La Chine conserve un niveau de croissance élevé, à 6,9 % sur les deux premiers trimestres 2017, augurant l'atteinte de l'objectif fixé par les autorités chinoises à +6,5 % pour l'année 2017. Une sortie de récession est attendue pour le Brésil (+0,3 % après -3,6 % en 2016) et la Russie (+1,3 % après -0,2 % en 2016). En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'établir à +2,6 % après +1,3 % en 2016.

Dans la zone euro, la reprise économique se confirme avec des taux de croissance trimestriels de l'ordre de +0,6 %. Selon les chiffres publiés par Eurostat dans son communiqué du 16 août, la croissance s'est renforcée en Allemagne (+0,7 % au T1 et +0,6 % au T2, après +0,4 %

au T4 2016) et en Espagne (+0,8 % au T1 et +0,9% au T2, après +0,7 % au T4 2016). Elle se maintient en Italie et en France, avec respectivement des taux de croissance de +0,4 % et +0,5 % sur les trois derniers trimestres. La demande intérieure constitue le principal moteur de cette reprise, soutenue par l'amélioration du marché de l'emploi et des conditions financières. Vecteur essentiel de la croissance observée ces dernières années, la consommation privée continue de se renforcer. L'investissement poursuit son redressement, stimulé par des conditions de financement attrayantes et par une amélioration de la rentabilité des entreprises. La croissance de la zone euro devrait se poursuivre à un rythme soutenu. La Banque centrale européenne (BCE) a ainsi relevé ses prévisions de croissance de +0,1 point à +1,9 % pour 2017 et à +1,8 % pour 2018 (après +1,7 % en 2016). Toutefois, les perspectives économiques restent entourées de grandes incertitudes liées, notamment, à la future politique économique et commerciale des États-Unis, aux négociations sur le Brexit et à des tensions géopolitiques. Le taux d'inflation dans la zone euro s'est atténué récemment pour se situer à 1,3 % en juin après 1,4 % en mai et 1,9 % en avril, niveau en-deçà des 2 % visés par la BCE. Dans ce contexte, la politique monétaire devrait rester accommodante, alors que la BCE se préparait à réduire son soutien monétaire.

En France, la stabilité apparente de la croissance résulte de mouvements compensatoires. La progression du PIB a été dopée par le rebond des exportations (+3,1 %) au second trimestre, « une très bonne surprise » après un repli de 0,7 % au premier trimestre. Ce revirement s'explique par de meilleures ventes de « matériels de transports et autres produits industriels » et un recul des achats « de produits pétroliers raffinés et de matériels de transport », selon l'Insee. Les importations ont également gagné en dynamisme (+1,4 % au T2 après +0,6 % au T1), pour partie du fait d'approvisionnements exceptionnels. Ainsi, la contribution du commerce extérieur à la croissance a été à nouveau très négative (-0,7 point). La consommation des ménages, premier pilier de l'économie française, a marqué le pas (+0,3 % au T2 après +0,1 % au T1, après +0,6 % au T4 2016). Les dépenses d'énergie ont notamment reculé sous l'effet d'un climat doux en fin d'hiver, après un

automne frais. Par contre, l'investissement des particuliers s'est maintenu à « un rythme très soutenu » (+1,0 % au T2 après +1,2 % au T1), signe de la vigueur du marché immobilier. Celui des entreprises est resté en hausse au second trimestre (+0,5 %), malgré l'arrêt début avril du dispositif de suramortissement, qui a notamment porté le dynamisme des achats de biens d'équipement au premier trimestre (+2,1 %). La croissance française s'élèverait donc à +1,6 % en 2017 (après +1,1 % en 2016) et serait proche de la croissance de la zone euro. La croissance de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient de nouveau l'emploi qui augmenterait encore nettement en 2017 (+220 000). Cette hausse entraînerait une poursuite de la baisse du taux de chômage, de -0,6 point sur un an, à 9,4 % de la population active française en fin d'année.

Dans un climat de prudence en début d'année, les marchés actions sont parvenus à aller de l'avant. Portés par de bons indicateurs macroéconomiques, leurs performances étaient remarquables ; aux États-Unis, des sommets historiques ont été atteints. Toutefois, après avoir bien progressé puis salué la victoire d'Emmanuel Macron aux élections présidentielles, les marchés actions européens ont baissé, optant pour la prudence dans l'attente d'avoir plus de visibilité quant aux ajustements des politiques monétaires. Sur le semestre, le

CAC 40 a progressé de 5,32 % ayant toutefois atteint en milieu de période une performance de 11,72 %.

Sur les marchés obligataires, en début d'année, les inquiétudes politiques ont pesé sur le rendement de la dette française. En raison du risque de voir deux partis anti-européens au second tour, la dette française s'est écartée de la dette allemande, autre valeur refuge de la zone euro. Après l'annonce des résultats des élections présidentielles début mai, l'aléa politique s'est éloigné, permettant à la dette française de retrouver son statut de valeur refuge. En fin de semestre, l'approche d'un resserrement de la politique monétaire de la BCE poussait les taux des dettes souveraines vers le haut. Sur le semestre, le TEC 10 a progressé de 12 centimes, passant de 0,68 % à 0,80 %.

Le marché du crédit continue de s'améliorer dans la zone euro, même si le crédit y augmente nettement moins vite que la base monétaire. Les situations restent diverses selon les pays européens : les encours de crédit aux entreprises progressent en France, en Allemagne et, pour la première fois depuis 2009, en Espagne, tandis qu'ils diminuent encore en Italie. Pour le crédit aux ménages, les encours sont nettement plus dynamiques en France que chez ses partenaires avec pourtant des taux d'intérêt équivalents.

## 1.1.2 Évolution de l'environnement assurantiel

### 1.1.2.1 ASSURANCES DE BIENS ET DE RESPONSABILITÉ

Les cotisations des assurances de biens et de responsabilité ont progressé davantage qu'en 2016 (+2,5 % contre 1,9 % sur l'ensemble de l'année 2016). Cette tendance est portée principalement par certaines branches professionnelles, qui bénéficient de l'amélioration de la situation économique, et par l'assurance habitation, avec respectivement des progressions de +3 % et +2,5 % par rapport au premier semestre 2016. En automobile, la croissance s'affiche à +2 %, sensiblement équivalente à celle enregistrée l'an passé.

La sinistralité automobile est en baisse sur le premier semestre d'après les statistiques publiées par la Fédération française de l'Assurance. Pour la RC corporelle, cette évolution contraste avec les chiffres de la sécurité routière qui signale une hausse de l'accidentalité. La baisse constatée sur la sinistralité matérielle s'explique notamment par l'absence d'événements climatiques majeurs en 2017, contrairement au premier semestre 2016 au cours duquel sont survenus des épisodes de grêle et d'inondations. La garantie Vol bénéficie également d'un sursis avec une baisse de l'ordre de 7% sur les six premiers mois, possiblement en

lien avec le renforcement sécuritaire en vigueur depuis les attentats de novembre 2015 et juillet 2016.

Les fortes inondations survenues en mai-juin 2016 impactent également les fréquences habitation. La garantie dégâts des eaux recule notamment de 10% en fréquence. En revanche, la vague de chaleur traversée fin juin pourrait aggraver le risque de sécheresse existant dans certaines régions.

Sur les six premiers mois de l'année 2017, la croissance du marché automobile reste soutenue. Selon le Comité des constructeurs français d'automobile (CCFA), la croissance du marché automobile français atteint +3 %. À nombre de jours ouvrés comparables, cette croissance s'affiche très exactement à +3,8 % par rapport à la même période de l'an dernier.

Quant à l'immobilier, ce secteur devrait battre des records de ventes en 2017 grâce au mix taux/prix. Les taux restent, à ce jour, très bon marché : la moyenne toutes durées confondues s'établit à 1,57 % à fin juin 2017, contre 1,60 % un an auparavant. Les prix, eux, devraient progresser de +3 à +4 % cette année après une hausse de +3,1 % en 2016 selon les Notaires de France.

### 1.1.2.2 SANTÉ ET PRÉVOYANCE :

Sur le périmètre intégré par la Fédération française de l'assurance (sociétés régies par le code des assurances), les cotisations des assurances de dommages corporels (maladie et accidents corporels) sont évaluées à 13,1 milliards d'euros au cours du premier semestre 2017, en progression de +5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression résulte d'une hausse de +6 % des cotisations des garanties frais de soins associée à une hausse plus modérée, de +3 %, pour les garanties incapacité-invalidité, dépendance et décès accidentel.

Après une année 2016 de faible croissance (+1 %), les cotisations des contrats à adhésion individuelle progressent à nouveau au cours du premier semestre (+ 3 %), sous l'effet d'un retour à la croissance des garanties frais de soins (+ 2 % contre - 3 % en 2016), associé à un niveau élevé de progression (+ 5 % après +6% en 2016) pour les garanties incapacité-invalidité, dépendance et décès accidentel. Au niveau des contrats collectifs, les cotisations progressent de 6%, comme en 2016. Cette hausse est essentiellement portée par les garanties frais de soins (+11 % après +12 % en 2016), alors que les autres garanties conservent une évolution modérée (+1 % comme en 2016). L'encaissement des contrats collectifs est désormais quasi identique à celui des contrats à adhésion individuelle.

Si globalement la croissance des cotisations est identique selon le type de réseaux, une grande disparité apparaît au niveau des garanties frais de soins, puisque les réseaux de bancassurance progressent de +12 %, contre seulement +5 % pour les réseaux d'assurance.

7,3 milliards d'euros de prestations ont été versés au cours du premier semestre de l'année 2017, en hausse de +6 % sur un an. Cette évolution résulte d'une croissance de +5 % pour les prestations versées au titre des garanties frais de soins, associée à une augmentation de +7 % pour les autres garanties. Bien qu'il tende à se stabiliser, le montant des prestations versées au titre des contrats collectifs dépassent significativement celui des contrats à adhésion individuelle, traduisant ainsi une moindre rentabilité en regard du niveau équivalent des cotisations perçues.

Le comité d'alerte sur l'évolution des dépenses d'assurance maladie note que les dépenses de soins de ville, plus importantes que prévu en 2016, créent un effet de base défavorable et que des aléas négatifs pèsent sur la réalisation du plan d'économies pour 2017. Il observe à l'inverse que certaines dépenses initialement prévues dans la progression de l'Ondam en 2017 seront décalées à 2018. À ce jour, il n'y a pas de risque de dépassement de l'objectif relevé à +2,1 % en 2017, soit 190,7 milliards d'euros. Sur le

premier semestre 2017, les remboursements de soins du régime général progressent de +2,9 % (données CJO), par rapport aux six premiers mois de 2016.

### 1.1.2.3 FINANCE ET ÉPARGNE

Les cotisations des contrats d'assurance vie et de capitalisation sont en recul de 5 % par rapport à la même période de l'année 2016, à 67,0 milliards d'euros. Cette baisse est imputable aux contrats individuels (-6 % à 61,0 milliards d'euros) alors que les contrats collectifs sont en progression (+5 % à 6,1 milliards d'euros).

Depuis le début de l'année, les versements sur les supports en unités de compte (18,7 milliards d'euros) sont en très forte expansion (+37 %) et ceux sur les supports en euros (48,3 milliards d'euros) sont en forte diminution (-16 %). La part des supports en unités de compte dans l'ensemble des cotisations s'établit à fin juin à 28 % (contre 20 % pour l'année 2016).

Le montant des prestations progresse sensiblement depuis le début de l'année, en augmentation de +11 % par rapport aux six premiers mois de 2016. Avec un montant de 65 milliards d'euros, elles représentent 7,8 % des encours sur un an, contre 7,4 % en 2016. L'évolution enregistrée sur le mois de juin a +2 % constitue une inflexion notable par rapport au début d'année.

Depuis le début de l'année, la collecte nette (cotisations – prestations) atteint +2,0 milliards d'euros, constituée d'une collecte nette positive pour les supports en unités de compte (10,5 milliards d'euros), et à l'inverse, d'une collecte nette négative pour les supports en euros (-8,5 milliards d'euros).

L'encours des contrats d'assurance vie et de capitalisation est estimé à 1 656 milliards d'euros à fin juin 2017, en progression de +4 % sur un an (+59 milliards d'euros).

Malgré une valorisation en baisse sur le mois de juin 2017 (-1,8 %), la performance des supports en unités de compte reste positive depuis le début de l'année (+2,9 %) et provient essentiellement des marchés actions.

Les livrets réglementés bénéficient du moindre engouement pour l'assurance vie et parviennent à collecter +11,3 milliards d'euros depuis le début d'année. Dans le détail, le Livret A a collecté 9,4 milliards d'euros contre 1,9 milliards d'euros pour le Livret de développement durable.

L'encours total de ces deux produits atteint 372,2 milliards d'euros à fin juin 2017 dont 269,0 milliards d'euros (soit 72,3 %) pour le livret A et 103,2 milliards d'euros (soit 27,7 %) pour le LDDS.



## 1.2 Faits marquants

### 1.2.1 Partenariats, alliances et participations du Groupe

Néant.

### 1.2.2 Éléments financiers

#### 1.2.2.1 Maurel & Prom

En janvier 2017, le groupe Macif a répondu favorablement à l'offre publique d'achat lancé par la compagnie d'État indonésienne Pertamina sur les titres de la compagnie pétrolière Maurel & Prom. Les termes de l'OPA prévoyaient un prix d'achat de 4,20 euros par action assortis d'un complément de prix par titre de 0,50 euro. Cette prime sera payée si, au cours de l'année 2017, le prix du Brent est supérieur à 65 dollars le baril pendant trois mois consécutifs. Avant l'opération, le groupe Macif détenait un

peu moins de 14 millions de titres Maurel & Prom, soit près de 7,10 % du capital de cette structure. Le groupe Macif a cédé l'intégralité de sa participation et constaté une plus-value (avant impôt) de près de 31 millions d'euros (hors complément de prix). Sur la base des cours du Brent des dernières années, le complément de prix reste hypothétique à ce jour. Il n'a pas été valorisé dans les produits financiers au 30 juin 2017.

#### 1.2.2.2 Mise en juste valeur des placements financiers

Au 30 juin 2017, le portefeuille de placements financiers des entreprises d'assurance s'élève à 34 789 millions d'euros en valeur au bilan. Cette valorisation inclut l'impact de la mise en juste valeur pour un montant de 3 068 millions d'euros contre 3 265 millions d'euros au 31 décembre 2016. Ce repli traduit la compensation partielle entre la progression des

valorisations des portefeuilles actions et le repli des justes valeurs des portefeuilles obligataires, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt. La mise en juste valeur des actifs financiers impacte le résultat net - part du Groupe à hauteur de +21 millions d'euros.

## 1.3 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 30 juin 2017 et la date d'arrêté des comptes semestriels par le conseil d'administration de la Macif du 29 août 2017.

## 1.4 Gestion des risques et parties liées

### 1.4.1 Évolution prévisible

En assurance dommages, le contexte demeure très concurrentiel. Les effets de la loi Hamon se font encore sentir, non seulement sur la volatilité des portefeuilles d'assurés mais également sur le coût d'indemnisation des sinistres.

Le marché est toujours confronté aux enjeux en matière d'innovation et d'adaptation aux nouveaux usages des assurés (connexion à distance, utilisation des données personnelles), mais également aux risques inhérents au

développement des nouvelles technologies (développement de la *big data*, de la *blockchain*, *cyber-risques*).

En Santé/Prévoyance le marché est également hautement concurrentiel.

Même si le basculement vers les contrats collectifs a lieu plus lentement que prévu, les effets de la loi de généralisation de la complémentaire santé se poursuivent. Les acteurs du marché doivent réussir à négocier ce virage

en se développant sur l'activité des entreprises, tout en poursuivant leurs efforts en matière de différenciation.

La prévention auprès des patients et des professionnels de santé constitue également un enjeu pour faire face à la hausse du coût des prestations de santé. Enfin, le vieillissement de la population génère un accroissement du risque de dépendance qui offre des perspectives de développement intéressantes pour le secteur de l'assurance mais qui tarde néanmoins à se révéler.

En Finance/Épargne, l'environnement est toujours contraignant en raison de la persistance des taux bas.

Dans ce contexte, les épargnants ont tendance à se tourner vers des placements plus liquides comme le livret A.

### 1.4.2 Principaux risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont décrits dans la section 1.9 « Dispositif de maîtrise des risques et facteurs de risques » du rapport financier annuel 2016, ainsi que dans le chapitre 2.1.6.8 relatif aux comptes consolidés au 31 décembre 2016

### 1.4.3 Parties liées

Au cours du premier semestre 2017, il n'y a pas eu d'évolution majeure concernant les opérations avec les parties liées telles que décrites au paragraphe 2.1.6.10 du rapport financier annuel 2016, ni de nouvelles opérations

Même si le secteur de l'assurance vie subit un recul important du niveau de collecte nette sur le premier semestre 2017, comparativement au premier semestre 2016 (passant de 12 milliards d'euros à 2 milliards d'euros), la part des versements sur les supports en unités de comptes continue sa progression par rapport à celle des fonds en euros (28 % depuis début 2017 contre 20 % sur l'année 2016).

L'enjeu principal pour les acteurs du marché consiste à accentuer le développement sur les supports en UC, plus rentables et moins coûteux en fonds propres.

« Gestion des risques », déposés auprès de l'Autorité des marchés financiers.

Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeures pouvant affecter le Groupe sur la fin de l'exercice en cours.

avec des parties liées ayant un impact important sur la situation financière ou la performance du groupe Macif sur cette période.

## 1.5 Analyse des comptes semestriels

### 1.5.1 Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2017, le périmètre de consolidation rassemble 112 structures réparties dans quatre secteurs d'activité :

- Dommages ;
- Santé/Prévoyance ;
- Finance/Épargne ;
- Gestion d'actifs.

	30 juin 2017	31 déc. 2016	Variation
Structures contrôlées	106	104	2
Structures sous influence notable	6	6	-
<b>Total</b>	<b>112</b>	<b>110</b>	<b>2</b>

#### 1.5.1.1 Acquisitions et entrées dans le périmètre

- Macif Innovation : cette entité a rejoint le périmètre de consolidation du Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Elle est destinée à prendre des participations dans des sociétés innovantes susceptibles d'apporter une plus-value aux métiers du Groupe. Elle est rattachée au secteur Gestion d'actifs ;
- OFI Euro Investment Grade 2019 XL : ce fonds a pour objectif d'offrir sur la durée de placement recommandée, soit au 31 décembre 2019, une performance annuelle,

nette de frais, supérieure à celle de l'Eonia capitalisé + 39 bps. La stratégie vise à investir sur le marché du crédit *Investment Grade* à travers du portage « *buy and hold* » (c'est à dire investir dans des obligations libellées en euro et les détenir jusqu'à maturité) ;

- OFI Fund European Small Cap F\_EUR : ce fonds est investi en actions d'entreprises européennes engagées dans la protection de l'environnement et des individus, avec pour objectif de surperformer le Stoxx Europe 600 DNR. L'équipe de gestion a défini un univers de sociétés actives dans l'économie positive autour de quatre grandes thématiques : la transition énergétique, la préservation des ressources naturelles, la santé et le bien-être, et la sécurité des biens et des personnes. Sur la base d'une analyse fondamentale approfondie, et sans

*a priori* de taille de capitalisation, de secteurs ou de style, les gérants sélectionnent les valeurs selon la qualité des fondamentaux et des perspectives boursières. L'analyse de chaque titre est complétée par un suivi des controverses réalisé par l'équipe d'analyse ESG du groupe OFI ;

- OFI Obligations ISR Part I : il s'agit d'un fonds nourricier du fonds OFI RS Euro Investment Grade Climate Change. Ce dernier investit dans des obligations libellées en euro émises par des sociétés de pays membres de l'OCDE notées *Investment Grade*. L'équipe de gestion sélectionne des émetteurs aux profils financiers jugés attractifs et qui répondent aux meilleures pratiques ESG tout en étant impliqués dans la transition énergétique. Ce fonds est rattaché au secteur Finance/Épargne.

### 1.5.1.2 Cessions et sorties du périmètre

- OFI Prudent : ce fonds est sorti du périmètre suite à la perte de contrôle (dilution du Groupe).

### 1.5.1.3 Autres mouvements

- Idmacif : cette entité a fait l'objet d'une dissolution anticipée par voie de transmission universelle de son patrimoine (TUP) à la Macif. Cette restructuration entre deux sociétés déjà consolidées au 31 décembre 2016 est sans impact sur les comptes du Groupe ;
- Sécurimut : en mai 2017, la Macif a acquis des titres Sécurimut à hauteur de 13 % du capital social. Suite à cette opération, le pourcentage d'intérêts du groupe Macif est passé de 53,63 % à 66,63 % ;
- Apivia Participations : en avril 2017, Apivia Mutuelle s'est portée acquéreur des actions Apivia Participations détenues par les minoritaires. Suite à cette opération, le pourcentage d'intérêts du groupe Macif est désormais de

100 % dans Apivia Participations, et dans les filiales suivantes : Apivia Santé, SCI Saint Jacques, Concept Holding et Apivia Prévoyance ;

- Foncière de Lutèce : en juin 2017, le pourcentage d'intérêts du groupe Macif dans Foncière de Lutèce est passé de 97,11 % à 97,69 % suite à une acquisition complémentaire de titres par la Macif. Cette opération a généré une augmentation du pourcentage d'intérêts du groupe Macif dans les filiales de Foncière de Lutèce : SNC Paranjou (de 97,09 % à 97,67 %) et SCI Galvani (de 48,55 % à 48,85 %).

## 1.5.2 Activité

Au 30 juin 2017, les cotisations acquises du groupe Macif s'élevaient à 3 079 millions d'euros contre 3 126 millions d'euros au 30 juin 2016. Elles sont en repli de 1,5 %.

	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation	
			K€	%
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Dommages</b>	<b>1 571 073</b>	<b>1 533 330</b>	<b>37 743</b>	<b>2%</b>
Auto	963 452	947 955	15 497	
Habitation	428 681	404 204	24 477	
Autres	178 940	181 171	-2 231	
<b>Finance/Épargne</b>	<b>1 007 669</b>	<b>1 109 362</b>	<b>-101 693</b>	<b>-9%</b>
Supports en €	971 060	1 100 981	-129 921	
Supports en UC	36 609	8 381	28 228	
<b>Santé/Prévoyance</b>	<b>500 476</b>	<b>483 063</b>	<b>17 413</b>	<b>4%</b>
Santé	417 962	406 770	11 192	
Prévoyance	82 514	76 293	6 221	
<b>Cotisations acquises</b>	<b>3 079 218</b>	<b>3 125 755</b>	<b>-46 537</b>	<b>-1%</b>

**En Dommages** : les cotisations acquises sont en progression de 2,5 %, soit une évolution de 38 millions d'euros par rapport à juin 2016. Cette croissance est principalement portée par le contrat Habitation dont les cotisations progressent à l'issue du premier semestre de +24 millions d'euros. Cette évolution s'explique notamment par l'évolution tarifaire appliquée au portefeuille en 2017.

Pour le contrat Automobile qui représente 61 % du chiffre d'affaires du secteur Dommages, les cotisations acquises sont en hausse de 1,6 %. Le portefeuille à fin juin présente une croissance de 0,6 %, tandis que la cotisation moyenne augmente de 1,1% en lien avec les évolutions tarifaires appliquées à l'échéance 2017.

Enfin, la catégorie « Autres » qui représente un total de cotisations acquises de 179 millions d'euros (contre 181 millions en 2016) rassemble principalement les contrats Dommages corporels individuels.

**En Finance/Épargne** : le groupe Macif a réalisé un encaissement brut de 1 008 millions d'euros à fin juin 2017,

en repli de 9 % par rapport au premier semestre 2016. Comme pour l'ensemble du marché, on observe un net retrait de la collecte sur les supports en euros, les supports en unités de compte enregistrant *a contrario* une croissance des encaissements. Compte tenu de l'importance du portefeuille existant, la collecte est concentrée sur les supports en euros (96 %). Les versements programmés progressent (en nombre et montant), alors que les versements libres sont plutôt en repli (en nombre comme en montant). La diversification de l'épargne est engagée avec 95 % de la production en affaires nouvelles sur le produit multi support Multi Vie et 19 % des versements des affaires nouvelles orientés vers des unités de compte.

**En Santé/Prévoyance** : les cotisations acquises atteignent 500 millions d'euros. Elles augmentent de près de 17 millions d'euros (+4 %).

Pour le groupe Macif, le détail des cotisations acquises s'établit comme suit par entité juridique :

	30 juin 2017		30 juin 2016		Variation	
	K€	%	K€	%	K€	%
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Dommages</b>	<b>1 571 073</b>	<b>51%</b>	<b>1 533 330</b>	<b>49%</b>	<b>37 743</b>	<b>2%</b>
Macif	1 570 510		1 532 823		37 687	
Macifilia	101		102		-1	
Thémis	462		405		57	
<b>Finance/Épargne</b>	<b>1 007 669</b>	<b>33%</b>	<b>1 109 362</b>	<b>36%</b>	<b>-101 693</b>	<b>-9%</b>
Mutavie	1 007 669		1 109 362		-101 693	
<b>Santé/Prévoyance</b>	<b>500 476</b>	<b>16%</b>	<b>483 063</b>	<b>15%</b>	<b>17 413</b>	<b>4%</b>
Macif-Mutualité	279 241		269 773		9 468	
Apivia Mutuelle	131 876		127 241		4 635	
MNFACT	17 037		15 960		1 077	
MPIBM	20 952		20 245		707	
MNPAF	51 370		49 844		1 526	
<b>Cotisations acquises</b>	<b>3 079 218</b>	<b>100%</b>	<b>3 125 755</b>	<b>100%</b>	<b>-46 537</b>	<b>-1%</b>

### 1.5.3 Résultats

Le groupe Macif enregistre un résultat net - part du Groupe de 165 millions d'euros contre 15 millions d'euros au 30 juin 2016. Le compte de résultat peut être résumé comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation	%
<b>Cotisations acquises</b>	<b>3 079 218</b>	<b>3 125 755</b>	<b>-46 537</b>	<b>-1%</b>
Charges des prestations (hors participation aux bénéfices différée sur juste valeur)	-2 887 927	-3 097 294	209 367	
<b>Marge brute</b>	<b>191 291</b>	<b>28 461</b>	<b>162 830</b>	
Charges/produits nets des cessions en réassurance	-70 168	61 624	-131 792	
<b>Marge nette</b>	<b>121 123</b>	<b>90 085</b>	<b>31 038</b>	
Frais d'acquisition et d'administration des contrats	-357 462	-336 095	-21 367	
Autres charges et produits opérationnels courants	-104 577	-71 270	-33 307	
<b>Marge technique</b>	<b>-340 916</b>	<b>-317 280</b>	<b>-23 636</b>	<b>-7%</b>
Produits des placements nets de charges - hors mise en juste valeur	544 509	359 904	184 605	
Produits des placements nets de charges - mise en juste valeur	78 042	-56 877	134 919	
Participation aux bénéfices différée sur juste valeur	-48 480	19 814	-68 294	
<b>Marge financière</b>	<b>574 071</b>	<b>322 841</b>	<b>251 230</b>	<b>78%</b>
Autres produits et charges opérationnels	786	-8 341	9 127	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>233 942</b>	<b>-2 780</b>	<b>236 722</b>	<b>NA</b>
Charge de financement	-16 385	-16 492	107	
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	13 735	13 260	475	
Impôts sur les résultats	-63 976	23 490	-87 466	
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>167 315</b>	<b>17 478</b>	<b>149 837</b>	<b>NA</b>
Intérêts minoritaires	2 107	2 655	-548	
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>165 209</b>	<b>14 822</b>	<b>150 386</b>	<b>NA</b>

NA : non applicable

**La marge technique** : la marge technique ressort à -341 millions d'euros contre -317 millions d'euros au 30 juin 2016. Ce repli masque de fortes disparités sectorielles commentées *infra*. Tous secteurs confondus, on observe

une diminution de la charge des prestations, partiellement absorbée par le solde de réassurance, qui redevient négatif en l'absence de sinistralité exceptionnelle significative. Les frais généraux sont par ailleurs en hausse.

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation	%
<b>Cotisations acquises</b>	<b>3 079 218</b>	<b>3 125 755</b>	<b>-46 537</b>	<b>-1%</b>
Charges des prestations (hors participation aux bénéfices différée sur juste valeur)	-2 887 927	-3 097 294	209 367	
Charges/produits nets des cessions en réassurance	-70 168	61 624	-131 792	
Frais d'acquisition et d'administration des contrats	-357 462	-336 095	-21 367	
Autres charges et produits opérationnels courants	-104 577	-71 270	-33 307	
<b>Marge technique</b>	<b>-340 916</b>	<b>-317 280</b>	<b>-23 636</b>	<b>-7%</b>

**La marge financière** : la marge financière s'élève à 574 millions d'euros contre 323 millions d'euros au 30 juin 2016. Le premier semestre 2017 se caractérise, contrairement à 2016, par une nette progression des indices boursiers actions. Cette tendance se traduit dans les comptes par un

impact très favorable de la mise en juste valeur et une forte diminution des dépréciations d'actifs financiers. Elle a également conduit le groupe Macif à augmenter ses programmes de cessions, et par voie de conséquence les plus-values qui les accompagnent.

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation	%
Produits des placements	438 190	439 472	-1 282	
Charges des placements	-35 106	-31 132	-3 974	
Plus et moins-values de cession des placements	147 291	61 317	85 974	
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	78 042	-56 877	134 919	
Variation des dépréciations sur placements	-5 866	-109 753	103 887	
<b>Produits financiers nets de charges</b>	<b>622 551</b>	<b>303 027</b>	<b>319 524</b>	<b>105%</b>
Participation aux bénéfices différée sur mise en juste valeur	-48 480	19 814	-68 294	
<b>Marge financière</b>	<b>574 071</b>	<b>322 841</b>	<b>251 230</b>	<b>78%</b>

**Le résultat opérationnel** : le résultat opérationnel du premier semestre 2017 s'établit à +234 millions d'euros contre -3 millions d'euros au 30 juin 2016. Cette progression s'appuie sur la hausse de la marge financière (+251 millions

d'euros). Les autres produits et charges opérationnels sont à l'équilibre avec un solde net de +1 million d'euros contre -8 millions d'euros au 30 juin 2016.

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation	%
Marge technique	-340 916	-317 280	-23 636	
Marge financière	574 071	322 841	251 230	
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>233 156</b>	<b>5 561</b>	<b>227 595</b>	<b>NA</b>
Autres produits et charges opérationnels	786	-8 341	9 127	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>233 942</b>	<b>-2 780</b>	<b>236 722</b>	<b>NA</b>

NA : non applicable

**La quote-part dans les résultats des entreprises associées** : la contribution des entités consolidées par mise en équivalence (MEE) ressort à 14 millions d'euros contre 13 millions d'euros au 30 juin 2016. La société BPCE Assurances apporte la part la plus significative, avec près de

10 millions d'euros, soit près de 72 % du total des résultats transmis par les entreprises mises en équivalence.

Le détail des contributions par entité se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation	%
Groupe IMA	1 429	1 290	139	
BPCE Assurances	9 887	7 655	2 232	
Socram Banque	1 344	2 244	-900	
SCI Galvani	414	411	3	
Axe France	666	751	-85	
IME	-3	910	-913	
<b>Quote-part dans les résultats des entreprises associées</b>	<b>13 735</b>	<b>13 260</b>	<b>475</b>	<b>4%</b>

**Les impôts sur les résultats** : au 30 juin 2017, le groupe Macif constate une charge d'impôt de 64 millions d'euros contre un produit de 23 millions d'euros au 30 juin 2016. Cette charge est majoritairement constituée par la charge d'impôt exigible sur les résultats taxables du Groupe (-55

millions d'euros). Elle est complétée par une charge d'impôts différés (-9 millions d'euros) en lien avec l'impact de la mise en juste valeur des actifs financiers en juste valeur par compte de résultat.

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation	%
Impôts exigibles	-54 741	-856	-53 885	
Impôts différés	-9 235	24 346	-33 581	
<b>Charges d'impôts</b>	<b>-63 976</b>	<b>23 490</b>	<b>-87 466</b>	<b>NA</b>

NA : non applicable

**Le résultat net - part du Groupe** s'établit à 165 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 15 millions d'euros au 30 juin 2016.

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation	%
Résultat net consolidé	167 315	17 478	149 837	
Intérêts minoritaires	2 107	2 655	-548	
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>165 209</b>	<b>14 822</b>	<b>150 386</b>	<b>NA</b>

NA : non applicable

La contribution de chaque secteur d'activité au résultat net - part du Groupe est la suivante :

(en milliers d'euros)	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	30 juin 2017	30 juin 2016
<b>Cotisations acquises</b>	<b>1 571 073</b>	<b>1 007 669</b>	<b>500 476</b>	-	<b>3 079 218</b>	<b>3 125 755</b>
Charges des prestations (hors participation aux bénéfices sur juste valeur)	-1 193 567	-1 314 669	-379 691	-	-2 887 927	-3 097 294
<b>Marge brute</b>	<b>377 506</b>	<b>-307 000</b>	<b>120 785</b>	-	<b>191 291</b>	<b>28 461</b>
Charges/produits nets des cessions en réassurance	-68 121	-345	-1 702	-	-70 168	61 624
<b>Marge nette</b>	<b>309 385</b>	<b>-307 345</b>	<b>119 083</b>	-	<b>121 123</b>	<b>90 085</b>
Frais d'acquisition et d'administration des contrats	-232 040	-46 226	-79 196	-	-357 462	-336 095
Autres charges et produits opérationnels courants	-77 430	-12 017	-14 972	-158	-104 577	-71 270
<b>Marge technique</b>	<b>-85</b>	<b>-365 588</b>	<b>24 915</b>	<b>-158</b>	<b>-340 916</b>	<b>-317 280</b>
Produits des placements	103 049	317 141	14 910	3 090	438 190	439 472
Charges des placements	-21 725	-8 738	-4 501	-142	-35 106	-31 132
Plus et moins-values de cession des placements	61 926	83 171	2 194	-	147 291	61 317
Variation de la juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	23 615	52 799	1 656	-28	78 042	-56 877
Variation des dépréciations sur placements	-2 321	-3 557	12	-	-5 866	-109 753
<b>Produits financiers nets de charges</b>	<b>164 544</b>	<b>440 816</b>	<b>14 271</b>	<b>2 920</b>	<b>622 551</b>	<b>303 027</b>
Participation aux bénéfices différée sur mise en juste valeur	-	-48 480	-	-	-48 480	19 814
<b>Marge financière</b>	<b>164 544</b>	<b>392 336</b>	<b>14 271</b>	<b>2 920</b>	<b>574 071</b>	<b>322 841</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>164 459</b>	<b>26 749</b>	<b>39 186</b>	<b>2 762</b>	<b>233 156</b>	<b>5 561</b>
Autres produits et charges opérationnels	2 585	-828	-1 468	497	786	-8 341
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>167 044</b>	<b>25 921</b>	<b>37 718</b>	<b>3 259</b>	<b>233 942</b>	<b>-2 780</b>
Charge de financement	-13 591	-2 445	-284	-65	-16 385	-16 492
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	11 726	2 009	-	-	13 735	13 260
Impôts sur les résultats	-46 437	-5 515	-12 310	286	-63 976	23 490
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>118 741</b>	<b>19 969</b>	<b>25 124</b>	<b>3 480</b>	<b>167 315</b>	<b>17 478</b>
Intérêts minoritaires	-8	330	419	1 365	2 107	2 655
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>118 749</b>	<b>19 639</b>	<b>24 706</b>	<b>2 115</b>	<b>165 209</b>	<b>14 822</b>

**En Dommages**, la contribution au résultat net - part du Groupe ressort à +119 millions d'euros contre -20 millions d'euros au 30 juin 2016. La marge technique ressort quasiment à l'équilibre, contre -72 millions d'euros au 30 juin 2016. Cette progression traduit l'effet de ciseaux entre la croissance des cotisations acquises (Cf. *supra*) et la forte baisse de la sinistralité. Cette baisse est observée tant pour la sinistralité courante que pour la sinistralité exceptionnelle (absence d'événement naturel significativement défavorable). Le solde de réassurance absorbe une partie de cette marge technique en retrouvant un solde logiquement déficitaire. Il ressort à -68 millions d'euros contre +59 millions d'euros au 30 juin 2016. Le ratio combiné net passe de 104,5 % au 30 juin 2016 à 98,7 % au 30 juin 2017.

La marge financière s'établit à 165 millions d'euros, en hausse de 133 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016. Elle bénéficie de la croissance des plus-values réalisées (dont 31 millions d'euros en lien avec la cession des titres Maurel & Prom) et de l'impact favorable de la mise en juste valeur des actifs financiers. Le premier semestre 2017 se caractérise également par une diminution des charges liées à la dépréciation des actifs financiers

(-2 millions d'euros en 2017 contre -39 millions d'euros au 30 juin 2016).

Enfin, les autres charges et produits opérationnels ressortent à +3 millions d'euros contre -10 millions d'euros au 30 juin 2016.

Le résultat opérationnel de ce secteur s'établit à +167 millions d'euros contre -49 millions d'euros au 30 juin 2016.

**En Finance/Épargne**, la contribution au résultat net - part du Groupe s'élève à 20 millions d'euros contre 7 millions d'euros au 30 juin 2016. Le premier semestre 2017 se caractérise par une croissance des sorties (+16 % par rapport au 30 juin 2016), ce qui contribue à peser sur la collecte nette. Cette dernière reste positive à +16 millions d'euros contre 235 millions d'euros au 30 juin 2016. Les produits financiers sont en repli en raison de la diminution des plus-values de cession. Au final, le résultat opérationnel s'établit à 26 millions d'euros contre 6 millions d'euros au 30 juin 2016.

**En Santé/Prévoyance**, la contribution au résultat net - part du Groupe reste quasiment stable à 25 millions d'euros au 30 juin 2017 (contre 24 millions d'euros au 30 juin 2016). Cette contribution s'appuie sur une bonne maîtrise du ratio combiné net qui passe de 95,0 % à fin juin 2016, à



94,7 % au 30 juin 2017. Ce ratio bénéficie principalement de la baisse de la sinistralité brute.

La marge financière s'élève à 14 millions d'euros (contre 11 millions d'euros au 30 juin 2016), à la faveur de l'impact favorable de la mise en juste valeur des actifs financiers en juste valeur par compte de résultat (+ 2 millions d'euros au 30 juin 2017 contre -2 millions d'euros au 30 juin 2016).

Le résultat opérationnel s'établit à 38 millions d'euros contre 36 millions d'euros au 30 juin 2016.

### 1.5.4 Éléments financiers

Au 30 juin 2017, le total du bilan s'élève à 42 milliards d'euros, en croissance de près de 16 %. Plusieurs facteurs concourent à expliquer cette forte progression :

- Présence de titres mis en pension (3 664 millions d'euros) ;
- Constatation d'une créance sur les sociétaires compte tenu d'un appel d'échéance au 1<sup>er</sup> avril (2 184 millions au 30 juin 2017 contre 639 millions d'euros au 31 décembre 2016).

Retraite de ces éléments liés à la saisonnalité, la croissance du total du bilan s'élève à 2 %.

Pour le secteur **Gestion d'actifs**, la contribution au résultat net - part du Groupe ressort à +2 millions d'euros (contre +3 millions d'euros au 30 juin 2017). L'activité est marquée par la compensation entre la croissance du chiffre d'affaires et la diminution des revenus financiers. Le résultat opérationnel ressort à 3 millions d'euros contre 5 millions d'euros au 30 juin 2016.

À l'actif, la valeur au bilan des placements financiers des entreprises d'assurance s'établit à 34,8 milliards d'euros, soit près de 82 % du total du bilan. Sur ce poste, l'impact de la mise en juste valeur représente 3,1 milliards d'euros au 30 juin 2017, contre 3,3 milliards d'euros au 31 décembre 2016. Cette baisse traduit l'impact de la hausse des taux d'intérêt sur la valorisation des produits de taux. Les actifs immobiliers du groupe Macif figurent sur une ligne distincte au bilan, et restent majoritairement valorisés en coût historique.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016	Variation	%
Coût amorti brut	31 873 047	28 434 613	3 438 434	12%
Corrections de valeurs	-152 171	-163 771	11 600	7%
<b>Coût amorti net</b>	<b>31 720 876</b>	<b>28 270 842</b>	<b>3 450 034</b>	<b>12%</b>
Réévaluations	3 068 382	3 265 046	-196 664	-6%
<b>Valeur au bilan</b>	<b>34 789 258</b>	<b>31 535 888</b>	<b>3 253 370</b>	<b>10%</b>

La répartition des placements entre les différents supports se caractérise par un renforcement du poids des OPC, en lien avec les mises en pension. Les autres classes d'actifs

restent globalement stables en montant. Les produits de taux demeurent largement majoritaires dans le total des placements financiers des entreprises d'assurance.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017		31 déc. 2016	
	K€	%	K€	%
Actions	433 051	1%	434 307	1%
OPC	9 721 269	28%	6 459 031	20%
Obligations	24 432 810	70%	24 487 920	78%
Prêts	190 488	1%	143 967	1%
Autres	11 640	0%	10 663	0%
<b>Placements financiers des activités d'assurance</b>	<b>34 789 258</b>	<b>100%</b>	<b>31 535 888</b>	<b>100%</b>



La répartition des placements financiers par méthode de valorisation reste stable. Les placements financiers sont

principalement valorisés en « juste valeur », et notamment en « juste valeur » par les réserves AFS (*Available For Sale*).

	30 juin 2017		31 déc. 2016	
	K€	%	K€	%
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs disponibles à la vente (AFS) <sup>1</sup>	31 943 583	92%	29 068 720	92%
Actifs détenus à des fins de transaction ( <i>trading</i> )	-	-	-	-
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO) <sup>2</sup>	2 655 187	8%	2 323 201	8%
Prêts	190 488	0%	143 967	0%
Coût amorti	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>34 789 258</b>	<b>100%</b>	<b>31 535 888</b>	<b>100%</b>

<sup>1</sup> Available for sale

<sup>2</sup> Fair value option

	30 juin 2017				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Coût amorti	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
<b>Ouverture</b>	<b>28 770 127</b>	<b>1 223 389</b>	<b>1 398 405</b>	<b>143 967</b>	<b>31 535 888</b>
Augmentation	8 564 408	64 335	890 975	11 046	9 530 764
Diminution	-5 401 399	-63 227	-773 010	12 718	-6 224 918
Variations de juste valeur	-125 057	26 163	-70 641	-	-169 535
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-
Autres mouvements	94 302	-	-	22 757	117 059
<b>Clôture</b>	<b>31 902 381</b>	<b>1 250 660</b>	<b>1 445 729</b>	<b>190 488</b>	<b>34 789 258</b>

**Au passif** du bilan, les passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance s'élevaient à 31 milliards d'euros soit plus de 73 % du total bilan au 30 juin 2017.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016	Variation	%
Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance hors UC	30 696 462	28 649 768	2 046 694	7%
Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance en UC	325 043	208 087	116 956	56%
<b>Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance</b>	<b>31 021 505</b>	<b>28 857 855</b>	<b>2 163 650</b>	<b>7%</b>

Les passifs des contrats d'assurance sont en progression de près de 2,2 milliards d'euros, dont 1,7 milliard d'euros sur les provisions pour cotisations non acquises, compte tenu d'un appel d'échéance au 1<sup>er</sup> avril pour le portefeuille des

contrats Macif. La provision pour participation aux bénéfices des contrats d'assurance vie augmente de 237 millions d'euros.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016	Variation	%
Provisions d'assurance vie	20 479 848	20 477 261	2 587	0%
Provisions pour cotisations non acquises	2 530 484	791 513	1 738 971	220%
Provisions pour sinistres à payer	4 993 818	4 951 420	42 398	1%
Provisions pour participation aux bénéfices	983 231	746 581	236 650	32%
Autres passifs techniques	1 709 081	1 682 993	26 088	2%
Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance en UC	325 043	208 087	116 956	56%
<b>Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance</b>	<b>31 021 505</b>	<b>28 857 855</b>	<b>2 163 650</b>	<b>7%</b>

La participation aux bénéfices différée s'élève à 1,8 milliard d'euros, en repli de 134 millions d'euros après mise en juste valeur des actifs financiers des contrats d'assurance vie.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016	Variation	%
Participation aux bénéfices différée active	-	-	-	-
Participation aux bénéfices différée passive	1 765 504	1 899 896	-134 392	-7%
<b>Participation aux bénéfices différée nette</b>	<b>1 765 504</b>	<b>1 899 896</b>	<b>-134 392</b>	<b>-7%</b>

### 1.5.5 Solvabilité

Les fonds propres du Groupe s'élevaient à 3 568 millions d'euros en hausse de 3,5 % par rapport au 31 décembre 2016. Ils ne prennent en compte aucun passif subordonné.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016	Variation	%
Capital social ou fonds équivalents	260 480	257 897	2 583	1%
Réserve de réévaluation	662 334	707 042	-44 707	-6%
Autres réserves	2 491 349	2 311 611	179 738	8%
Autres éléments du résultat global	-10 944	-15 107	4 163	NS
Résultat net	165 209	185 666	-20 457	-11%
<b>Fonds propres Groupe</b>	<b>3 568 428</b>	<b>3 447 109</b>	<b>121 319</b>	<b>4%</b>

La progression des fonds propres représente plus de 121 millions d'euros sur le premier semestre 2017. Le résultat net semestriel alimente les fonds propres à hauteur de 165 millions d'euros. En revanche, dans un contexte de hausse

des taux d'intérêt, la réserve de réévaluation est en repli de 45 millions d'euros, ce qui représente l'impact net de la mise en juste valeur des actifs valorisés en juste valeur par réserve (AFS).

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital social ou fonds équivalents	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Autres éléments du résultat global	Résultat net Groupe	Total
<b>Situation à la clôture au 31 déc. 2016</b>	<b>257 897</b>	<b>707 042</b>	<b>2 311 611</b>	<b>-15 107</b>	<b>185 666</b>	<b>3 447 109</b>
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	-	-247 552	-	-	-	-247 552
Participation aux bénéfices différée	-	189 824	-	-	-	189 824
Impôts exigibles et différés	-	13 022	-	-1 698	-	11 324
Écarts actuariels sur passifs sociaux	-	-	-	5 861	-	5 861
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
<b>Revenus nets reconnus en capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-44 707</b>	<b>-</b>	<b>4 163</b>	<b>-</b>	<b>-40 544</b>
Résultat net	-	-	-	-	165 209	165 209
<b>Total des produits et pertes reconnus en capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-44 707</b>	<b>-</b>	<b>4 163</b>	<b>165 209</b>	<b>124 664</b>
Droits d'adhésion	2 583	-	-	-	-	2 583
Affectation du résultat	-	-	185 666	-	-185 666	-
Variations de périmètre	-	-	-3 610	-	-	-3 610
Autres variations	-	-	-2 318	-	-	-2 318
<b>Situation à la clôture au 30 juin 2017</b>	<b>260 480</b>	<b>662 334</b>	<b>2 491 349</b>	<b>-10 944</b>	<b>165 209</b>	<b>3 568 428</b>

Au 30 juin 2017, les dettes de financement (hors mises en pension) représentent 20 % des fonds propres Groupe, soit une part légèrement inférieure à celle observée au 31 décembre 2016. La diminution de ce ratio s'explique par la

progression des fonds propres, les dettes de financement étant restées stables sur le premier semestre 2017 (abstraction faite des intérêts courus).

# 2. COMPTES SEMESTRIELS ÉTABLIS EN NORMES IFRS

<b>2.1. COMPTES CONSOLIDÉS</b>	<b>20</b>
2.1.1. Bilan	20
2.1.2. Compte de résultat	22
2.1.3. État du résultat global	23
2.1.4. Tableau de variation des capitaux propres	24
2.1.5. Tableau des flux de trésorerie	26
2.1.6. Annexe aux comptes consolidés	28
2.1.7. Notes complémentaires sur les comptes	50
<b>2.2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b>	<b>89</b>

## 2.1 Comptes consolidés

### 2.1.1 Bilan

#### 2.1.1.1 Actif

Notes (en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 déc. 2016
<i>Écarts d'acquisition</i>	132 398	132 398
<i>Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance</i>	-	-
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	104 957	97 301
<b>1 Actifs incorporels</b>	<b>237 355</b>	<b>229 699</b>
<i>Immobilier de placement</i>	766 003	626 751
<i>Immobilier de placement en UC</i>	-	-
2 <i>Placements financiers</i>	34 789 258	31 535 888
3 <i>Placements financiers en UC</i>	325 043	208 087
16 <i>Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés</i>	-	-
<b>Placements des activités d'assurance</b>	<b>35 880 304</b>	<b>32 370 726</b>
<b>4 Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités</b>	<b>52 112</b>	<b>269 651</b>
<b>5 Investissements dans les entreprises associées</b>	<b>394 517</b>	<b>392 000</b>
<b>6 Part des cessionnaires et récessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers</b>	<b>621 541</b>	<b>588 250</b>
7 <i>Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles</i>	350 649	354 332
8 <i>Frais d'acquisition reportés</i>	89 828	85 452
15 <i>Participation aux bénéfices différée active</i>	-	-
9 <i>Actifs d'impôts différés</i>	1 039	763
<i>Créances nées des opérations d'assurance</i>	2 424 616	691 679
<i>Créances nées des opérations de réassurance</i>	20 344	69 667
<i>Créances d'impôt exigible</i>	34 120	34 614
<i>Autres créances</i>	347 735	272 884
<b>Autres actifs</b>	<b>3 268 331</b>	<b>1 509 391</b>
<b>10 Actifs destinés à la vente et abandons d'activités</b>	<b>579</b>	<b>3 804</b>
<b>11 Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>2 029 710</b>	<b>1 159 432</b>

**Total de l'actif**

**42 484 450**

**36 522 953**

### 2.1.1.2 Passif

Notes (en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 déc. 2016
<i>Capital social ou fonds équivalents</i>	260 480	257 897
<i>Primes d'émission, de fusion et d'apport</i>	-	-
<i>Réserve de réévaluation</i>	662 334	707 042
<i>Autres réserves</i>	2 470 676	2 294 175
<i>Résultats cumulés</i>	9 731	2 329
<i>Résultat net</i>	165 209	185 666
<b>12 Capitaux propres Groupe</b>	<b>3 568 428</b>	<b>3 447 109</b>
<b>12 Intérêts minoritaires</b>	<b>71 150</b>	<b>74 771</b>
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>3 639 579</b>	<b>3 521 880</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>151 236</b>	<b>154 929</b>
<i>Dettes subordonnées</i>	610 606	619 400
<i>Dettes de financement représentées par des titres</i>	-	-
<i>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</i>	108 771	110 343
<i>Autres dettes de financement</i>	3 672 871	8 911
<b>13 Dettes de financement</b>	<b>4 392 248</b>	<b>738 654</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance hors UC</i>	30 696 462	28 649 768
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>	325 043	208 087
<b>14 Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</b>	<b>31 021 505</b>	<b>28 857 855</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>	261 027	265 717
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>	-	-
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i>	-	-
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers</b>	<b>261 027</b>	<b>265 717</b>
<b>Instrumentés dérivés séparés sur contrats</b>	-	-
<b>15 Participation aux bénéfices différée passive</b>	<b>1 765 504</b>	<b>1 899 896</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats</b>	<b>33 048 036</b>	<b>31 023 468</b>
<b>Ressources des activités du secteur bancaire</b>	-	-
<b>9 Passifs d'impôts différés</b>	<b>257 824</b>	<b>258 963</b>
<b>Dettes envers les porteurs de parts d'OPC consolidés</b>	<b>347 936</b>	<b>257 668</b>
<i>Dettes d'exploitation représentées par des titres</i>	-	-
<i>Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire</i>	-	155
<b>16 Instruments dérivés passifs</b>	<b>875</b>	<b>875</b>
<i>Dettes nées des opérations d'assurance</i>	52 852	52 306
<i>Dettes nées des opérations de réassurance</i>	160 390	94 673
<i>Dettes d'impôt exigible</i>	3 730	5 315
<i>Autres dettes</i>	429 744	414 067
<b>Autres passifs</b>	<b>647 591</b>	<b>567 391</b>
<b>10 Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées</b>	-	-
<b>Total du passif</b>	<b>42 484 450</b>	<b>36 522 953</b>

## 2.1.2 Compte de résultat

Notes (en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
<i>Primes émises</i>	4 820 157	4 605 756
<i>Variation des primes non acquises</i>	-1 740 939	-1 480 001
<b>17 Primes acquises</b>	<b>3 079 218</b>	<b>3 125 755</b>
<b>Produit net bancaire, net du coût du risque</b>	-	-
<b>Chiffre d'affaires ou produits des autres activités</b>	<b>69 457</b>	<b>68 625</b>
<b>Autres produits d'exploitation (nets de charges)</b>	<b>-106 780</b>	<b>-80 510</b>
<i>Produits des placements</i>	438 190	439 472
<i>Charges des placements</i>	-35 106	-31 132
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	147 291	61 317
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	78 042	-56 877
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-5 866	-109 753
<b>Produits des placements nets de charges</b>	<b>622 551</b>	<b>303 027</b>
<b>18 Charges des prestations des contrats</b>	<b>-2 936 407</b>	<b>-3 077 480</b>
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-99 967	-103 667
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	29 799	165 291
<b>19 Charges ou produits nets des cessions en réassurance</b>	<b>-70 168</b>	<b>61 624</b>
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>	-	-
<b>Charges des autres activités</b>	<b>-44 800</b>	<b>-52 416</b>
<b>Frais d'acquisition des contrats</b>	<b>-172 724</b>	<b>-258 774</b>
<b>Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés</b>	-	-
<b>Frais d'administration</b>	<b>-184 738</b>	<b>-77 321</b>
<b>Autres produits et charges opérationnels courants</b>	<b>-22 454</b>	<b>-6 969</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>233 156</b>	<b>5 561</b>
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>786</b>	<b>-8 341</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>233 942</b>	<b>-2 780</b>
<b>Charge de financement</b>	<b>-16 385</b>	<b>-16 492</b>
<b>Quote-part dans les résultats des entreprises associées</b>	<b>13 735</b>	<b>13 260</b>
<b>20 Impôts sur les résultats</b>	<b>-63 976</b>	<b>23 490</b>
<b>Résultat sur abandon d'activité après impôt</b>	-	-
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>167 315</b>	<b>17 478</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>2 107</b>	<b>2 655</b>
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>165 209</b>	<b>14 822</b>

## 2.1.3 État du résultat global

	30 juin 2017		
	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>			
<b>Résultat net</b>	<b>165 209</b>	<b>2 107</b>	<b>167 315</b>
<i>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>	-247 552	-3 182	-250 734
<i>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>	-	-	-
<i>Réévaluation des immobilisations</i>	-	-	-
<i>"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés</i>	189 824	2 949	192 773
<i>Impôts différés</i>	13 022	67	13 089
<i>Autres éléments</i>	-	-	-
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>-44 707</b>	<b>-165</b>	<b>-44 872</b>
<i>Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies</i>	5 861	9	5 870
<i>Impôts différés</i>	-1 698	-	-1 698
<i>Autres éléments</i>	-	-	-
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>4 163</b>	<b>9</b>	<b>4 172</b>
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-40 544</b>	<b>-156</b>	<b>-40 701</b>
<b>Résultat global</b>	<b>124 664</b>	<b>1 950</b>	<b>126 615</b>

	30 juin 2016		
	Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>			
<b>Résultat net</b>	<b>14 822</b>	<b>2 655</b>	<b>17 478</b>
<i>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>	533 973	6 567	540 540
<i>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>	-	-	-
<i>Réévaluation des immobilisations</i>	-	-	-
<i>"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés</i>	-381 339	-5 925	-387 264
<i>Impôts différés</i>	-52 720	-221	-52 941
<i>Autres éléments</i>	582	-582	-
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>100 496</b>	<b>-161</b>	<b>100 335</b>
<i>Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies</i>	-11 935	-45	-11 981
<i>Impôts différés</i>	4 109	15	4 125
<i>Autres éléments</i>	-	-	-
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>-7 827</b>	<b>-30</b>	<b>-7 856</b>
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>92 669</b>	<b>-191</b>	<b>92 479</b>
<b>Résultat global</b>	<b>107 493</b>	<b>2 465</b>	<b>109 958</b>

## 2.1.4 Tableau de variation des capitaux propres

	Part du Groupe					Total	Intérêts mino-ritaires	Total
	Capital social ou fonds équivalent	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Autres éléments du résultat global	Résultat net			
Notes (en milliers d'euros)								
<b>Capitaux propres 31 décembre 2016</b>	<b>257 897</b>	<b>707 042</b>	<b>2 311 611</b>	<b>-15 107</b>	<b>185 666</b>	<b>3 447 109</b>	<b>74 771</b>	<b>3 521 880</b>
<b>Incidence des réévaluations</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>	-	<b>-247 552</b>	-	-	-	<b>-247 552</b>	<b>-3 182</b>	<b>-250 734</b>
<i>Gains ou pertes d'évaluation pris en capitaux propres</i>	-	<i>-162 404</i>	-	-	-	<i>-162 404</i>	<i>-2 530</i>	<i>-164 933</i>
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>	-	<i>-85 148</i>	-	-	-	<i>-85 148</i>	<i>-653</i>	<i>-85 801</i>
<b>Dérivés de couverture de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Gains ou pertes pris en capitaux</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>15 Participation différée brute d'impôts différés</b>	-	<b>189 824</b>	-	-	-	<b>189 824</b>	<b>2 949</b>	<b>192 773</b>
<b>Incidence des écarts de conversion</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Variations de périmètre</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Écarts actuariels sur passifs sociaux</b>	-	-	-	<b>5 861</b>	-	<b>5 861</b>	<b>9</b>	<b>5 870</b>
<b>Impôts exigibles ou différés</b>	-	<b>13 022</b>	-	<b>-1 698</b>	-	<b>11 324</b>	<b>67</b>	<b>11 391</b>
<b>Revenus nets reconnus en capitaux propres</b>	-	<b>-44 707</b>	-	<b>4 163</b>	-	<b>-40 544</b>	<b>-156</b>	<b>-40 701</b>
<b>Résultat net</b>	-	-	-	-	<b>165 209</b>	<b>165 209</b>	<b>2 107</b>	<b>167 315</b>
<b>Total des produits et des pertes reconnus de la période</b>	-	<b>-44 707</b>	-	<b>4 163</b>	<b>165 209</b>	<b>124 664</b>	<b>1 950</b>	<b>126 615</b>
<b>12 Droits d'adhésion</b>	<b>2 583</b>	-	-	-	-	<b>2 583</b>	-	<b>2 583</b>
<b>12 Affectation du résultat</b>	-	-	<b>185 666</b>	-	<b>-185 666</b>	-	-	-
<b>12 Variations de périmètre hors revenus nets reconnus en capitaux propres</b>	-	-	<b>-3 610</b>	-	-	<b>-3 610</b>	<b>-2 105</b>	<b>-5 715</b>
<b>12 Autres variations</b>	-	-	<b>-2 318</b>	-	-	<b>-2 318</b>	<b>-3 466</b>	<b>-5 784</b>
<b>Capitaux propres 30 juin 2017</b>	<b>260 480</b>	<b>662 334</b>	<b>2 491 349</b>	<b>-10 944</b>	<b>165 209</b>	<b>3 568 428</b>	<b>71 150</b>	<b>3 639 579</b>



	Part du Groupe					Total	Intérêts mino-ritaires	Total
	Capital social ou fonds équivalent	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Autres éléments du résultat global	Résultat net			
Notes (en milliers d'euros)								
<b>Capitaux propres 31 décembre 2015</b>	<b>252 071</b>	<b>567 508</b>	<b>2 106 450</b>	<b>-10 820</b>	<b>201 392</b>	<b>3 116 601</b>	<b>78 152</b>	<b>3 194 753</b>
<b>Incidence des réévaluations</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>	-	<b>533 973</b>	-	-	-	<b>533 973</b>	<b>6 567</b>	<b>540 540</b>
<i>Gains ou pertes d'évaluation pris en capitaux propres</i>	-	<i>605 379</i>	-	-	-	<i>605 379</i>	<i>7 454</i>	<i>612 833</i>
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>	-	<i>-71 406</i>	-	-	-	<i>-71 406</i>	<i>-887</i>	<i>-72 293</i>
<b>Dérivés de couverture de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Gains ou pertes pris en capitaux</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>15 Participation différée brute d'impôts différés</b>	-	<b>-381 339</b>	-	-	-	<b>-381 339</b>	<b>-5 925</b>	<b>-387 264</b>
<b>Incidence des écarts de conversion</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Variations de périmètre</b>	-	<b>582</b>	-	-	-	<b>582</b>	<b>-582</b>	-
<b>Écarts actuariels sur passifs sociaux</b>	-	-	-	<b>-11 935</b>	-	<b>-11 935</b>	<b>-45</b>	<b>-11 980</b>
<b>Impôts exigibles ou différés</b>	-	<b>-52 720</b>	-	<b>4 109</b>	-	<b>-48 611</b>	<b>-206</b>	<b>-48 816</b>
<b>Revenus nets reconnus en capitaux propres</b>	-	<b>100 496</b>	-	<b>-7 826</b>	-	<b>92 670</b>	<b>-190</b>	<b>92 480</b>
<b>Résultat net</b>	-	-	-	-	<b>14 822</b>	<b>14 822</b>	<b>2 655</b>	<b>17 478</b>
<b>Total des produits et des pertes reconnus de la période</b>	-	<b>100 496</b>	-	<b>-7 826</b>	<b>14 822</b>	<b>107 493</b>	<b>2 465</b>	<b>109 958</b>
<b>12 Droits d'adhésion</b>	<b>2 371</b>	-	-	-	-	<b>2 371</b>	-	<b>2 371</b>
<b>12 Affectation du résultat</b>	-	-	<b>201 392</b>	-	<b>-201 392</b>	-	-	-
<b>12 Variations de périmètre hors revenus nets reconnus en capitaux propres</b>	-	-	<b>498</b>	-	-	<b>498</b>	<b>-4 717</b>	<b>-4 219</b>
<b>12 Autres variations</b>	-	<b>26</b>	<b>2 632</b>	-	-	<b>2 658</b>	<b>-361</b>	<b>2 297</b>
<b>Capitaux propres 30 juin 2016</b>	<b>254 442</b>	<b>668 031</b>	<b>2 310 972</b>	<b>-18 646</b>	<b>14 822</b>	<b>3 229 623</b>	<b>75 539</b>	<b>3 305 161</b>

Les données au 31 décembre 2015 ont fait l'objet de retraitements *proforma* décrits dans le rapport annuel 2016 en partie 2.1.6.6 Comparabilité des comptes.

## 2.1.5 Tableau des flux de trésorerie

Notes (en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
<b>Résultat opérationnel avant impôt</b>	<b>233 942</b>	<b>-2 780</b>
<i>Plus et moins-values de cession des placements</i>	-124 217	-58 420
<i>Dotations nettes aux amortissements</i>	20 816	27 655
<i>Variation des frais d'acquisition reportés</i>	-4 376	-437
<i>Variation des dépréciations</i>	2 700	75 429
<i>Dotations nettes aux passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance et contrats financiers</i>	2 147 528	2 071 097
<i>Dotations nettes aux autres provisions</i>	22 344	4 102
<i>Variation de la juste valeur des placements et autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)</i>	-75 976	19 938
<i>Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans le résultat opérationnel</i>	61 930	52 770
<b>Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement</b>	<b>2 050 749</b>	<b>2 192 134</b>
<b>Variation des créances et dettes d'exploitation</b>	<b>-1 786 801</b>	<b>-1 258 499</b>
<b>Variation des valeurs données ou reçues en pension</b>	<b>3 664 447</b>	<b>2 595 129</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des autres actifs et passifs</b>	<b>33 148</b>	<b>9 905</b>
<b>Impôts nets décaissés</b>	<b>-12 807</b>	<b>-92 004</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>	<b>4 182 678</b>	<b>3 443 885</b>
<i>Acquisitions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise</i>	-6 359	-333
<i>Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée</i>	-	-
<i>Prises de participation dans des entreprises associées</i>	-	-
<i>Cessions de participations dans des entreprises associées</i>	-	-
<b>Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre</b>	<b>-6 359</b>	<b>-333</b>
<i>Cessions de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés</i>	12 317 471	7 671 191
<i>Cessions d'immobilier de placement</i>	34 635	60 399
<i>Cessions des placements &amp; instruments dérivés des autres activités</i>	315 894	3 884
<b>Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements d'actifs financiers</b>	<b>12 668 000</b>	<b>7 735 474</b>
<i>Acquisition de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés</i>	-15 708 226	-9 919 137
<i>Acquisition d'immobilier de placement</i>	-205 916	-24 705
<i>Acquisition et/ou émission de placements et instruments dérivés des autres activités</i>	-10 269	-30 612
<b>Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions d'actifs financiers</b>	<b>-15 924 411</b>	<b>-9 974 454</b>
<i>Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles</i>	6 225	-3 300
<i>Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles</i>	-39 360	-21 819
<b>Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immob. corporelles et incorporelles</b>	<b>-33 135</b>	<b>-25 119</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>	<b>-3 295 905</b>	<b>-2 264 432</b>
12 <i>Droits d'adhésion</i>	2 583	2 371
<i>Émissions d'instruments de capital</i>	-	-
<i>Remboursements d'instruments de capital</i>	-	-
<i>Opérations sur actions propres</i>	-	-
<i>Dividendes payés</i>	-893	3 206
<b>Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires et sociétaires</b>	<b>1 690</b>	<b>5 577</b>
<i>Trésorerie générée par les émissions de dettes de financement</i>	15 569	-
<i>Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement</i>	-17 214	-13 588
<i>Intérêts payés sur dettes de financement</i>	-16 385	-35 600
<b>Flux de trésorerie liés au financement du Groupe</b>	<b>-18 030</b>	<b>-49 188</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>-16 340</b>	<b>-43 611</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>1 159 277</b>	<b>1 101 088</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>	<b>4 182 678</b>	<b>3 443 885</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>	<b>-3 295 905</b>	<b>-2 264 432</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>-16 340</b>	<b>-43 611</b>
<b>Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin</b>	<b>2 029 710</b>	<b>2 236 930</b>

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés nets des dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire.

Le tableau ci-dessous rapproche la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus du tableau des flux de trésorerie avec la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus de l'actif du bilan.

Notes (en milliers d'euros)	30 juin 2017	30 juin 2016
<b>Tableau des Flux de Trésorerie - Trésorerie et équivalents trésorerie</b>	<b>2 029 710</b>	<b>2 236 930</b>
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	-	4 853
<b>11 Actif du bilan - Trésorerie et équivalents trésorerie</b>	<b>2 029 710</b>	<b>2 241 783</b>

### 2.1.5.1 Trésorerie et Équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements à court terme. Elle regroupe également les OPC de trésorerie qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Pour le groupe Macif, il s'agit des OPC dits « réguliers » (les OPC dits « dynamiques » étant présentés au bilan dans la rubrique « Placements »).

Les soldes de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie figurant au bilan ne font l'objet d'aucune restriction quant à la disponibilité de ces montants pour une utilisation par une société du Groupe.

### 2.1.5.2 Flux de trésorerie

Cela correspond aux mouvements d'entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

### 2.1.5.3 Activités opérationnelles

Il s'agit des principales activités génératrices de produits du Groupe et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.

### 2.1.5.4 Activités d'investissement

Elles concernent les opérations d'acquisition, les sorties d'actifs à long terme et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie.

### 2.1.5.5 Activités de financement

Il s'agit des activités impactant l'ampleur et la composition des capitaux propres ainsi que les capitaux empruntés par le Groupe. Pour le groupe Macif, il s'agit principalement des augmentations/diminutions de capital, de l'émission/remboursement de dettes de financement et de versement de dividendes envers les sociétés non consolidées du Groupe.

### 2.1.5.6 Impôts nets décaissés

Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat sont présentés séparément et classés comme flux opérationnels de trésorerie, à moins qu'ils puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement et d'investissement.

Cette ligne correspond au montant de la charge d'impôt de l'exercice majoré de la variation des créances et dettes d'impôt exigible.

## 2.1.6 Annexe aux comptes consolidés

### 2.1.6.1 Informations générales

#### PRÉSENTATION DU GROUPE

La Macif, société d'assurance mutuelle à cotisations variables, est la structure de tête d'un Groupe exerçant principalement des activités d'assurance. Régie par le Code des assurances, son siège social est situé 2 et 4 rue de Pied de Fond – 79000 Niort. La Macif est inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Niort sous le numéro 781 452 511. Pour répondre aux besoins des sociétaires-clients, le groupe Macif est présent dans les domaines de l'assurance dommages, de l'assurance santé, de la prévoyance, de l'assurance vie, de l'épargne, du crédit et de

la banque. Il exerce également des activités dans le secteur de la gestion d'actifs.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Macif et ceux des entités faisant partie du périmètre de consolidation (cf. note 2.1.6.3). Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration du 29 août 2017.

#### DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les comptes consolidés semestriels du groupe Macif sont établis sur la base des normes IFRS conformément à la norme IAS 34.

#### Normes, interprétations et amendements applicables de façon obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2017

Normes ou interprétations		Dates d'application <sup>1</sup> IASB	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application <sup>1</sup> obligatoire en Union européenne
Amendements à IAS 7	Initiatives concernant les informations à fournir	1 <sup>er</sup> janvier 2017	NC	NC
Amendements à IAS 12	Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées	1 <sup>er</sup> janvier 2017	NC	NC
Améliorations annuelles 2014-2016 <sup>2</sup>		1 <sup>er</sup> janvier 2017	NC	NC

<sup>1</sup> Exercices ouverts à compter de cette date

<sup>2</sup> Au sein de ces améliorations seul l'amendement relatif à IFRS 12 est d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017

NC : Non connu

L'IASB a publié des normes, interprétations et amendements qui n'ont pas été adoptés par l'Union européenne. Parmi eux, figurent les trois textes mentionnés ci-dessus, dont la date de première application avait été fixée par l'IASB au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Le groupe Macif n'applique que les nouveaux textes parus au Journal officiel de l'Union européenne et d'application obligatoire. Ces trois textes ne seront donc pas appliqués dans les comptes semestriels 2017.

- Amendements IAS 7 - Initiatives concernant les informations à fournir : ces dispositions prévoient les informations à fournir pour permettre aux lecteurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les passifs inclus dans les activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie ;

- Amendements à IAS 12 - Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées : ces amendements visent à clarifier les dispositions concernant la comptabilisation des actifs d'IS relatifs aux instruments de dette évalués à la juste valeur ;
- Améliorations annuelles 2014-2016 : amendement à IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités : cet amendement précise que, lorsqu'une participation dans une filiale, une coentreprise ou une entreprise associée est classée en tant qu'actif (ou fait partie d'un groupe d'actifs) destiné à être cédé, les dispositions d'IFRS 12 s'appliquent à l'exception de celles requises par IFRS 12.B10-B16 au titre des informations résumées.

Ces nouveaux textes ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes semestriels au 30 juin 2017.

#### Normes, interprétations et amendements applicables par anticipation au 1<sup>er</sup> janvier 2017

Normes ou interprétations		Dates d'application* IASB	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application* obligatoire en Union européenne
IFRS 9	Instruments financiers	1 <sup>er</sup> janvier 2018	22 novembre 2016	1 <sup>er</sup> janvier 2018
IFRS 15	Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients	1 <sup>er</sup> janvier 2018	22 septembre 2016	1 <sup>er</sup> janvier 2018

\* Exercices ouverts à compter de cette date

Le groupe Macif n'applique par anticipation aucune norme, amendement ou interprétation lorsque l'application n'est qu'optionnelle.

Au 30 juin 2017, cela concerne :

- La norme IFRS 9 - Instruments financiers : cette norme, publiée définitivement le 24 juillet 2014, remplace la norme IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. Elle prévoit une classification des instruments financiers en fonction des modalités de gestion selon la façon dont ils sont gérés par une entité (son *business model*) et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachées aux actifs financiers. En fonction de leur classification, les instruments financiers sont évalués au coût amorti ou à la juste valeur (par résultat ou par autres éléments du résultat global). Le nouveau modèle de pertes de valeur prévoit la reconnaissance des pertes attendues sur créances, fondées sur les informations historiques, courantes ou prévisionnelles disponibles. La norme alignera plus précisément la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Cette norme est d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Toutefois, les entités à prédominance assurance peuvent opter pour un report de la date d'application d'IFRS 9 au plus tôt entre la date d'adoption de la norme IFRS 17 et le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Le groupe Macif a réalisé une évaluation de son ratio de prédominance en rapportant le poids des passifs relatifs aux contrats d'assurance au total du passif (hors capitaux propres). Sur la base des résultats obtenus, le groupe Macif peut être qualifié de Groupe à prédominance assurance (ratio supérieur à 90 %) et bénéficier d'un report d'application de la norme IFRS 9 ;

- La norme IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients : cette norme pose les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires relatif aux contrats conclus avec des clients. Sont exclus les contrats qui relèvent de normes spécifiques : les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. La norme IFRS 15 remplace IAS 11 - Contrats de construction et IAS 18 - Produits des activités ordinaires, ainsi que les interprétations correspondantes. Le nouveau texte prévoit cinq étapes pour la comptabilisation d'un produit :
  - identification du (des) contrat(s) avec un client,
  - identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat,
  - détermination du prix de la transaction,
  - affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance,
  - comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Les modalités d'application et les impacts de ces nouveaux textes sont en cours d'étude au sein du Groupe.

## Normes, interprétations et amendement non encore applicables

Normes ou interprétations		Dates d'application <sup>1</sup> IASB	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application <sup>1</sup> obligatoire en Union européenne
IFRS 14	Comptes de report réglementaires	1 <sup>er</sup> janvier 2016	NA	NA
IFRS 16	Contrats de location	1 <sup>er</sup> janvier 2019	NC	NC
IFRS 17	Contrats d'assurance	1 <sup>er</sup> janvier 2021	NC	NC
Amendements à IAS 40	Transferts des immeubles de placement	1 <sup>er</sup> janvier 2017	NC	NC
Amendements à IFRS 2	Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions	1 <sup>er</sup> janvier 2018	NC	NC
Amendements à IFRS 4	Application d'IFRS 9 et d'IFRS 4	1 <sup>er</sup> janvier 2018	NC	NC
Amendements à IFRS 10 et IAS 28	Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise	Reportée	Reportée	Reportée
Amendements à IFRS 15	Clarification	1 <sup>er</sup> janvier 2018	NC	NC
Améliorations annuelles 2014-2016 <sup>2</sup>		1 <sup>er</sup> janvier 2018	NC	NC
Interprétation IFRIC 22	Opérations en devises et paiements d'avance	1 <sup>er</sup> janvier 2018	NC	NC
Interprétation IFRIC 23	Incertitude relative aux traitements fiscaux	1 <sup>er</sup> janvier 2019	NC	NC

<sup>1</sup> Exercices ouverts à compter de cette date

<sup>2</sup> Au sein de ces améliorations seul l'amendement relatif à IFRS 12 est d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017

NA : Non applicable

NC : Non connu

Le groupe Macif n'applique aucune norme, amendement ou interprétation lorsque le texte concerné n'est pas adopté par l'Union européenne.

Au 30 juin 2017, cela concerne :

- La norme IFRS 14 – Comptes de report réglementaires : cette norme vise à accroître la comparabilité de l'information financière présentée par les entités qui exercent des activités à tarifs réglementés. La commission européenne a décidé de ne pas lancer de processus d'adoption de cette norme considérée comme transitoire ;
- La norme IFRS 16 - Contrats de location : cette norme change la définition du contrat de location et impose la comptabilisation aux bilans des preneurs des actifs et passifs des contrats concernés. Corrélativement, la charge de location sera remplacée par la constatation d'une dotation aux amortissements et une charge d'intérêt ;
- La norme IFRS 17 - Contrats d'assurance : l'objectif de ce nouveau standard est de prescrire les principes du traitement comptable, d'évaluation et de présentation des contrats d'assurance qui entrent dans son champ d'application. Ses dispositions remplaceront à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 (avec exercice comparatif obligatoire en 2020) celles appliquées selon la norme IFRS 4 actuellement en vigueur.

L'analyse de cette norme se fait en conjonction avec celle de la norme IFRS 9 (actifs financiers) qui a vocation à remplacer IAS 39 aux mêmes dates que celles prévues pour IFRS 17 ;

- Amendements à IAS 40 - Transferts des immeubles de placement : ils prévoient qu'une entité doit transférer un bien immobilier depuis (ou vers) la catégorie « Immeuble de placement » si et seulement s'il existe une indication d'un changement d'utilisation ;
- Amendements à IFRS 2 - Classement et évaluation de transaction à base d'actions : ces textes précisent les modalités de comptabilisation applicables à ces opérations ;
- Amendements à IFRS 4 – Application d'IFRS 9 et d'IFRS 4 : ces amendements permettent, à toutes les entités qui émettent des contrats d'assurance, de comptabiliser dans les autres éléments du résultat global (plutôt qu'en résultat net) la volatilité qui pourrait survenir lorsque la norme IFRS 9 sera appliquée avant la publication de la nouvelle norme sur les contrats d'assurance. Ils permettent également aux entités dont l'activité prépondérante est l'assurance, de différer l'application d'IFRS 9 au plus tôt entre la date d'adoption de la norme IFRS 17 et le 1<sup>er</sup> janvier 2021. L'utilisation de cette exemption temporaire place l'entité dans le référentiel IAS 39 et l'engage à produire en annexe

certaines informations pour aider les utilisateurs à faire des comparaisons avec les entités appliquant IFRS 9.

- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 - Vente ou apports d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise : la date d'entrée en vigueur de ces amendements a été repoussée par l'IASB. Ces amendements prévoient les conditions de reconnaissance en résultat des cessions ou apports d'actifs entre le Groupe et les entités consolidées par mise en équivalence ;
- Amendements à IFRS 15 - Clarifications : ces textes indiquent comment :
  - identifier une obligation de prestation,
  - déterminer si une société agit pour son propre compte ou comme mandataire/agent,
  - déterminer si le revenu issu d'une licence de propriété intellectuelle devrait être enregistré à un instant donné ou dans le temps ;
- Améliorations annuelles 2014-2016 : ces textes prévoient des améliorations mineures à IAS 28 et IFRS 1 ;
- Interprétation IFRIC 22 - Opérations en devises et paiements d'avance : le texte précise le cours de change à utiliser lorsqu'un paiement anticipé a été effectué.
- Interprétation IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux : cette norme clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat », concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

Les modalités d'application et les impacts de ces nouveaux textes sont en cours d'étude au sein du Groupe.

## PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Le groupe Macif présente ses états financiers conformément à IAS 34 en utilisant les principes apportés par la recommandation du CNC 2009-R-05. Les états financiers sont exprimés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

### Le bilan

Le bilan est présenté sur la base d'un ordre croissant de liquidité, cette présentation étant généralement plus pertinente pour les entreprises d'assurance que la classification entre éléments courants et éléments non courants. Les actifs et passifs non courants et ceux destinés à être cédés sont présentés dans des rubriques spécifiques du bilan conformément à IFRS 5.

### Le compte de résultat

L'analyse des charges est présentée par fonction. Les produits financiers nets regroupent les produits de la



trésorerie et des équivalents de trésorerie, les autres charges et produits financiers.

Le résultat opérationnel se décompose entre résultat opérationnel courant et résultat opérationnel non courant. Le coût de l'endettement brut est présenté sur une ligne distincte appelée « Charge de financement ». Le résultat net d'impôt des activités cédées inclut le résultat de ces activités jusqu'à la date de cession, et le résultat net de la cession elle-même.

### L'état du résultat global

Le groupe Macif a opté pour une présentation détaillée des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres Groupe. La part revenant aux minoritaires est présentée séparément avec le même niveau de détail.

### Le tableau des flux de trésorerie

Le groupe Macif a adopté la méthode indirecte en partant du résultat opérationnel.

### ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Pour établir ses comptes consolidés, le groupe Macif doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges ainsi que des informations données dans certaines notes de l'annexe.

Le groupe Macif revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des

nouvelles conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, ou de conditions économiques différentes, les montants figurant dans les états financiers futurs pourraient différer des estimations actuelles.

Au 30 juin 2017, les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements sont les suivants :

- Les passifs relatifs aux contrats d'assurance, avec les projections de sinistralité, de marges futures, les tables de mortalité et les taux d'actualisation ;
- Une part des actifs en juste valeur, dont la valorisation, à défaut de cours de Bourse ou de transactions récentes, repose sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou l'actif net réévalué ;
- Les dépréciations durables au travers des seuils de déclenchement et des montants de dépréciations constitués ;
- Les écarts d'acquisition au travers des flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation et de croissance utilisés pour réaliser les tests de dépréciation ;
- Les passifs sociaux, dont l'évaluation s'appuie sur des hypothèses de taux d'actualisation, table de mortalité, rotation des effectifs ;
- La part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers, avec l'appréciation en cours d'exercice des contrats de réassurance annuels.

Ces estimations et jugements sont détaillés dans les notes des postes d'actifs et de passifs concernés.

## 2.1.6.2 Faits marquants et événements postérieurs à la clôture

### FAITS MARQUANTS

#### Maurel & Prom

En janvier 2017, le groupe Macif a répondu favorablement à l'offre publique d'achat lancé par la compagnie d'État indonésienne Pertamina sur les titres de la compagnie pétrolière Maurel & Prom. Les termes de l'OPA prévoyaient un prix d'achat de 4,20 euros par action assortis d'un complément de prix par titre de 0,50 euro. Cette prime sera payée si, au cours de l'année 2017, le prix du Brent est supérieur à 65 dollars le baril pendant trois mois consécutifs. Avant l'opération, le groupe Macif détenait un peu moins de 14 millions de titres Maurel & Prom, soit près de 7,10 % du capital de cette structure. Le groupe Macif a cédé l'intégralité de sa participation et constaté une plus-value (avant impôt) de près de 31 millions d'euros (hors complément de prix). Sur la base des cours du Brent des dernières années, le complément de prix reste hypothétique à ce jour. Il n'a pas été valorisé dans les produits financiers au 30 juin 2017.

### Mise en juste valeur des placements financiers

Au 30 juin 2017, le portefeuille de placements financiers des entreprises d'assurance s'élève à 34 789 millions d'euros en valeur au bilan. Cette valorisation inclut l'impact de la mise en juste valeur pour un montant de 3 068 millions d'euros contre 3 265 millions d'euros au 31 décembre 2016. Ce repli traduit la compensation partielle entre la progression des valorisations des portefeuilles actions et le repli des justes valeurs des portefeuilles obligataires, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt. La mise en juste valeur des actifs financiers impacte le résultat net - part du Groupe à hauteur de +21 millions d'euros.

### ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 30 juin 2017 et la date d'arrêté des comptes semestriels par le conseil d'administration de la Macif du 29 août 2017.

### 2.1.6.3 Périmètre

#### DÉFINITION DU PÉRIMÈTRE

Les comptes consolidés regroupent les états financiers de la Macif et des entités dont elle a le contrôle, ou dans lesquelles elle exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière.

Dans l'appréciation du contrôle, il est tenu compte :

- Des droits de vote potentiels, actuellement exerçables ou convertibles (y compris les options en dehors de la monnaie), détenus tant par l'entreprise que par des tiers ;
- Et le cas échéant, des clauses spécifiques prévues par les statuts ou les pactes d'actionnaires.

Les entreprises dont la contribution est non significative sont exclues du périmètre de consolidation même si le groupe Macif dispose d'un contrôle exclusif, conjoint ou d'une influence notable sur ces structures. Ces exclusions sont sans impact sur les comptes consolidés, la contribution des participations concernées restant inférieure à 1 % des capitaux propres consolidés du groupe Macif.

#### MÉTHODES DE CONSOLIDATION

##### Intégration globale

Les entreprises contrôlées de façon exclusive sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est présumé lorsque le Groupe :

- Dispose de droits substantifs pour diriger les activités clés ;
- Dispose de droits (ou est exposé) à des rendements variables ;
- A la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir dont il dispose.

Cette méthode de consolidation est retenue quelle que soit la forme juridique de la filiale. Elle s'applique notamment aux entités sans lien capitalistique avec la Macif, mais intégrées au groupe Macif de par leur affiliation à la Sgam Macif. Elle concerne également les OPC et les SCI contrôlés de manière exclusive. Pour les OPC, la part non détenue par le Groupe est enregistrée en « Dettes envers les porteurs d'OPC consolidés ».

##### Mise en équivalence

Cette méthode de consolidation est retenue pour les sociétés dans lesquelles le groupe Macif exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans pour autant en avoir le contrôle.

L'influence notable est présumée dès lors que le Groupe possède une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote.

La quote-part de résultat postérieure à l'acquisition est comptabilisée en « Résultat », tandis que la quote-part dans les variations de réserves postérieures à l'acquisition est comptabilisée en « Autres réserves ».



## LISTE DES ENTITÉS CONSOLIDÉES

Dénomination sociale	Pays	Méthode *	30 juin 2017		31 déc. 2016	
			% contrôle	% intérêts	% contrôle	% intérêts
<b>Dommages</b>						
Macif	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Macif Sgam	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Idmacif	France		-	-	100,00%	100,00%
Macifilia	France	IG	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Thémis	France	IG	99,95%	99,95%	99,95%	99,95%
Compagnie Foncière Macif	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Foncière de Lutèce	France	IG	97,69%	97,69%	97,11%	97,11%
Lesseps Promotion	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
M. A&S	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Marseille Grand Littoral	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Siem	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SNC Paranjou	France	IG	99,98%	97,67%	99,98%	97,09%
BPCE Assurances	France	MEE	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
Groupe IMA	France	MEE	28,27%	28,27%	28,27%	28,27%
SCI Galvani	France	MEE	50,00%	48,85%	50,00%	48,55%
Inter Mutuelles Entreprises (IME)	France	MEE	40,00%	40,00%	40,00%	40,00%
<b>Finance/Épargne</b>						
Mutavie	France	IG	98,47%	98,47%	98,47%	98,47%
Socram Banque	France	MEE	33,72%	33,72%	33,72%	33,72%
Macifin'	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
AXE France	France	MEE	50,00%	49,24%	50,00%	49,24%
SCI Aix Tech'indus	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Axéo 2010	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	97,39%
SCI Bordeaux Lac	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Bordolill	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	98,47%
SCI Bron Chene	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI C2 Bernard 2010	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Cergy Mercury	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Desir Saint Martin 2010	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Dijon 95	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Herblay Gros Murger	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Ivry 90	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	97,39%
SCI Gerland 2015	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Marseille les Docks	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Maubourg 2005	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Montpellier Centuries	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Nantes La Perouse	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Nantes Moulin Neuf	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Niort Tardy	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Paris Vivienne 2013	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Poitiers Carnot	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Poitiers Chasseneuil	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Puteaux Dion Bouton 2010	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	97,39%
SCI Rouen Rouvray	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Rueil Monier 2012	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Saint Germain	France	IG	99,00%	97,39%	99,00%	97,39%
SCI Senart Combs	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Toulouse 2012	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Tremblay Farman	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCI Villeneuve d'Ascq Citypar	France	IG	99,80%	98,08%	99,80%	98,08%
SCS M1	France	IG	99,90%	98,37%	99,90%	98,37%
SCS M2	France	IG	99,80%	98,28%	99,80%	98,28%

\* IG : Intégration globale  
MEE : Mise en équivalence

## 2 COMPTES SEMESTRIELS ÉTABLIS EN NORMES IFRS

### 2.1 Comptes consolidés

Dénomination sociale	Pays	Méthode *	30 juin 2017		31 déc. 2016	
			% contrôle	% intérêts	% contrôle	% intérêts
<b>Santé/Prévoyance</b>						
Macif-Mutualité	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Apivia Mutuelle	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Mutuelle nationale des personnels Air France (MNPFAF)	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Mutuelle du personnel IBM (MPIBM)	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Mutuelle nationale des fonctionnaires des collectivités territoriales (MNFACT)	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Sécurimut	France	IG	67,00%	66,63%	54,00%	53,63%
Apivia Participations	France	IG	100,00%	100,00%	95,00%	95,00%
Apivia Santé	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	95,00%
Concept Holding	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	99,75%
Apivia Prévoyance	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	99,75%
SCI du Cavalier Bellifontain	France	IG	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI Sismip	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI Le Logis des Francs	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI Oloron	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI Les Marais	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI Saint Jacques	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	95,00%
<b>Gestion d'actifs</b>						
OFI Holding	France	IG	60,93%	60,93%	60,93%	60,93%
OFI Asset Management (OFI AM)	France	IG	100,00%	60,93%	100,00%	60,93%
Macif Participations	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Macif Innovation	France	IG	100,00%	100,00%	-	-
<b>OPC</b>						
Actimacif 1	France	IG	100,00%	99,19%	100,00%	99,23%
Actimacif 5	France	IG	100,00%	98,83%	100,00%	98,84%
Actimacif 6	France	IG	100,00%	99,14%	100,00%	99,14%
Denim diff zone euro	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	98,47%
EAC Ecofimonde FCP	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	98,47%
Ecofi Zone Euro	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	98,47%
EDRAM Macif Signatures	France	IG	100,00%	98,86%	100,00%	98,82%
Equi-Convictions	France	IG	65,75%	65,03%	67,20%	66,44%
Equi-Sélection	France	IG	58,15%	57,33%	57,88%	57,06%
FCT Zencap Infra Debt 1	France	IG	100,00%	98,85%	100,00%	98,85%
FCT Zencap Infra Debt 2	France	IG	56,40%	55,71%	56,40%	55,71%
Macif Croissance durable et solidaire	France	IG	65,47%	65,00%	71,30%	70,79%
Macif Global Convertibles	France	IG	100,00%	98,60%	100,00%	98,60%
Macif High Yield 2018	France	IG	100,00%	98,64%	100,00%	98,63%
Macif Investment Grade Emerging Bond	France	IG	100,00%	98,61%	100,00%	98,60%
MCDS MG responsable et solidaire	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	98,47%
MF Santé SPPICAV	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
MG Croissance durable Europe	France	IG	97,79%	96,29%	99,47%	97,95%
MG Croissance durable France	France	IG	99,98%	98,45%	100,00%	98,47%
MG Expansion France	France	IG	94,34%	92,90%	100,00%	98,47%
OFI Actions Europe	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	98,47%
OFI Actions Monde (ex MSDR MG Environnement Monde)	France	IG	99,80%	98,28%	75,71%	74,56%
OFI Dynamique	France	IG	57,30%	56,42%	81,32%	80,08%
OFI Dynamique profil dynamique	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	98,47%
OFI Équilibre profil équilibré	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	98,47%
OFI Euro High Yield	France	IG	42,71%	42,23%	43,07%	42,58%
OFI Euro Investment Grade 2019 XL	France	IG	60,46%	59,54%	-	-
OFI Fund European Small Cap F_EUR	Luxembourg	IG	48,81%	48,36%	-	-
OFI Infra Multi Select FCPR	France	IG	100,00%	98,64%	100,00%	98,64%
OFI Macif Global Convertibles	France	IG	100,00%	98,64%	99,99%	98,64%
OFI Obligations ISR Part I	France	IG	43,46%	42,80%	-	-
OFI Prudent	France		-	-	59,60%	59,14%
OFI Prudent profil prudent	France	IG	100,00%	98,47%	100,00%	98,47%
OFI Seed	France	IG	57,93%	57,93%	57,93%	57,93%
OFI Smart Beta	France	IG	51,97%	51,28%	65,08%	64,22%
OMP1	France	IG	60,86%	60,86%	59,88%	59,88%
SSP OFI Large Cap Euro	Luxembourg	IG	43,42%	42,99%	43,57%	43,14%
SSP/M-(LZA) Euro Equity	Luxembourg	IG	91,66%	90,60%	92,27%	91,11%
SSP/M-(PNI) Euro Equity	Luxembourg	IG	95,62%	94,49%	94,11%	92,95%
SWEN PE Select Europa II	France	IG	89,98%	89,04%	89,98%	89,04%
SWEN PE Select Europa III	France	IG	78,42%	77,22%	78,42%	77,22%
UBI Macif EM IG Corp Bonds	France	IG	100,00%	98,57%	100,00%	98,54%
Zencap Conso Fund	France	IG	59,99%	59,23%	100,00%	98,73%

\* IG : Intégration globale

MEE : Mise en équivalence

## ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

Au 30 juin 2017, le groupe Macif rassemble 112 structures réparties dans quatre secteurs d'activité : Dommages, Finance/Épargne, Santé/Prévoyance, Gestion d'actifs.

Ces entités sont consolidées par intégration globale lorsque le Groupe exerce un contrôle exclusif, ou par mise en équivalence lorsqu'il y exerce une influence notable.

	30 juin 2017	31 déc. 2016
Structures contrôlées	106	104
Structures sous influence notable	6	6
<b>Total</b>	<b>112</b>	<b>110</b>

### Acquisitions et entrées dans le périmètre

- Macif Innovation : cette entité a rejoint le périmètre de consolidation du Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Elle est destinée à prendre des participations dans des sociétés innovantes susceptibles d'apporter une plus-value aux métiers du Groupe. Elle est rattachée au secteur Gestion d'actifs ;
- OFI Euro Investment Grade 2019 XL : ce fonds a pour objectif d'offrir sur la durée de placement recommandée, soit au 31 décembre 2019, une performance annuelle, nette de frais, supérieure à celle de l'Eonia capitalisé + 39 bps. La stratégie vise à investir sur le marché du crédit *Investment Grade* à travers du portage « *buy and hold* » (c'est à dire investir dans des obligations libellées en euro et les détenir jusqu'à maturité) ;
- OFI Fund European Small Cap F\_EUR : ce fonds est investi en actions d'entreprises européennes engagées dans la protection de l'environnement et des individus, avec pour objectif de surperformer le Stoxx Europe 600 DNR. L'équipe de gestion a défini un univers de sociétés actives dans l'économie positive autour de quatre grandes thématiques : la transition énergétique, la préservation des ressources naturelles, la santé et le bien-être, et la sécurité des biens et des personnes. Sur la base d'une analyse fondamentale approfondie, et sans *a priori* de taille de capitalisation, de secteurs ou de style, les gérants sélectionnent les valeurs selon la qualité des fondamentaux et des perspectives boursières. L'analyse de chaque titre est complétée par

un suivi des controverses réalisé par l'équipe d'analyse ESG du groupe OFI ;

- OFI Obligations ISR Part I : il s'agit d'un fonds nourricier du fonds OFI RS Euro Investment Grade Climate Change. Ce dernier investit dans des obligations libellées en euro émises par des sociétés de pays membres de l'OCDE notées *Investment Grade*. L'équipe de gestion sélectionne des émetteurs aux profils financiers jugés attractifs et qui répondent aux meilleures pratiques ESG tout en étant impliqués dans la transition énergétique. Ce fonds est rattaché au secteur Finance/Épargne.

### Cessions et sorties du périmètre

- OFI Prudent : ce fonds est sorti du périmètre suite à la perte de contrôle (dilution du Groupe).

### Autres mouvements

- Idmacif : cette entité a fait l'objet d'une dissolution anticipée par voie de transmission universelle de son patrimoine (TUP) à la Macif. Cette restructuration entre deux sociétés déjà consolidées au 31 décembre 2016 est sans impact sur les comptes du Groupe ;
- Sécurimut : en mai 2017, la Macif a acquis des titres Sécurimut à hauteur de 13 % du capital social. Suite à cette opération, le pourcentage d'intérêts du groupe Macif est passé de 53,63 % à 66,63 % ;
- Apivia Participations : en avril 2017, Apivia Mutuelle s'est portée acquéreur des actions Apivia Participations détenues par les minoritaires. Suite à cette opération, le pourcentage d'intérêts du groupe Macif est désormais de 100 % dans Apivia Participations, et dans les filiales suivantes : Apivia Santé, SCI Saint Jacques, Concept Holding et Apivia Prévoyance ;
- Foncière de Lutèce : en juin 2017, le pourcentage d'intérêts du groupe Macif dans Foncière de Lutèce est passé de 97,11 % à 97,69 % suite à une acquisition complémentaire de titres par la Macif. Cette opération a généré une augmentation du pourcentage d'intérêts du groupe Macif dans les filiales de Foncière de Lutèce : SNC Paranjou (de 97,09 % à 97,67 %) et SCI Galvani (de 48,55 % à 48,85 %).

## EFFETS DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

	Cotisations acquises brutes	Résultat opérationnel courant	Résultat net - part du Groupe	Réserves Groupe (y compris réserves de réévaluation)	Capitaux propres Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Sécurimut	-	-	-	-1 294	-1 294
Macif Innovation	-	10	10	-15	-5
Foncière de Lutèce	-	-	-	-711	-711
Apivia Participations	-	-	-	-1 590	-1 590
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-3 610</b>	<b>-3 600</b>

### 2.1.6.4 Principes et méthodes de consolidation

#### CONVERSION MONÉTAIRE

##### Conversion des comptes

La devise d'établissement des comptes consolidés du groupe Macif est l'euro. Les montants présentés dans les états financiers sont arrondis au millier d'euros le plus proche. Les états financiers consolidés n'intègrent pas d'états financiers d'entités dont la devise fonctionnelle (c'est-à-dire la devise du système économique dans lequel l'entité se situe) est différente de la devise de présentation du Groupe.

##### Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en devises sont converties en euros en utilisant les taux de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque clôture, les éléments en devises inscrits au bilan sont convertis en utilisant les procédures suivantes :

- Les éléments monétaires (notamment les placements obligataires, les dettes et créances, les provisions techniques d'assurance) sont convertis au cours de clôture. Les gains et pertes en résultant sont comptabilisés en résultat de l'exercice ;
- Les éléments non monétaires évalués selon la méthode du coût amorti (notamment les placements immobiliers, les actifs corporels et incorporels) sont convertis au cours de change à la date de la transaction. Les écarts de change sont comptabilisés directement dans les capitaux propres lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ;
- Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur (notamment les placements en actions) sont convertis au cours de change à la date d'évaluation de la juste valeur. Les écarts de change sont comptabilisés directement dans le résultat lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés dans le résultat.

#### OPÉRATIONS INTERNES ENTRE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Toutes les transactions sont éliminées, y compris les actifs et passifs réciproques significatifs et les résultats internes au Groupe. Les plus-values résultant de cessions intragroupe sont éliminées à hauteur de la quote-part du Groupe dans l'entreprise considérée. Par exception, les moins-values sont maintenues en totalité si elles répondent aux critères de dépréciation durable.

#### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les opérations de regroupements postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2006 (date de première adoption des normes IFRS par le

groupe Macif) sont comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, ces opérations sont comptabilisées conformément à la norme IFRS 3 révisée. Les modifications apportées par la norme sont d'application prospective, et donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

#### Évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels des sociétés acquises

Les actifs, passifs et passifs éventuels des sociétés acquises qui répondent à la définition d'actifs et passifs identifiables sont comptabilisés en juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception :

- Des passifs d'assurance qui, conformément à IFRS 4, sont maintenus à leur valeur comptable antérieure à la date d'acquisition si cette valeur comptable est conforme aux principes comptables du groupe Macif ;
- Des secteurs d'activité et des actifs non courants de l'entité acquise destinés à être cédés suivant la définition d'IFRS 5, qui sont valorisés au plus faible de la juste valeur nette des coûts de sortie ou de la valeur comptable des actifs concernés.

La date d'acquisition à partir de laquelle la Macif consolide les comptes de l'entreprise acquise correspond à la date de prise de contrôle effective. Pour chaque regroupement, le groupe Macif a la possibilité d'opter pour une évaluation des intérêts minoritaires soit à la juste valeur (méthode du *goodwill* complet), soit en fonction de leur pourcentage d'intérêts dans l'actif net identifiable (méthode du *goodwill* partiel).

Les opérations d'acquisition ou de cession d'intérêts minoritaires qui n'ont pas d'incidence sur le contrôle exercé sur la filiale sont comptabilisées comme une transaction entre actionnaires. Elles sont comptabilisées directement dans les capitaux propres, sans incidence sur le résultat ou les écarts d'acquisition antérieurement constatés. Dans le cadre d'une prise de contrôle effectuée par étapes, les intérêts minoritaires antérieurement détenus par le Groupe sont réévalués à la juste valeur. L'ajustement correspondant est comptabilisé en résultat, avec, le cas échéant, une modification de l'écart d'acquisition se rapportant aux acquisitions antérieures.

Les coûts de restructuration de l'entreprise acquise sont inclus dans les passifs acquis s'ils répondent, à la date d'acquisition, aux critères constitutifs de provisions fixés par la norme IAS 37. Les coûts de transactions directement attribuables à l'acquisition sont enregistrés au compte de résultat.

### Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition représente la différence entre le prix de revient de l'activité ou des titres de la société acquise et la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels correspondant à la date d'acquisition.

Il est constaté en résultat de l'année de l'acquisition s'il est négatif, ou à l'actif du bilan s'il est positif :

- Dans la rubrique « Écarts d'acquisition » pour les acquisitions d'entités consolidées par intégration globale ;
- Dans la rubrique « Investissements dans les entreprises associées » pour les entités consolidées par mise en équivalence.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques : ajustement de prix, corrections d'erreurs, ou reconnaissance ultérieure d'un impôt différé qui ne répondrait pas aux critères d'activation à la date du regroupement.

L'écart d'acquisition est alloué aux segments opérationnels auxquels sont affectés le portefeuille ou l'entité nouvellement acquise.

### Test de dépréciation

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur peuvent être constatées, si cela s'avère nécessaire, sur la base des résultats des tests de dépréciation.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés en fonction de l'organisation mise en place par le Groupe. Les unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondent à un groupe identifiable d'actifs de l'entité acquise, c'est-à-dire produisant des flux de trésorerie indépendamment des autres groupes d'actifs.

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de tests de dépréciation de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée des valeurs entre la juste valeur diminuée du coût de

la vente et la valeur d'utilité. La méthode employée est la valeur actualisée des flux de trésorerie de l'actif ou de l'UGT concernée. Lorsque l'actif ou l'UGT d'origine ne peut plus être isolé, le test de dépréciation est mené sur la base de l'UGT ayant repris l'actif ou l'UGT d'origine.

La perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) *au prorata* de leur valeur comptable.

La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans les « Autres produits et charges opérationnels ». La perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible. Elle ne peut être reprise que lors de la cession de l'entité concernée.

### Décomptabilisation

Les écarts d'acquisition sont décomptabilisés lors de la cession des UGT auxquelles ils se rattachent.

Le résultat de cession est déterminé en tenant compte de cette sortie d'actif.

### SEGMENTATION SECTORIELLE

L'information sectorielle reflète la structure d'organisation interne et de gestion du groupe Macif. Quatre secteurs d'activité sont identifiés :

- Dommages ;
- Finance/Épargne ;
- Santé/Prévoyance ;
- Gestion d'actifs.

L'information sectorielle est présentée de manière homogène avec les états financiers du Groupe.

Le résultat sectoriel est présenté après élimination des opérations réciproques. Ces opérations sont directement comptabilisées dans les rubriques comptables et secteurs concernés. La création d'une ligne distincte « Opérations intersectorielles » n'est pas nécessaire à l'analyse du résultat net des différents secteurs du Groupe.

Le bilan sectoriel est présenté avant déduction des opérations intersectorielles. Ces opérations sont regroupées sur une ligne distincte en bas du bilan. Elles permettent de recouper les comptes sectoriels avec les contributions présentées dans certains détails de comptes de l'annexe.



### 2.1.6.5 Principes et méthodes d'évaluation

#### ACTIFS INCORPORELS

Un actif incorporel est un actif non monétaire, sans substance physique et identifiable (c'est-à-dire pouvant être séparé et vendu, transféré, concédé, loué ou échangé ou résultant de droits contractuels ou légaux).

Le groupe Macif n'a pas retenu les options visant à :

- Évaluer les actifs incorporels en juste valeur ;
- Incorporer, dans la valorisation des actifs incorporels, les éventuels coûts des emprunts associés.

#### Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche engagées par le groupe Macif sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'actifs incorporels si le projet concerné répond aux six critères suivants :

- Faisabilité technique ;
- Intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou le vendre ;
- Capacité à utiliser ou vendre l'actif ;
- Probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne) ;
- Disponibilité des ressources financières nécessaires à l'achèvement ;
- Fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les coûts de développement, et ceux directement attribuables pour que l'immobilisation puisse être exploitée, sont cumulés puis amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation de l'actif concerné, à partir de sa mise en service. La durée moyenne d'amortissement est de cinq ans.

#### Logiciels

Les licences acquises sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts immobilisables se composent des coûts directement engagés pour la production des logiciels à usage interne. Les coûts qui ne sont pas immobilisables sont enregistrés en charges de la période.

La durée d'utilité estimée la plus fréquente est de trois ans pour les logiciels bureautiques et de cinq ans pour les autres logiciels.

#### Autres actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité, et que le coût de ces actifs peut être évalué de façon fiable, sur la base d'hypothèses raisonnables et documentées. Les actifs incorporels sont évalués initialement au coût d'acquisition ou de production. Ils sont ensuite amortis suivant le mode estimé le plus représentatif de leur utilisation, à partir de la date de leur mise en service, et sur la plus courte de leur durée d'utilisation probable. La durée d'amortissement la plus fréquente est de cinq ans ou, le cas échéant, la durée de leur protection juridique. Les tests de perte de valeur, pratiqués au moins une fois par an, permettent de déterminer s'il est nécessaire de constater des dépréciations complémentaires.

#### IMMEUBLES DE PLACEMENT ET IMMEUBLES D'EXPLOITATION

##### Distinction entre immobilier de placement et immobilier d'exploitation

Au bilan, les actifs immobiliers sont présentés soit en immeubles de placement, soit en immeubles d'exploitation.

L'immobilier de placement regroupe les actifs immobiliers (terrain, construction, titres de SCI, autres titres à prépondérance immobilière) détenus par le Groupe pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital.

Les immeubles d'exploitation sont des bâtiments non destinés à la vente et dont les surfaces sont occupées à plus de 50 % par des sociétés faisant partie du Groupe.

##### Valorisation

La valeur brute des immeubles correspond au coût d'acquisition (prix d'achat et frais relatifs à l'acquisition) ou de production. Les coûts des travaux d'amélioration sont portés en augmentation de la valeur brute des immeubles.

Lors de chaque clôture, les immeubles sont comptabilisés au coût amorti, à l'exception des autres titres à prépondérance immobilière comptabilisés à la juste valeur par les réserves (AFS).

La juste valeur des immeubles de placement est présentée pour information en annexe.

##### Modalités d'amortissement

Les immeubles sont ventilés en composants homogènes dont la nature et la durée d'amortissement dépendent du type d'immeuble et de la durée d'utilisation.

	Bureaux standing	Bureaux exploitation	Bureaux placement	Centres commerciaux	Autres bâtiments	Entrepôts
Terrains	Non Amort.	Non Amort.	Non Amort.	Non Amort.	Non Amort.	Non Amort.
Constructions	100 ans	60 ans	60 ans	50 ans	50 ans	30 ans
Façades et étanchéité	30 ans	30 ans	30 ans	25 ans	20 ans	25 ans
Installations techniques	20 ans	20 ans	20 ans	20 ans	15 ans	15 ans
Agencements	10 ans	10 ans	10 ans	15 ans	10 ans	10 ans

Les composants des immeubles sont amortis linéairement sur leur durée d'utilisation, en tenant compte de leur valeur résiduelle, si celle-ci peut être estimée de façon fiable.

### Test de dépréciation

Lors de chaque clôture, le groupe Macif apprécie s'il existe un indice de perte de valeur des actifs. En cas de baisse de valeur significative, une dépréciation est comptabilisée pour ramener la valeur de l'immeuble à sa valeur d'utilité ou à sa valeur d'expertise si cette dernière est plus élevée. La valeur d'utilité des immeubles est calculée à chaque clôture en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Cette dépréciation est reprise par le compte de résultat en cas de reprise de valeur.

### Crédit-bail

Les actifs immobiliers financés par des contrats de location financière sont comptabilisés à l'actif sur la base de la valeur actuelle des loyers des crédits-bails et de l'option d'achat. Après leur entrée au bilan, ils sont amortis selon des modalités identiques à celles décrites ci-dessus. Au passif, une dette correspondante est constatée en « Dettes de financement ». Elle est amortie selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus locatifs sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée des contrats de location en cours.

## PLACEMENTS FINANCIERS

### Notion de juste valeur

La juste valeur d'un actif financier correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normales. Lors de sa comptabilisation initiale, la juste valeur d'un actif financier correspond, en principe, à son prix d'acquisition. Par la suite, les modalités de valorisation dépendent de la nature des titres concernés :

- Pour un instrument coté sur un marché actif, la juste valeur correspond au dernier cours de Bourse à chaque clôture. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une Bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des

transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales ;

- Pour un instrument coté sur un marché inactif, la juste valeur est obtenue à partir de modèles internes fondés sur des paramètres observables sur les marchés. L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions, la forte dispersion des prix disponibles ou l'ancienneté des dernières transactions ;
- Pour des instruments financiers non cotés, la juste valeur est déterminée sur la base de techniques de valorisation appropriées au type d'instrument concerné. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normales s'il en existe, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et la quote-part d'actif net revenant au Groupe calculée à partir des informations disponibles les plus récentes.

Dans les informations annexées aux états financiers, les actifs financiers valorisés en juste valeur sont répartis en trois catégories en fonction de la nature des données retenues pour déterminer la juste valeur :

- Catégorie de niveau 1 : actifs financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif. Cette catégorie rassemble les instruments financiers cotés sans condition de rachat (actions, obligations, OPC, TCN, etc.) ;
- Catégorie de niveau 2 : actifs financiers dont l'évaluation repose sur des techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables sur des marchés. Cette catégorie rassemble des obligations indexées, des BMTN indexés actions, les CDO, les TCN de trésorerie précomptés, les OPCI et les OPC avec conditions de rachat ;
- Catégorie de niveau 3 : actifs financiers valorisés à partir de techniques fondées pour tout ou partie sur des paramètres inobservables sur des marchés. Cette catégorie regroupe les actifs non cotés (actions, obligations, TCN), les FPCI, les OPC *side pocket*.

La juste valeur de la majeure partie des placements financiers détenus par le groupe Macif est déterminée à partir de cotations obtenues sur des marchés actifs. Elle relève donc du niveau 1 de juste valeur.

### Classification et évaluation

Les instruments financiers sont classés en quatre catégories selon l'intention et la capacité de détention des actifs concernés :

- Actifs détenus à des fins de transaction (*trading*) ;
- Placements détenus jusqu'à leur échéance (HTM) ;
- Prêts et créances ;
- Actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

Les actifs détenus à des fins de transaction (*trading*) sont ceux acquis en vue d'être vendus à court terme ou faisant partie d'un portefeuille d'actifs financiers qui présente un historique de prises de bénéfices à court terme. Ils sont comptabilisés en juste valeur à la date de clôture. La variation de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction est constatée dans le compte de résultat de la période.

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance (HTM) sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, autres que les prêts et créances, que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier. Le groupe Macif n'a classé aucun actif financier dans cette catégorie.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, à l'exception des instruments classés comme à la juste valeur par résultat ou comme disponibles à la vente. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier.

Les actifs financiers disponibles à la vente (AFS) sont les actifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés dans l'une des catégories d'actifs financiers présentées ci-dessus. Ils sont comptabilisés à la date d'acquisition à la juste valeur, majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Les variations de valeur sont ensuite enregistrées dans un compte de capitaux propres intitulé « Réserve de réévaluation ». Lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat.

### Option juste valeur

L'option juste valeur consiste à désigner, lors de leur entrée dans le bilan, les actifs et passifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en compte de résultat. Cette modalité d'évaluation est autorisée lorsqu'elle :

- Concerne un groupe d'actifs et/ou de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur, en application d'une stratégie de gestion des risques ou d'investissement documentée et qu'il s'agit de la base sur laquelle repose l'information fournie en interne à la direction ou ;
- S'applique à un instrument financier hybride comportant un ou plusieurs dérivés incorporés substantiels ou, élimine ou réduit l'incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait sinon de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation de produits et de charges selon des bases d'évaluation différentes (situation de *mismatch*) ;

Le groupe Macif a désigné les actifs suivants comme relevant de l'option de juste valeur par résultat :

- Les actifs détenus par des OPC consolidés ;
- Les instruments financiers contenant des dérivés incorporés difficiles à isoler du contrat hôte (obligations convertibles, échangeables, indexées, etc.) ;
- Les actifs financiers détenus dans le cadre de contrats en unités de compte dont les passifs sont évalués sur la base de la valeur de marché des unités de compte.

Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des actifs désignés comme à la juste valeur par résultat sont identiques à celles des actifs détenus à des fins de transaction (cf. *supra*).

### Dépréciation des actifs financiers

Lors de chaque clôture, les actifs financiers autres que ceux évalués à la juste valeur par résultat sont soumis à un test de dépréciation. Une dépréciation est comptabilisée lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur suite à un ou plusieurs événements dont les impacts sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif peuvent être évalués de manière fiable.

Les critères suivants constituent une indication objective de dépréciation, applicable à tous les actifs financiers quelle que soit leur nature (obligations, actions, prêts, créances) :

- L'octroi par le prêteur à l'emprunteur de conditions très favorables qui n'auraient pas été octroyées en l'absence de difficultés financières de l'émetteur ;
- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ;
- La rupture de contrat telle que l'existence d'impayés en intérêts ou principal ;
- Une probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour cet instrument financier, suite à des difficultés financières de la contrepartie.

Ces facteurs peuvent ensemble ou individuellement apporter une preuve objective suffisante qu'une perte de valeur est survenue sur un actif ou un groupe d'actifs. Outre les



indicateurs listés ci-dessus, certains indicateurs sont spécifiques aux obligations ou aux actions.

Pour les obligations (ou les autres instruments de dettes), seul le risque de contrepartie fait l'objet d'une dépréciation. Ce risque est considéré comme avéré dès lors qu'il est probable que le Groupe ne percevra pas tout ou partie des sommes qui lui sont dues. Dans ce cas, la perte de valeur, égale à la différence entre la juste valeur et le coût amorti, est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat.

Si au cours d'un exercice ultérieur, la juste valeur d'un instrument de dettes déprécié augmente, la dépréciation est reprise par le résultat.

Pour les actions (ou les autres instruments de capitaux propres), le Groupe prend également en considération les actifs financiers en situation de moins-values latentes :

- **Significative** : la situation de moins-value latente est considérée significative si elle représente une baisse de plus de 30 % de la juste valeur du titre en dessous de son prix d'acquisition ou ;
- **Prolongée** : la situation de moins-value est considérée prolongée si elle est avérée sur une période de six mois ou plus précédant la date de clôture.

La perte latente est calculée par différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute dépréciation précédemment enregistrée. Les dépréciations sont constatées par le résultat. Elles ne peuvent être reprises que lors de la cession ou de la déconsolidation de l'actif financier concerné. Une augmentation des cours de Bourse postérieure à la constatation d'une dépréciation durable est comptabilisée comme une variation de juste valeur en capitaux propres dans la rubrique « Réserve de réévaluation ».

Pour les prêts et créances, s'il existe une indication objective de dépréciation, la perte de valeur est mesurée par différence entre la valeur nette comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier. La perte de valeur est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat. Si au cours d'un exercice ultérieur, la juste valeur des prêts ou créances dépréciés augmente, la dépréciation est reprise par le résultat.

## INSTRUMENTS DÉRIVÉS

### Définition

Un instrument dérivé, quelle que soit la forme juridique du contrat, est un instrument financier qui répond aux trois critères suivants :

- Sa valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises, etc.) ;
- Il ne requiert aucun coût net initial ou un coût initial faible par rapport au nominal du dérivé ;

- Il fera l'objet de règlements dans le futur.

Le groupe Macif utilise, directement ou indirectement, des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change et de taux d'intérêt. Les risques couverts concernent principalement un passif subordonné et certains actifs financiers. Les instruments dérivés utilisés consistent principalement en des contrats de change à terme et des *swaps* de taux. Lors de l'acquisition du dérivé, le groupe Macif documente la nature du sous-jacent concerné, les objectifs en terme de gestion des risques et, le cas échéant, l'efficacité de la couverture réelle et attendue sur la durée de la couverture.

Conformément à la norme IAS 39, les instruments dérivés sont enregistrés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis réévalués à chaque arrêté comptable, ceci jusqu'à leur dénouement. Leur mode de comptabilisation varie selon leur classification.

### Dérivés non qualifiés de couverture

Les instruments dérivés non qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture ne peut être démontrée de façon fiable et de façon continue sur la durée de détention. Ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués, à chaque arrêté, à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont enregistrés dans le compte de résultat.

### Dérivés qualifiés de couverture

Les instruments dérivés qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture peut être démontrée de façon fiable et continue sur la durée de détention. Ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont enregistrés différemment selon la nature de l'opération :

- **Couverture de juste valeur** : les variations de juste valeur des dérivés et sous-jacents sont enregistrées de façon symétrique dans le compte de résultat ;
- **Couverture de flux de trésorerie** : la part efficace de variation de juste valeur des dérivés est enregistrée en capitaux propres, et la part inefficace immédiatement dans le compte de résultat.

Les montants accumulés en fonds propres sont reclassés dans le compte de résultat lorsque l'élément couvert affecte le résultat. Constituent la part efficace, les variations de juste valeur de l'instrument de couverture compensant les variations de juste valeur de l'élément couvert. *A contrario*, la part inefficace se compose des variations de juste valeur de l'instrument de couverture ne compensant pas les variations de juste valeur de l'élément couvert.

Lorsqu'un dérivé arrive à échéance, est vendu ou lorsque la couverture ne peut plus être démontrée, le gain ou la perte

cumulée est maintenu dans les capitaux propres tant que l'élément couvert est en cours. Il est enregistré en résultat lorsque le sous-jacent impacte le compte de résultat.

### Séparation des dérivés incorporés

Les dérivés incorporés dans un instrument financier hôte sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte ;
- Un instrument autonome comportant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé et ;
- L'instrument hybride (composé) n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat.

Si'il est matériellement impossible d'évaluer séparément un dérivé incorporé qui devrait être séparé, l'intégralité de l'instrument financier est comptabilisée dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par résultat. Pour le groupe Macif, les actifs financiers contenant des dérivés ont été comptabilisés dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par le résultat.

### INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les investissements dans les entreprises associées sont représentatifs des participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Lors de l'acquisition, l'investissement est comptabilisé au coût d'acquisition, retraité le cas échéant de l'écart d'acquisition.

Par la suite, sa valeur nette comptable est augmentée ou diminuée pour prendre en compte les bénéfices ou les pertes au *pro rata* de la participation du Groupe.

### ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont ceux détenus par le Groupe pour être utilisés dans la fourniture de services ou à des fins administratives, et dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'une période. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production incluant les dépenses de mise en service, et amortis selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique, suivant la méthode des composants. La durée d'utilité se situe entre trois et vingt ans selon la catégorie d'actifs corporels correspondante.

### FRAIS D'ACQUISITION REPORTÉS

Pour les contrats d'assurance non-vie, la part des frais d'acquisition, relative à la période comprise entre la date de

clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime, est constatée à l'actif du bilan dans le poste « Frais d'acquisition reportés » inclus dans le poste « Autres actifs ». La variation des frais d'acquisition reportés est comprise dans les frais d'acquisition au compte de résultat. Ils sont amortis sur la durée résiduelle des contrats considérés.

Pour les contrats d'assurance vie et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire, les frais d'acquisition sont reportés dans la limite des marges nettes futures des contrats. Ils sont amortis sur une durée de dix ans en fonction du rythme d'émergence des marges réévaluées à la clôture de chaque exercice. Si les marges futures se révèlent insuffisantes, un amortissement exceptionnel des frais d'acquisition reportés est pratiqué. Les chargements d'acquisition sont inscrits en produits à répartir sur plusieurs exercices et constatés en résultat sur la base du même rythme.

### IMPÔTS

#### Intégration fiscale

Le groupe Macif est régi selon les principes de neutralité définis par l'Administration fiscale.

Dans ce cadre, les filiales versent à la Macif, société intégrante, le montant des impôts dont elles auraient été redevables en l'absence d'intégration fiscale.

La société intégrante conserve donc les économies d'impôts générées du fait de l'existant du groupe fiscal, à l'exception de certaines entités en phase de démarrage et d'investissement initial.

Au 30 juin 2017, le périmètre d'intégration fiscale rassemble dix-huit sociétés :

Dénomination sociale	Date d'entrée
Macif (société intégrante)	1997
Macif Participations	1999
Macifilia	2000
Compagnie Foncière Macif	2001
Marseille Grand Littoral	2002
Lesseps Promotion	2002
Siem	2004
Macifimo	2004
Mutavie	2005
Niort Investissements	2005
Thémis	2006
Macifin'	2008
Macif Innovation	2008
M. A&S	2009
HDP Macif 4	2009
HDP Macif 5	2009
HDP Macif 6	2009
Foncière de Lutèce	2009

### Impôts différés

Les différences liées à des décalages temporaires existants entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé ainsi que les reports déficitaires d'impôts donnent lieu à la détermination d'impôts différés. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les impôts différés sont comptabilisés en contrepartie du compte de résultat. Par exception, ils sont comptabilisés en contrepartie des capitaux propres s'ils concernent des éléments comptabilisés en contrepartie des capitaux propres. Ainsi, les impôts différés relatifs à la mise en valeur de marché des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés en contrepartie de la réserve de réévaluation.

Tous les passifs d'impôts différés sont comptabilisés.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les différences temporelles et pertes fiscales pourront être imputées.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont compensés lorsque l'entreprise a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que ces actifs et passifs d'impôts concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

### CRÉANCES ET DETTES D'EXPLOITATION, AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

Les créances d'exploitation et les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur nominale, en incluant les éventuels coûts de transaction. Les dettes d'exploitation et autres passifs sont enregistrés au coût initial de la transaction. Ce dernier correspond généralement à la juste valeur de la contrepartie reçue en échange à l'origine du contrat, nette des frais de transaction. Ultérieurement, à chaque arrêté, ces mêmes passifs sont comptabilisés au coût amorti.

### ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Conformément à la norme IFRS 5, les actifs non courants sont considérés comme détenus en vue de la vente lorsqu'ils sont disponibles pour une cession immédiate dans leur état actuel et que leur vente est hautement probable dans un délai maximum de douze mois suivant la clôture de l'exercice. Cette classification concerne notamment les actifs pour lesquels la direction a engagé un plan de cession et un programme actif de recherche d'acquéreurs. Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont comptabilisés au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, à l'exception des

actifs d'impôts différés, des actifs financiers et des actifs résultant d'un contrat d'assurance, qui restent évalués selon les normes applicables à ces types d'actifs.

Ils sont présentés dans une rubrique spécifique du bilan et cessent d'être amortis à partir de leur classement dans cette catégorie. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

Le résultat net des activités cédées ou en cours de cession est présenté dans une rubrique spécifique du compte de résultat qui inclut le résultat net d'impôt de ces activités jusqu'à leur date de cession, ainsi que le résultat net d'impôt de leur cession proprement dite.

Les flux de trésorerie des activités cédées sont également présentés dans une rubrique spécifique du tableau des flux de trésorerie. Cette ligne inclut les flux générés par ces activités jusqu'à la date de leur cession, ainsi que la trésorerie hors impôt générée par leur cession proprement dite.

### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les comptes courants avec les sociétés non consolidées. Les équivalents de trésorerie regroupent les placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à la date d'acquisition, ou qui peuvent être convertis en liquidités de façon quasi immédiate. Cela concerne notamment les titres de créances négociables et les titres d'OPC monétaires. Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation sont identiques à celles des titres détenus à des fins de transaction (*Trading*).

### CAPITAUX PROPRES

#### Capitaux propres Groupe

Les capitaux propres Groupe se composent des éléments suivants :

#### *Capital social ou fonds équivalents*

La ligne « Capital social ou fonds équivalents » correspond aux soldes comptables sociaux de la Macif et des mutuelles d'assurance présentes dans le périmètre de consolidation.

#### *Réserve de réévaluation*

La réserve de réévaluation comprend les écarts issus de la réévaluation à la juste valeur d'éléments du bilan et principalement les effets :

- De la réévaluation des instruments dérivés affectés à la couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises conformément aux dispositions de la

norme IAS 39. Il s'agit des profits et pertes non réalisés ;

- De la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (AFS) conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Il s'agit de profits et pertes non réalisés ;
- Des impôts différés et de la participation aux bénéfices différée générés par les opérations mentionnées ci-dessus.

### **Autres réserves et résultats cumulés**

Les autres réserves sont composées des éléments suivants :

- Les réserves sociales et reports à nouveau des entités consolidées ;
- L'incidence des retraitements consolidés, et notamment la part Groupe de la réserve de capitalisation. Cette réserve est un poste spécifique compris dans les capitaux propres individuels des sociétés françaises d'assurance vie. Elle est neutralisée dans les comptes consolidés par un retraitement consistant à éliminer les variations de l'exercice en les réimputant sur le résultat ;
- Les autres éléments du résultat global, qui enregistrent les variations d'écarts actuariels sur les passifs sociaux du Groupe ;
- L'incidence de changement de méthodes comptables (notamment la réserve de première application des normes IFRS).

### **Intérêts minoritaires**

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part détenue par des tiers au Groupe dans l'actif net et les résultats nets des entités consolidées par intégration globale (hors OPC). La part des minoritaires dans les OPC du Groupe est présentée séparément au bilan dans un poste de dettes.

### **Gestion des capitaux propres**

Le groupe Macif est soumis à la réglementation européenne en matière de couverture de la marge de solvabilité (Solvabilité II). Cette réglementation vise à protéger les intérêts des assurés. Elle impose notamment, tant au niveau social pour chacune des entreprises européennes ayant une activité assurance, qu'au niveau consolidé pour le groupe Macif, les calculs d'un ratio de solvabilité minimum (en dessous duquel l'intervention de l'autorité de contrôle est automatique) et d'un ratio de solvabilité cible (en fonction des risques supportés). Le calcul de la marge de solvabilité est réalisé tous les trois mois, et communiqué à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

## **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Conformément à IAS 37, une provision est constituée lorsque le groupe Macif a une obligation actuelle (juridique

ou implicite) résultant d'un événement passé, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie probable de ressources. Cette sortie de ressources doit pouvoir être estimée avec une fiabilité suffisante pour pouvoir constituer une provision. À défaut, il s'agit d'un passif éventuel qui n'est pas comptabilisé, mais fait l'objet d'une information en annexe. Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs. L'impact de l'actualisation est enregistré en résultat financier.

Outre les provisions pour litiges, les provisions pour risques et charges comprennent les sommes provisionnées au titre des avantages au personnel.

### **Avantages au personnel**

Le groupe Macif comptabilise la totalité de ses engagements en matière de retraite, préretraite, indemnités de départ, couverture sociale, prévoyance, médailles du travail et autres engagements assimilés, tant pour le personnel actif que pour le personnel retraité, nets des actifs de couverture et des montants non reconnus.

En matière d'engagements de retraite, les sociétés du groupe Macif disposent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, aucune provision n'est comptabilisée car le paiement des cotisations dégage l'employeur de toute obligation dans le financement ultérieur du risque. Les paiements du Groupe sont enregistrés en charges de la période à laquelle ils sont liés. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance permettra une diminution des paiements futurs ou un remboursement en trésorerie.

Pour les régimes à prestations définies, le coût des prestations est estimé en utilisant la méthode des unités de crédits projetés. Cette méthode conduit à provisionner, au passif du bilan, la valeur actuelle de l'engagement à la date de clôture, diminuée de la valeur de marché des actifs mis en couverture, net des écarts actuariels et du coût des services passés non reconnus. Cette provision est déterminée en actualisant les prestations futures attendues sur la base d'un taux, au plus égal au taux de rendement des actifs mis en représentation.

En matière d'avantages à long terme, les modalités de provisionnement sont quasiment identiques à celles utilisées pour les engagements de retraite en régime à prestations définies, la seule différence résidant dans l'absence d'étalement du coût des services non reconnus. Cela concerne les médailles du travail, les comptes épargne temps et les congés anniversaire. En matière d'avantages postérieurs à l'emploi, le groupe Macif comptabilise son engagement en matière de surcomplémentaire santé sur les

remboursements proposés aux retraités du groupe Macif. Cet engagement concerne l'évaluation du portefeuille de ces contrats en hypothèse fermée.

## PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET CONTRATS FINANCIERS

Les contrats proposés par le groupe Macif sont classés en trois catégories :

- Les contrats d'assurance ;
- Les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire ;
- Les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire.

Les contrats d'assurance et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la norme IFRS 4. Les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la norme IAS 39.

### Contrats d'assurance

#### Définition

Un contrat d'assurance est un contrat selon lequel la compagnie accepte un risque d'assurance significatif d'un tiers (l'assuré) en consentant d'indemniser l'assuré ou un autre bénéficiaire si un événement futur incertain spécifique (l'événement assuré) affecte défavorablement l'assuré.

Un risque :

- D'assurance est un risque autre que financier, transféré du souscripteur du contrat vers l'assureur ;
- Financier est un risque de variation potentielle future de taux d'intérêt, de prix d'une valeur mobilière, d'un cours de change ou d'une autre variable similaire.

Un risque d'assurance est significatif dès lors qu'un événement assuré peut obliger un assureur à payer des prestations complémentaires significatives quel que soit le scénario, à l'exception des scénarios qui manquent de substance commerciale, c'est-à-dire s'inscrivant en dehors de l'objet initial de l'assurance.

#### Principaux contrats

Pour le groupe Macif, les principaux contrats d'assurance visés par la norme IFRS 4 sont :

- Les contrats d'assurance non-vie ;
- Les contrats d'assurance vie comportant un risque d'assurance décès significatif (contrats en euros) ;
- Les contrats avec sortie en rente optionnelle ou obligatoire, si l'assureur est engagé dès l'origine et n'a pas de liberté de tarification à la date de sortie en rente. Dans le cas contraire, ces contrats sont des contrats financiers pendant la phase de constitution (c'est-à-dire jusqu'à la fixation de la tarification du risque

d'assurance) puis des contrats d'assurance pendant la phase de service de la rente ;

- Les contrats en unités de compte avec une garantie plancher significative.

#### Comptabilisation

Les pratiques comptables existantes en France et relatives aux contrats d'assurance (règlement CRC 2000-05) sont maintenues, à l'exception des provisions d'égalisation et sous réserve que les provisions ainsi déterminées soient conformes au test d'adéquation des passifs prescrit par les normes internationales.

#### Contrats d'assurance non-vie

La provision pour cotisations non acquises constate la part des cotisations se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance du contrat, ou à défaut son terme.

Elle est calculée *pro rata temporis* en incluant les frais d'échéance et de fractionnement dans la valeur portefeuille.

Les provisions pour sinistres à payer représentent la valeur estimée des dépenses en principal et en frais, tant internes qu'externes, relatives au règlement des sinistres survenus et non payés, déclarés ou non, y compris les capitaux constitutifs de rentes non encore mis à la charge de l'entreprise. Les provisions pour sinistres à payer sont calculées dossier par dossier ou par méthodes statistiques, et récapitulées par exercice de survenance et par catégorie. Les dépenses sont estimées à leur coût futur non actualisé et augmentées d'une provision pour frais de gestion, déterminée en fonction des taux de frais réellement observés.

Les provisions d'égalisation constatées en application des réglementations locales pour faire face à des risques caractérisés par une faible fréquence et un coût unitaire élevé ou à un risque macroéconomique sont éliminées dans les comptes consolidés. Toutefois, certaines provisions d'égalisation sont constituées au titre de contrats dont les dispositions prévoient qu'elles reviennent au souscripteur en cas de résiliation ou de transfert.

Ces provisions constituent, à ce titre, un engagement et sont en conséquence reclassées en « Provisions pour participation aux bénéfices et excédents ».

Les autres provisions techniques se composent des provisions suivantes :

- Provisions mathématiques des rentes : ces provisions représentent la valeur actuelle des engagements de l'entreprise afférents aux rentes dommages et rentes contractuelles. Elles sont calculées en utilisant les tables considérées comme adéquates localement et les taux techniques au plus égaux au taux de rendement



prévisionnel prudemment estimés des actifs affectés à leur représentation ;

- Provisions pour risques en cours : ces provisions sont destinées à couvrir les sinistres et frais de gestion afférents qui excèdent la fraction de primes reportées nettes des frais d'acquisition correspondants. Le calcul est effectué en fonction d'un taux moyen de sinistralité observé sur chaque branche au cours des exercices N et N-1 ;
- Provisions pour risques croissants : ces provisions sont constituées en assurance maladie et invalidité lorsque les risques croissent avec l'âge de l'assuré et sont couverts par des primes constantes.

### Contrats d'assurance vie

Les provisions mathématiques représentent la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris respectivement par l'assureur et par l'assuré en tenant compte des probabilités de réalisation de ces engagements.

Pour les contrats en euros, elles sont égales à la valeur acquise de l'épargne, compte tenu des versements et des retraits effectués par le souscripteur.

Pour les contrats en unités de compte, les provisions mathématiques sont évaluées sur la base de la valeur vénale des actifs servant à ces contrats à chaque clôture. Les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de ces derniers sont portés au compte de résultat, afin de neutraliser l'impact de la variation des provisions techniques.

La provision globale de gestion est dotée afin de couvrir les charges futures de gestion des contrats, non couvertes par ailleurs. Elle est calculée, conformément à l'article 31 *quinquies* GC du Code général des impôts, par différence entre les charges futures de gestion et les ressources futures probables, liées à chaque ensemble homogène de contrats existant à cette date.

Les provisions pour participation aux bénéfices concernent les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire. Elles regroupent une provision pour participation aux bénéfices exigible et une provision pour participation aux bénéfices différée.

La provision pour participation aux bénéfices exigible représente le montant des fonds définitivement attribué aux bénéficiaires de contrats lorsque ces fonds, non encore crédités individuellement, ne sont pas payables immédiatement après la liquidation de l'exercice qui les a produits. Elle est comptabilisée dans les comptes individuels et maintenue dans les comptes consolidés.

La provision pour participation aux bénéfices différée traduit l'impact, pour l'évaluation des passifs, des retraitements de consolidation, et notamment la mise en juste valeur des

placements. Elle est comptabilisée dans les comptes consolidés, en maintenant les principes existants en normes françaises (règlement CRC 2000-05).

Les taux de participation utilisés correspondent aux taux contractuels attachés à chacun des portefeuilles concernés (en pratique 95 % ou 100 %).

La provision pour participation aux bénéfices différée est comptabilisée en contrepartie du résultat ou de la réserve de réévaluation selon les modalités de comptabilisation du sous-jacent. Au bilan, elle figure :

- Au passif, si elle est assise sur une différence de base positive nette (valeur d'actif des comptes consolidés supérieure à celle retenue dans les comptes individuels) ;
- À l'actif, dans le cas opposé. Les participations différées actives donnent lieu à un test de recouvrabilité et seules les participations considérées comme recouvrables sont maintenues à l'actif du bilan.

Les participations différées actives et passives ne peuvent se compenser que lorsqu'elles résultent de différences positives et négatives de nature et d'échéance similaires, et dans les limites de la mutualisation des résultats financiers imposées par les contrats, notamment l'existence d'actifs cantonnés.

### Test d'adéquation des passifs

Un test d'adéquation des passifs est effectué à chaque arrêté comptable par chacune des entités consolidées. Ce test permet de vérifier que les passifs d'assurance vie et non-vie sont suffisants au regard des estimations actuelles de flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance.

Les flux de trésorerie futurs prennent en compte les garanties et options attachées à chacun des contrats. Le cas échéant, et pour les besoins de ce test, les passifs d'assurance sont diminués des coûts d'acquisition reportés et des valeurs de portefeuille constatées lors de regroupement d'entreprises ou de transferts de contrats s'y rapportant.

En cas d'insuffisance, les pertes potentielles sont comptabilisées en intégralité en contrepartie du résultat.

### Séparation des dérivés incorporés

Les dérivés incorporés dans un contrat hôte entrant dans la catégorie des contrats d'assurance sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- Leur valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises, etc.) ;
- L'investissement initial est nul ou faible en comparaison de sa volatilité potentielle ;

- L'investissement initial fera l'objet de règlements dans le futur.

Cependant, certains dérivés incorporés répondant à la définition de contrat d'assurance ou correspondant à des options de rachat pour un montant défini ne sont pas évalués séparément du contrat hôte conformément à la norme IFRS 4. Les dérivés incorporés séparés sur contrats sont classés dans la catégorie des instruments financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur en résultat. Au sein du groupe Macif, aucun dérivé incorporé dans les contrats d'assurance n'a fait l'objet d'une comptabilisation séparée.

### Contrats financiers avec participation discrétionnaire

#### Définition

Selon la norme IFRS 4, la participation aux bénéfices discrétionnaire correspond au droit contractuel qu'a le titulaire d'un contrat de recevoir, en tant que supplément aux prestations garanties, des prestations complémentaires :

- Qui devraient probablement représenter une part significative des bénéfices contractuels ;
- Dont le montant ou l'échéance est contractuellement à la discrétion de l'émetteur ;
- Qui sont contractuellement fondés sur la performance d'un ensemble défini de contrats ou d'un type de contrats déterminé, les rendements des placements réalisés et/ou latents d'un portefeuille d'actifs déterminés détenus par l'émetteur ou le résultat de la société, d'un fonds ou d'une autre entité qui émet le contrat.

L'élément de participation discrétionnaire repose sur les clauses contractuelles de participation aux bénéfices, mais aussi sur les dispositions réglementaires applicables localement.

#### Principaux contrats

Pour le groupe Macif, sont classés comme contrats financiers avec participation discrétionnaire :

- Les contrats à prime unique ;
- Les contrats d'épargne retraite collective en euros.

#### Comptabilisation

Les contrats financiers avec participation discrétionnaire relevant de la norme IFRS 4 sont valorisés et comptabilisés selon les mêmes règles que les contrats d'assurance, y compris pour les dérivés incorporés (cf. *supra*). En revanche, les passifs de ces contrats sont présentés dans une ligne spécifique au bilan.

### Contrats financiers sans participation discrétionnaire

#### Définition

Les contrats sans risque d'assurance significatif et sans participation aux bénéfices discrétionnaire sont considérés comme des contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

#### Principaux contrats

Au sein du groupe Macif, il n'a pas été recensé, à ce jour, de contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

#### Comptabilité reflet ou shadow accounting

Le groupe Macif n'a pas retenu l'option *shadow accounting* définie selon la norme IFRS 4.

### RÉASSURANCE : ACCEPTATIONS ET CESSIONS EN RÉASSURANCE

#### Classification

Les traités de réassurance qui prévoient un transfert de risque significatif sont considérés comme des contrats d'assurance relevant de la norme IFRS 4. À défaut, ils sont considérés comme des traités de réassurance financière relevant de la norme IAS 39. Au sein du groupe Macif, tous les contrats de réassurance (acceptations ou cessions) comportent un transfert de risque d'assurance significatif. Ils relèvent tous de la norme IFRS 4.

#### Comptabilisation

Les acceptations en réassurance sont comptabilisées affaire par affaire sur la base des résultats de l'année, réels ou estimés. Les provisions techniques correspondent aux montants communiqués par les cédantes, majorés le cas échéant de compléments. Les cessions en réassurance sont comptabilisées en conformité avec les termes des différents traités. La part des cessionnaires dans les provisions techniques est évaluée de la même façon que les provisions techniques apparaissant au passif. Les dépôts espèces reçus des réassureurs sont comptabilisés en dettes au passif. Les titres remis en nantissement par les réassureurs sont inscrits en « Engagements reçus » et évalués au cours de Bourse. Ils sont pris en compte dans le test de dépréciation des actifs de réassurance, après déduction des coûts de mise en œuvre de la garantie.

### DETTES DE FINANCEMENT

Les dettes de financement comprennent :

- Les passifs subordonnés ;
- Les dettes de financement représentées par des titres ;
- Les dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire ;
- Les autres dettes de financement.

À l'émission, les dettes de financement sont enregistrées selon la méthode du coût amorti. Cette méthode consiste à amortir par le résultat toutes les différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement par l'usage du taux effectif (appelée méthode du taux effectif). Les coûts directement attribuables à l'émission (commission, honoraires, etc.) sont inclus dans l'évaluation initiale de la dette.

Les dettes de financement sont décomptabilisées lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrive à expiration. Pour le groupe Macif, tous les passifs subordonnés sont classés en dettes de financement.

Les dettes relatives aux engagements de crédit-bail immobilier correspondent au capital restant dû au titre des contrats ainsi qu'au coût de l'éventuelle levée de l'option d'achat. Au sein du groupe Macif, cela concerne un contrat portant sur le financement d'un immeuble situé à Paris.

### COTISATIONS ET PRIMES

Les cotisations et primes sont comptabilisées à la date de prise d'effet de la garantie, cette date constituant le fait générateur de leur comptabilisation. Elles correspondent aux primes émises hors taxes, brutes de réassurance, nettes d'annulations, de réductions et de ristournes. Elles comprennent une estimation des primes à émettre pour la part acquise à l'exercice et une estimation des primes à annuler postérieurement à la date de clôture.

### SINISTRES

Les sinistres comprennent les sinistres réglés durant l'exercice, relatifs à l'exercice en cours ou à des exercices antérieurs nets des recours encaissés et les frais de règlement des sinistres.

### FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion liés à l'activité d'assurance sont initialement comptabilisés par nature puis répartis, selon une périodicité mensuelle, aux comptes de frais par destination du compte de résultat :

- Frais de règlement des sinistres - compris dans la charge de sinistres - ligne « Charges des prestations des contrats » ;
- Frais d'acquisition - ligne « Frais d'acquisition des contrats » ;

- Frais d'administration - ligne « Frais d'administration » ;
- Autres charges techniques - ligne « Autres produits d'exploitation nets de charges » ;
- Autres charges non techniques - ligne « Autres produits et charges opérationnels courants » ;
- Charges de placements - incluses dans le résultat financier sur la ligne « Charges des placements ».

L'affectation des frais de gestion aux destinations s'effectue soit directement, soit sur la base de clés de répartition fondées sur des critères quantitatifs objectifs, appropriés et contrôlables directement liés à la nature des charges.

### RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

L'agrégat « Résultat opérationnel courant » du compte de résultat n'inclut pas les charges ou produits de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel et particulièrement significatif. Ces derniers sont classés en « Autres produits et charges opérationnels ».

### CHARGE DE FINANCEMENT :

La charge de financement comprend :

- Les intérêts sur passifs subordonnés, emprunts bancaires et découverts bancaires ;
- L'amortissement des primes d'émission ou de remboursement relatives aux emprunts ;
- L'amortissement des coûts accessoires encourus pour la mise en place des emprunts ;
- Les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère, dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêt.

### ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Les événements postérieurs à la clôture sont ceux survenus entre la date de clôture et la date d'arrêté des états financiers par le conseil d'administration.

Lorsque l'événement est lié à des conditions existantes à la date de clôture, il conduit à un ajustement des états financiers.

Lorsque l'événement n'est pas lié à des conditions existantes à la date de clôture, il fait l'objet d'une information en annexe si cette information est jugée significative et pertinente.



### 2.1.6.6 Comparabilité des comptes

#### CHANGEMENTS DE RÉGLEMENTATION COMPTABLE

Aucun changement de réglementation comptable n'impacte significativement les comptes au 30 juin 2017.

#### CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES, D'ESTIMATIONS COMPTABLES ET CORRECTIONS D'ERREURS

##### Frais d'acquisition reportés - secteur Dommages

Depuis la mise en œuvre du plan comptable assurance (1994), la Macif procédait à une répartition des charges aux destinations par imputation directe (selon deux méthodes dont notamment les codes activités des salariés) et par imputation indirecte pour tous les autres frais généraux à partir de clés de répartition reposant sur la notion de poste de travail.

Au 31 décembre 2016, la Macif a décidé d'appliquer la méthode de coût par activité basée sur la comptabilité analytique. Cette méthode permet d'affecter à chaque activité d'assurance (vente, règlement sinistres, suivi du portefeuille, gestion des contrats, etc.) une destination. Les services fonctionnels (informatique, services centraux) sont ensuite répartis entre les destinations (hors autres charges techniques) en fonction de la quote-part des destinations principales. La moyenne sur les trois derniers exercices (N-3), (N-2), (N-1) permet ensuite de définir les taux de

répartition qui serviront pour l'affectation des charges par nature aux destinations au 31 décembre N.

Ce changement dans les modalités d'estimation impacte la présentation des états financiers au 30 juin puisque, sans modifier la règle de report des frais d'acquisition reportés à la fin du semestre, ceux-ci ont néanmoins été réduits du fait de l'application pour la situation à fin juin 2017 de la méthode de coût par activité.

#### CHANGEMENTS DE PRÉSENTATION COMPTABLE

##### Présentation des entités immobilières de placement (hors secteur Finance/Épargne)

Au 31 décembre 2016, les placements financiers des entités immobilières de placement (hors secteur Finance/Épargne) étaient affectés sur la ligne « Emploi des activités du secteur bancaire et placement des autres activités ».

Au 30 juin 2017, ces placements financiers sont reclassés dans la rubrique « Placements des activités d'assurance ».

Les résultats d'exploitation des sociétés immobilières de placement, auparavant répartis sur différentes lignes du compte de résultat, ont été reclassés en « Placements financiers (produits et charges des placements) ».

Les tableaux suivants présentent l'information *proforma* des postes impactés :

#### Bilan actif

	31 déc. 2016		
	Publié	Reclassement	Modifié
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Immobilier de placement	626 751	182 130	808 881
Placements financiers	31 535 888	45 068	31 580 956
<b>Placements des activités d'assurance</b>	<b>32 370 726</b>	<b>227 198</b>	<b>32 597 924</b>
<b>Emploi des activités du secteur bancaire et placements des autres activités</b>	<b>269 651</b>	<b>-227 198</b>	<b>42 453</b>

#### Compte de résultat

	30 juin 2016		
	Publié	Reclassement	Modifié
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	68 625	-9 627	58 998
Autres produits d'exploitation (nets de charges)	-80 510	-75	-80 585
<i>Produits des placements</i>	<i>439 472</i>	<i>9 701</i>	<i>449 173</i>
<i>Charges des placements</i>	<i>-31 132</i>	<i>-9 077</i>	<i>-40 209</i>
<b>Produits des placements nets de charges</b>	<b>303 027</b>	<b>624</b>	<b>303 651</b>
Charges des autres activités	-52 416	9 078	-43 338
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>5 561</b>	<b>-</b>	<b>5 561</b>

#### CHANGEMENTS LIÉS AUX EFFETS DE VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Les impacts liés aux variations de périmètre sont détaillés dans la partie 2.1.6.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

## 2.1.7 Notes complémentaires sur les comptes

<b>NOTE 1</b>	<i>Actifs incorporels</i>	50	<b>NOTE 12</b>	<i>Capitaux propres</i>	65
<b>NOTE 2</b>	<i>Placements financiers hors unités de compte</i>	52	<b>NOTE 13</b>	<i>Dettes de financement</i>	67
<b>NOTE 3</b>	<i>Placements financiers en unités de compte</i>	57	<b>NOTE 14</b>	<i>Passifs techniques relatifs aux contrats d'assurance</i>	71
<b>NOTE 4</b>	<i>Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités</i>	58	<b>NOTE 15</b>	<i>Participation aux bénéfices différée</i>	73
<b>NOTE 5</b>	<i>Investissements dans les entreprises associées</i>	60	<b>NOTE 16</b>	<i>Instruments dérivés</i>	74
<b>NOTE 6</b>	<i>Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers</i>	61	<b>NOTE 17</b>	<i>Cotisations et primes acquises</i>	75
<b>NOTE 7</b>	<i>Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles</i>	62	<b>NOTE 18</b>	<i>Charges des prestations des contrats</i>	76
<b>NOTE 8</b>	<i>Frais d'acquisition reportés</i>	62	<b>NOTE 19</b>	<i>Charges ou produits nets des cessions en réassurance</i>	77
<b>NOTE 9</b>	<i>Impôts différés (actif et passif)</i>	63	<b>NOTE 20</b>	<i>Impôts sur les résultats</i>	77
<b>NOTE 10</b>	<i>Actifs et passifs destinés à la vente</i>	64			
<b>NOTE 11</b>	<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	64			

### NOTE 1 ACTIFS INCORPORELS

#### Détail des actifs incorporels

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017			31 déc. 2016		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Écarts d'acquisition	192 917	-60 519	132 398	192 917	-60 519	132 398
Portefeuille de contrats des sociétés d'assurance	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	315 516	-210 559	104 957	300 488	-203 187	97 301
<b>Total</b>	<b>508 433</b>	<b>-271 078</b>	<b>237 355</b>	<b>493 405</b>	<b>-263 706</b>	<b>229 699</b>

#### Écarts d'acquisition - Variation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017			31 déc. 2016		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Ouverture	192 917	-60 519	132 398	192 917	-60 519	132 398
Augmentation	-	-	-	-	-	-
Diminution	-	-	-	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>192 917</b>	<b>-60 519</b>	<b>132 398</b>	<b>192 917</b>	<b>-60 519</b>	<b>132 398</b>

#### Écarts d'acquisition - Détail par société

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ouverture			Variations		Clôture Net
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	
Macifilia	60 371	-60 371	-	-	-	-
Mutavie	18 428	-	18 428	-	-	18 428
Sécurimut	147	-147	-	-	-	-
OFI	96 421	-	96 421	-	-	96 421
Apivia Participations	17 549	-	17 549	-	-	17 549
<b>Total</b>	<b>192 917</b>	<b>-60 519</b>	<b>132 398</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>132 398</b>

Les écarts d'acquisition présentés ci-dessus ne comprennent pas ceux concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence. Ils s'analysent comme suit par entité :

- **Macifilia** : la société Cornhill France est entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe le 1<sup>er</sup> juillet 2004. À cette date, un écart d'acquisition avait été constaté dans les comptes consolidés à hauteur de 66 775 milliers d'euros. Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, lors de la transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition a été repris à la valeur nette comptable soit 56 759 milliers d'euros. En 2006, la participation dans le capital de la société Macifilia a été portée de 80 % à 99,99 % par rachat de titres. Cette opération a généré un écart d'acquisition complémentaire de 3 612 milliers d'euros porté à l'actif. Au 30 juin 2017, ces écarts d'acquisition représentent un montant brut total de 60 371 milliers d'euros. Ils sont rattachés à la société Macifilia, les entités Cornhill France et Macifilia Participations ayant été absorbées ;
- **Mutavie** : à la fin du mois de décembre 2004, le groupe Macif a acquis une fraction complémentaire du capital de Mutavie. Cette opération a généré un écart d'acquisition de 20 017 milliers d'euros. À l'ouverture de l'exercice 2006, date de transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition s'élevait à 18 015 milliers d'euros en valeur nette comptable. Au 30 juin 2017, le montant total de l'écart d'acquisition s'élève à 18 428 milliers d'euros ;
- **OFI** : le groupe Macif a pris le contrôle d'OFI Holding le 27 juin 2014. Cette entité, initialement consolidée par

mise en équivalence est désormais consolidée par intégration globale. Cette prise de contrôle, comptabilisée conformément à IFRS 3 révisée, a généré un écart d'acquisition de 96 421 milliers d'euros ;

- **Apivia Participations** : les entités du groupe Smam ont rejoint le périmètre de consolidation du groupe Macif le 15 novembre 2015 suite à la fusion de la tête du groupe Smam (Smam Mutuelle) avec Smip. Cette fusion a donné naissance à une nouvelle dénomination sociale de la Smip, qui est désormais Apivia Mutuelle. Ces entrées dans le périmètre de consolidation ont conduit à constater un écart d'acquisition de 17 549 milliers d'euros, rattaché à l'entité Apivia Participations.

En application des principes comptables présentés au paragraphe 2.1.6.4 Regroupements d'entreprises, le groupe Macif a soumis ses écarts d'acquisition à des tests de dépréciation.

Ces tests consistent à comparer la valeur comptable nette des actifs des UGT à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est déterminée à partir de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés (méthode ayant prévalu lors des opérations d'acquisition), après ajustement aux nouvelles conditions de marché, des *business plans* des entités concernées et des hypothèses de calcul.

Au 30 juin 2017, sur la base des valorisations obtenues, aucune dépréciation n'a été constatée.

### Portefeuille de contrats des sociétés d'assurance

Aucune valeur de portefeuille ne figure à l'actif du bilan consolidé.

### Autres immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017			31 déc. 2016		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Ouverture	300 488	-203 187	97 301	275 331	-180 067	95 264
Augmentation	29 670	-4 732	24 938	51 780	-23 556	28 224
Diminution	-14 642	-2 640	-17 282	-26 623	436	-26 187
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>315 516</b>	<b>-210 559</b>	<b>104 957</b>	<b>300 488</b>	<b>-203 187</b>	<b>97 301</b>

### Autres immobilisations incorporelles par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ouverture			Variations		Clôture
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Droit au bail	4 905	-3 042	1 863	-	-62	1 801
Logiciels développés en interne	144 681	-107 060	37 621	8 638	-7 410	38 849
Autres logiciels	112 779	-92 253	20 526	420	169	21 115
Avances et acomptes	36 266	-	36 266	6 382	-	42 648
Autres	1 857	-832	1 025	-412	-69	544
<b>Total</b>	<b>300 488</b>	<b>-203 187</b>	<b>97 301</b>	<b>15 028</b>	<b>-7 372</b>	<b>104 957</b>

## NOTE 2 PLACEMENTS FINANCIERS HORS UNITÉS DE COMPTE

### Synthèse

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
Actifs évalués à la juste valeur	34 598 770	31 391 921
Actifs évalués au coût amorti	190 488	143 967
<b>Total</b>	<b>34 789 258</b>	<b>31 535 888</b>

### Placements financiers par catégorie au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017				
	Coût amorti brut	Correction de valeur	Coût amorti net	Réévaluat°	Valeur au bilan
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	314 284	-45 958	268 326	164 725	433 051
Obligations	22 395 298	-6 568	22 388 730	2 004 532	24 393 262
OPC	6 794 433	-92 609	6 701 824	403 806	7 105 630
Autres	11 283	-	11 283	357	11 640
<b>Sous-total</b>	<b>29 515 298</b>	<b>-145 135</b>	<b>29 370 163</b>	<b>2 573 420</b>	<b>31 943 583</b>
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (Trading)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	35 030	-	35 030	4 518	39 548
OPC	2 125 195	-	2 125 195	490 444	2 615 639
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>2 160 225</b>	<b>-</b>	<b>2 160 225</b>	<b>494 962</b>	<b>2 655 187</b>
<b>Prêts</b>	<b>197 524</b>	<b>-7 036</b>	<b>190 488</b>	<b>-</b>	<b>190 488</b>
<b>Total</b>	<b>31 873 047</b>	<b>-152 171</b>	<b>31 720 876</b>	<b>3 068 382</b>	<b>34 789 258</b>
Actions	314 284	-45 958	268 326	164 725	433 051
Obligations	22 430 328	-6 568	22 423 760	2 009 050	24 432 810
OPC	8 919 628	-92 609	8 827 019	894 250	9 721 269
Prêts	197 524	-7 036	190 488	-	190 488
Autres	11 283	-	11 283	357	11 640
<b>Total</b>	<b>31 873 047</b>	<b>-152 171</b>	<b>31 720 876</b>	<b>3 068 382</b>	<b>34 789 258</b>

La forte augmentation des placements en OPC est à mettre en relation avec les 3 664 millions d'euros de mises en

pension de titres réalisées par le groupe Macif au 30 juin 2017.

## Placements financiers par catégorie au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	31 déc. 2016				
	Coût amorti brut	Correction de valeur	Coût amorti net	Réévaluat°	Valeur au bilan
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	296 751	-45 425	251 326	182 981	434 307
Obligations	22 074 857	-6 361	22 068 496	2 320 453	24 388 949
OPC	4 024 303	-107 752	3 916 551	318 250	4 234 801
Autres	11 349	-	11 349	-686	10 663
<b>Sous-total</b>	<b>26 407 260</b>	<b>-159 538</b>	<b>26 247 722</b>	<b>2 820 998</b>	<b>29 068 720</b>
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (Trading)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	92 309	-	92 309	6 662	98 971
OPC	1 786 844	-	1 786 844	437 386	2 224 230
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>1 879 153</b>	<b>-</b>	<b>1 879 153</b>	<b>444 048</b>	<b>2 323 201</b>
<b>Prêts</b>	<b>148 200</b>	<b>-4 233</b>	<b>143 967</b>	<b>-</b>	<b>143 967</b>
<b>Total</b>	<b>28 434 613</b>	<b>-163 771</b>	<b>28 270 842</b>	<b>3 265 046</b>	<b>31 535 888</b>
Actions	296 751	-45 425	251 326	182 981	434 307
Obligations	22 167 166	-6 361	22 160 805	2 327 115	24 487 920
OPC	5 811 147	-107 752	5 703 395	755 636	6 459 031
Prêts	148 200	-4 233	143 967	-	143 967
Autres	11 349	-	11 349	-686	10 663
<b>Total</b>	<b>28 434 613</b>	<b>-163 771</b>	<b>28 270 842</b>	<b>3 265 046</b>	<b>31 535 888</b>

## Analyse des mouvements des placements financiers au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)	30 juin 2017					
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	Total
Ouverture	29 068 720	-	2 323 201	143 967	-	31 535 888
Acquisitions	9 330 399	-	189 319	11 046	-	9 530 764
Cessions	-6 103 940	-	-106 620	-14 358	-	-6 224 918
Variations de juste valeur	-247 577	-	78 042	-	-	-169 535
Dépréciations	-2 099	-	-	-	-	-2 099
Reprises des dépréciations	16 502	-	-	-	-	16 502
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-118 422	-	171 245	49 833	-	102 656
<b>Clôture</b>	<b>31 943 583</b>	<b>-</b>	<b>2 655 187</b>	<b>190 488</b>	<b>-</b>	<b>34 789 258</b>

Les « Autres mouvements » rendent compte de deux effets principaux :

- Pour la catégorie « FVO », il s'agit du reclassement des trois OPC consolidés, précédemment catégorisés « AFS ».
- Les titres auparavant présentés dans l'annexe des « Placements des autres activités » ont été reclassés dans les colonnes « Prêts et créances » et « AFS ».

## Analyse des mouvements des placements financiers au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2016					Total
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	
Ouverture	27 763 563	-	2 292 606	146 282	-	30 202 451
Acquisitions	18 371 910	10 026	199 113	33 543	-	18 614 592
Cessions	-17 337 278	-11 046	-206 363	-36 852	-	-17 591 539
Variations de juste valeur	263 633	-	37 845	-	-	301 478
Dépréciations	-37 911	-	-	-7	-	-37 918
Reprises des dépréciations	11 527	-	-	1 001	-	12 528
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	33 276	1 020	-	-	-	34 296
<b>Clôture</b>	<b>29 068 720</b>	<b>-</b>	<b>2 323 201</b>	<b>143 967</b>	<b>-</b>	<b>31 535 888</b>

Au 31 décembre 2016, les autres mouvements des titres classés en AFS recouvraient principalement les intérêts courus non échus (ICNE).

La hausse des acquisitions/cessions en AFS s'expliquait par l'utilisation plus intensive des OPC dynamiques.

## Placements financiers par niveau de juste valeur au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017				Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Coût amorti	
Actifs disponibles à la vente (AFS)	29 824 155	1 115 696	1 003 732	-	31 943 583
Actifs détenus à des fins de transaction ( <i>Trading</i> )	-	-	-	-	-
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)	2 078 226	134 964	441 997	-	2 655 187
Prêts	-	-	-	190 488	190 488
<b>Total</b>	<b>31 902 381</b>	<b>1 250 660</b>	<b>1 445 729</b>	<b>190 488</b>	<b>34 789 258</b>
Actions	283 792	-	149 259	-	433 051
Obligations	23 840 532	550 727	41 551	-	24 432 810
OPC	7 766 417	699 933	1 254 919	-	9 721 269
Prêts	-	-	-	190 488	190 488
Autres	11 640	-	-	-	11 640
<b>Total</b>	<b>31 902 381</b>	<b>1 250 660</b>	<b>1 445 729</b>	<b>190 488</b>	<b>34 789 258</b>

## Placements financiers par niveau de juste valeur au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2016				Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Coût amorti	
Actifs disponibles à la vente (AFS)	27 124 092	1 058 665	885 963	-	29 068 720
Actifs détenus à des fins de transaction ( <i>Trading</i> )	-	-	-	-	-
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)	1 646 035	164 724	512 442	-	2 323 201
Prêts	-	-	-	143 967	143 967
<b>Total</b>	<b>28 770 127</b>	<b>1 223 389</b>	<b>1 398 405</b>	<b>143 967</b>	<b>31 535 888</b>
Actions	278 867	-	155 440	-	434 307
Obligations	23 868 458	577 911	41 551	-	24 487 920
OPC	4 612 139	645 478	1 201 414	-	6 459 031
Prêts	-	-	-	143 967	143 967
Autres	10 663	-	-	-	10 663
<b>Total</b>	<b>28 770 127</b>	<b>1 223 389</b>	<b>1 398 405</b>	<b>143 967</b>	<b>31 535 888</b>

### Placements financiers par niveau de juste valeur - Analyse des mouvements au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Coût amorti	Total
Ouverture	28 770 127	1 223 389	1 398 405	143 967	31 535 888
Augmentation	8 564 408	64 335	890 975	11 046	9 530 764
Diminution	-5 401 399	-63 227	-773 010	12 718	-6 224 918
Variations de juste valeur	-125 057	26 163	-70 641	-	-169 535
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-
Autres mouvements	94 302	-	-	22 757	117 059
<b>Clôture</b>	<b>31 902 381</b>	<b>1 250 660</b>	<b>1 445 729</b>	<b>190 488</b>	<b>34 789 258</b>

### Placements financiers par niveau de juste valeur - Analyse des mouvements au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2016				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Coût amorti	Total
Ouverture	27 478 099	1 427 433	1 150 637	146 282	30 202 451
Augmentation	15 636 979	61 254	2 913 134	3 225	18 614 592
Diminution	-14 582 623	-277 776	-2 711 367	-19 773	-17 591 539
Variations de juste valeur	201 023	10 303	90 193	-41	301 478
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-
Autres mouvements	36 649	2 175	-44 192	14 274	8 906
<b>Clôture</b>	<b>28 770 127</b>	<b>1 223 389</b>	<b>1 398 405</b>	<b>143 967</b>	<b>31 535 888</b>

### Évolution du risque souverain

Le portefeuille de dettes souveraines s'élève à 7,8 milliards d'euros contre 8,1 milliards d'euros au 31 décembre 2016. Ce léger repli traduit l'impact conjugué des cessions

réalisées et de la variation de juste valeur dans un contexte de hausse des taux.

Au 30 juin 2017, aucun titre de dette souveraine n'a fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

<i>(en milliers d'euros et %)</i>	30 juin 2017					
	Valeur brute	Correction de valeur	Valeur nette comptable	Réévaluation	Valeur au bilan	% Placements financiers
France	5 874 866	-157 317	5 717 548	858 938	6 576 486	18,9%
Allemagne	2 710	-407	2 303	508	2 811	0,0%
Autriche	2 018	49	2 067	361	2 428	0,0%
Belgique	320 305	-10 707	309 598	48 597	358 195	1,0%
Pays-Bas	4 454	-892	3 562	697	4 259	0,0%
<b>Sous-total</b>	<b>6 204 353</b>	<b>-169 274</b>	<b>6 035 078</b>	<b>909 101</b>	<b>6 944 178</b>	<b>20,0%</b>
Grèce	-	-	-	-	-	-
Italie	288 547	-18 758	269 789	28 889	298 678	0,9%
Portugal	134 737	5 009	139 747	10 010	149 757	0,4%
Espagne	112 150	-2 251	109 899	6 450	116 349	0,3%
Irlande	276 980	13 193	290 173	44 675	334 848	1,0%
<b>Sous-total</b>	<b>812 414</b>	<b>-2 807</b>	<b>809 608</b>	<b>90 024</b>	<b>899 632</b>	<b>2,6%</b>
<b>Dettes souveraines</b>	<b>7 016 767</b>	<b>-172 081</b>	<b>6 844 686</b>	<b>999 125</b>	<b>7 843 810</b>	<b>22,5%</b>
<b>Total placements financiers</b>			<b>31 720 876</b>	<b>3 068 382</b>	<b>34 789 258</b>	
<b>%</b>			<b>21,6%</b>	<b>32,6%</b>	<b>22,5%</b>	



La part des pays périphériques est en repli à 2,6 % du total des placements financiers des entreprises d'assurance (3 % au 31 décembre 2016).

	31 déc. 2016					
	Valeur brute	Correction de valeur	Valeur nette comptable	Réévaluation	Valeur au bilan	% Placements financiers
<i>(en milliers d'euros et %)</i>						
France	5 948 963	-134 950	5 814 014	978 105	6 792 119	21,5%
Allemagne	2 710	-386	2 324	586	2 910	0,0%
Autriche	2 018	45	2 063	421	2 484	0,0%
Belgique	320 305	-9 506	310 800	56 863	367 663	1,2%
Pays-Bas	4 454	-847	3 607	814	4 421	0,0%
<b>Sous-total</b>	<b>6 278 450</b>	<b>-145 643</b>	<b>6 132 808</b>	<b>1 036 789</b>	<b>7 169 597</b>	<b>22,7%</b>
Grèce	-	-	-	-	-	-
Italie	322 231	-20 950	301 281	35 772	337 053	1,1%
Portugal	134 737	4 600	139 337	11 915	151 252	0,5%
Espagne	127 807	-7 039	120 768	7 564	128 332	0,4%
Irlande	276 980	12 036	289 016	55 418	344 434	1,1%
<b>Sous-total</b>	<b>861 755</b>	<b>-11 354</b>	<b>850 402</b>	<b>110 669</b>	<b>961 071</b>	<b>3,0%</b>
<b>Dettes souveraines</b>	<b>7 140 206</b>	<b>-156 996</b>	<b>6 983 209</b>	<b>1 147 458</b>	<b>8 130 668</b>	<b>25,8%</b>
<b>Total placements financiers</b>			<b>28 270 842</b>	<b>3 265 046</b>	<b>31 535 888</b>	
<b>%</b>			<b>24,7%</b>	<b>35,1%</b>	<b>25,8%</b>	

Les principaux mouvements constatés au 30 juin 2017 traduisent un allègement de l'exposition du groupe Macif vis à vis des titres d'emprunt d'État italiens et espagnols.

	Valeur au bilan 31 déc. 2016	Acquisitions	Cessions*	Rembours.	Amort. surcote/décote	Variation de juste valeur	Valeur au bilan 30 juin 2017
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Italie	337 053	-	-33 684	-	2 192	-6 883	298 678
Portugal	151 252	-	-	-	410	-1 905	149 757
Espagne	128 332	19 845	-35 502	-	4 788	-1 114	116 349
Irlande	344 434	-	-	-	1 157	-10 743	334 848
<b>Total</b>	<b>961 071</b>	<b>19 845</b>	<b>-69 186</b>	<b>-</b>	<b>8 547</b>	<b>-20 645</b>	<b>899 632</b>
Placements financiers	31 535 888	-	-	-	-	-	34 789 258
<b>%</b>	<b>3,0%</b>						<b>2,6%</b>

\* Nettes de surcote/décote

Pour les pays périphériques, les emprunts d'État en portefeuille arriveront à échéance comme suit :

	30 juin 2017			
	Échéances 2017 - 2018	Échéances 2019 - 2020	Autres	Total
<i>(en milliers d'euros et %)</i>				
Grèce	-	-	-	-
Italie	107 171	5 559	185 948	298 678
Portugal	82 688	67 069	-	149 757
Espagne	31 655	-	84 694	116 349
Irlande	47 866	286 982	-	334 848
<b>Total</b>	<b>269 380</b>	<b>359 610</b>	<b>270 642</b>	<b>899 632</b>
<b>En %</b>	<b>29,9%</b>	<b>40,0%</b>	<b>30,1%</b>	<b>100,0%</b>

	31 déc. 2016			
	Échéances 2017 - 2018	Échéances 2019 - 2020	Autres	Total
<i>(en milliers d'euros et %)</i>				
Grèce	-	-	-	-
Italie	141 128	5 670	190 256	337 053
Portugal	84 455	66 797	-	151 252
Espagne	63 246	-	65 086	128 332
Irlande	49 102	295 332	-	344 434
<b>Total</b>	<b>337 931</b>	<b>367 799</b>	<b>255 342</b>	<b>961 071</b>
<b>En %</b>	<b>35,2%</b>	<b>38,3%</b>	<b>26,6%</b>	<b>100,0%</b>

### Variation des dépréciations des placements financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
Ouverture	163 771	138 382
Dépréciations	2 099	37 918
Reprises suite à cessions ou remboursements	-16 502	-6 625
Reprises suite à revalorisations	-	-5 903
Variations de périmètre	-	-
Autres mouvements	2 803	-
<b>Clôture</b>	<b>152 171</b>	<b>163 771</b>

### Dépréciations par nature de placements financiers au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017				
	Actions	Obligations	OPC	Prêts	Total
Ouverture	45 425	6 361	107 752	4 233	163 771
Dépréciations	1 892	207	-	-	2 099
Reprises de dépréciations	-1 359	-	-15 143	-	-16 502
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	2 803	2 803
<b>Clôture</b>	<b>45 958</b>	<b>6 568</b>	<b>92 609</b>	<b>7 036</b>	<b>152 171</b>

### Dépréciations par nature de placements financiers au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2016				
	Actions	Obligations	OPC	Prêts	Total
Ouverture	38 265	7 929	87 012	5 176	138 382
Dépréciations	8 482	159	29 270	7	37 918
Reprises de dépréciations	-1 224	-1 727	-8 576	-1 001	-12 528
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-97	-	46	51	-
<b>Clôture</b>	<b>45 425</b>	<b>6 361</b>	<b>107 752</b>	<b>4 233</b>	<b>163 771</b>

## NOTE 3 PLACEMENTS FINANCIERS EN UNITÉS DE COMPTE

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
Actions	-	-
Obligations	-	-
Parts d'OPC	325 043	208 087
Autres	-	-
<b>Total</b>	<b>325 043</b>	<b>208 087</b>

Les placements financiers en unités de compte sont valorisés à la juste valeur par résultat.

## NOTE 4 EMPLOIS DES ACTIVITÉS DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS

### Synthèse

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 déc. 2016
<b>Emplois des activités du secteur bancaire</b>		
Actifs évalués à la juste valeur	-	-
Actifs évalués au coût amorti	-	-
<b>Sous-total</b>	-	-
<b>Placements des autres activités</b>		
Actifs évalués à la juste valeur	36 112	60 234
Actifs évalués au coût amorti	16 000	209 417
<b>Sous-total</b>	<b>52 112</b>	<b>269 651</b>
<b>Total</b>	<b>52 112</b>	<b>269 651</b>

Le périmètre de consolidation du groupe Macif ne comporte pas de société ayant une activité bancaire et dans laquelle le Groupe exerce un contrôle exclusif.

La forte réduction observée au 30 juin 2017 traduit l'impact du reclassement dans la rubrique « Placements des

entreprises d'assurance » des entités immobilières de placement hors secteur Finance/Épargne (cf. 2.1.6.6 Comparabilité des comptes).

### Placements des autres activités par catégorie au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)	30 juin 2017				
	Coût amorti brut	Correction de valeur	Coût amorti net	Réévaluat°	Valeur au bilan
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	14 255	-394	13 849	-3 209	10 640
Obligations	1 075	-361	714	-381	333
OPC	25 528	-389	25 139	-	25 139
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>40 858</b>	<b>-1 144</b>	<b>39 702</b>	<b>-3 590</b>	<b>36 112</b>
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (Trading)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Prêts</b>	<b>16 000</b>	<b>-</b>	<b>16 000</b>	<b>-</b>	<b>16 000</b>
<b>Immeubles de placement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>56 858</b>	<b>-1 144</b>	<b>55 702</b>	<b>-3 590</b>	<b>52 112</b>
Actions	14 255	-394	13 849	-3 209	10 640
Obligations	1 075	-361	714	-381	333
OPC	25 528	-389	25 139	-	25 139
Autres	-	-	-	-	-
Prêts	16 000	-	16 000	-	16 000
Immeubles de placement	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>56 858</b>	<b>-1 144</b>	<b>55 702</b>	<b>-3 590</b>	<b>52 112</b>

## Placements des autres activités par catégorie au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	31 déc. 2016				
	Coût amorti brut	Correction de valeur	Coût amorti net	Réévaluat°	Valeur au bilan
<b>Actifs disponibles à la vente (AFS)</b>					
Actions	42 269	-17 246	25 023	-2 556	22 467
Obligations	22 257	-938	21 319	96	21 415
OPC	16 202	-418	15 784	568	16 352
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>80 728</b>	<b>-18 602</b>	<b>62 126</b>	<b>-1 892</b>	<b>60 234</b>
<b>Actifs détenus à des fins de transaction (Trading)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)</b>					
Actions	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Prêts</b>	<b>58 028</b>	<b>-2 849</b>	<b>55 179</b>	<b>-</b>	<b>55 179</b>
<b>Immeubles de placement</b>	<b>224 293</b>	<b>-70 055</b>	<b>154 238</b>	<b>-</b>	<b>154 238</b>
<b>Total</b>	<b>363 049</b>	<b>-91 506</b>	<b>271 543</b>	<b>-1 892</b>	<b>269 651</b>
Actions	42 269	-17 246	25 023	-2 556	22 467
Obligations	22 257	-938	21 319	96	21 415
OPC	16 202	-418	15 784	568	16 352
Autres	-	-	-	-	-
Prêts	58 028	-2 849	55 179	-	55 179
Immeubles de placement	224 293	-70 055	154 238	-	154 238
<b>Total</b>	<b>363 049</b>	<b>-91 506</b>	<b>271 543</b>	<b>-1 892</b>	<b>269 651</b>

## Placements immobiliers des autres activités – Synthèse

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 déc. 2016
Valeur brute	-	224 293
Amortissements et dépréciations	-	-70 055
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>-</b>	<b>154 238</b>
Valeur de marché	-	386 759
<b>Plus-values latentes</b>	<b>-</b>	<b>232 521</b>

## Placements immobiliers des autres activités – Mouvements sur l'exercice

(en milliers d'euros)	30 juin 2017			31 déc. 2016		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Ouverture	224 293	-70 055	154 238	223 391	-61 949	161 442
Augmentation	-	-1 120	-1 120	2 455	-7 887	-5 432
Diminution	-997	-	-997	-122	6	-116
Varitions de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-223 296	71 175	-152 121	-1 431	-225	-1 656
<b>Clôture</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>224 293</b>	<b>-70 055</b>	<b>154 238</b>

## Dépréciations des placements immobiliers et financiers des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017			31 déc. 2016		
	Placements immobiliers	Placements financiers	Total	Placements immobiliers	Placements financiers	Total
Ouverture	-70 055	-21 451	-91 506	-61 949	-16 416	-78 365
Dotations aux amortissements	-1 120	-	-1 120	-7 880	-	-7 880
Dépréciations	-	-416	-416	-7	-6 397	-6 404
Reprises suite à cessions ou remboursements	-	9 004	9 004	-	1 159	1 159
Reprises suite à revalorisations	-	-	-	6	183	189
Autres mouvements	71 175	11 719	82 894	-225	20	-205
<b>Clôture</b>	<b>-</b>	<b>-1 144</b>	<b>-1 144</b>	<b>-70 055</b>	<b>-21 451</b>	<b>-91 506</b>

## NOTE 5 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

### Mouvements au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	01 janv. 2017	Dividendes	Variations de périmètre	Variation de la réserve de réévaluation	Autres mouvements	Quote part de résultat	30 juin 2017
Groupe IMA	41 145	-	-	66	-30	1 429	42 610
BPCE Assurances	168 766	-4 866	-	-1 410	-1	9 887	172 376
SCI Galvani	7 565	-773	46	-	2	414	7 253
Socram Banque	76 103	-1 534	-	-	124	1 344	76 037
Axe France	44 836	-1 296	-	-	-	666	44 205
IME	53 585	-1 602	-	55	1	-3	52 035
<b>Total</b>	<b>392 000</b>	<b>-10 072</b>	<b>46</b>	<b>-1 289</b>	<b>96</b>	<b>13 735</b>	<b>394 517</b>

### Mouvements au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	01 janv. 2016	Dividendes	Variations de périmètre	Variation de la réserve de réévaluation	Autres mouvements	Quote part de résultat	31 déc. 2016
Groupe IMA	37 432	-	-	9	-1	3 706	41 145
BPCE Assurances	155 958	-4 764	-	2 949	-	14 624	168 766
SCI Galvani	7 534	-737	-	-	-	769	7 565
Socram Banque	73 185	-1 534	-	-	212	4 240	76 103
Axe France	43 749	-1 445	268	-	-	2 263	44 836
IME	52 792	-1 602	-	-198	62	2 532	53 585
<b>Total</b>	<b>370 649</b>	<b>-10 082</b>	<b>268</b>	<b>2 760</b>	<b>273</b>	<b>28 132</b>	<b>392 000</b>

**NOTE 6** PART DES CESSIONNAIRES ET RÉTROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS

**Détail par contrat et par secteur d'activité au 30 juin 2017**

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017				Total
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
Provisions d'assurance vie	-	-	-	-	-
Provisions pour cotisations non acquises	63 844	-	-	-	63 844
Provisions pour sinistres à payer	486 345	1 895	33 148	-	521 388
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	36 309	-	36 309
<b>Contrats d'assurance</b>	<b>550 189</b>	<b>1 895</b>	<b>69 457</b>	<b>-</b>	<b>621 541</b>
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Contrats financiers avec participation discrétionnaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Contrats financiers sans participation discrétionnaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Contrats en UC	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>550 189</b>	<b>1 895</b>	<b>69 457</b>	<b>-</b>	<b>621 541</b>

**Détail par contrat et par secteur d'activité au 31 décembre 2016**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2016				Total
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
Provisions d'assurance vie	-	-	-	-	-
Provisions pour cotisations non acquises	1 977	-	-	-	1 977
Provisions pour sinistres à payer	517 154	460	32 221	-	549 835
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	36 438	-	36 438
<b>Contrats d'assurance</b>	<b>519 131</b>	<b>460</b>	<b>68 659</b>	<b>-</b>	<b>588 250</b>
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Contrats financiers avec participation discrétionnaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Provisions techniques vie	-	-	-	-	-
Provisions pour sinistres à payer	-	-	-	-	-
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
<b>Contrats financiers sans participation discrétionnaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Contrats en UC	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>519 131</b>	<b>460</b>	<b>68 659</b>	<b>-</b>	<b>588 250</b>

**Mouvements sur l'exercice**

	Contrats d'assurance	Contrats financiers		Contrats en UC	Total
		Avec part. discrét.	Sans part. discrét.		
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Ouverture	588 250	-	-	-	588 250
Augmentation	622 419	-	-	-	622 419
Diminution	-589 128	-	-	-	-589 128
Autres mouvements	-	-	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>621 541</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>621 541</b>

**NOTE 7 IMMEUBLES D'EXPLOITATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES****Répartition par nature**

	Brut	30 juin 2017		Brut	31 déc. 2016	
		Dépréciation	Net		Dépréciation	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Biens pris en crédit-bail	-	-	-	-	-	-
Immeubles d'exploitation	433 377	-162 486	270 891	432 896	-159 110	273 786
Autres immobilisations corporelles	246 447	-166 689	79 758	241 893	-161 347	80 546
<b>Total</b>	<b>679 824</b>	<b>-329 175</b>	<b>350 649</b>	<b>674 789</b>	<b>-320 457</b>	<b>354 332</b>

**Répartition par secteur d'activité au 30 juin 2017**

	30 juin 2017				Total
	Dommages	Finance/Épargne	Santé/Prévoyance	Gestion d'actifs	
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Biens pris en crédit-bail	-	-	-	-	-
Immeubles d'exploitation	267 530	2 826	535	-	270 891
Autres immobilisations corporelles	71 076	589	7 094	999	79 758
<b>Total</b>	<b>338 606</b>	<b>3 415</b>	<b>7 629</b>	<b>999</b>	<b>350 649</b>

**Répartition par secteur d'activité au 31 décembre 2016**

	31 déc. 2016				Total
	Dommages	Finance/Épargne	Santé/Prévoyance	Gestion d'actifs	
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Biens pris en crédit-bail	-	-	-	-	-
Immeubles d'exploitation	273 225	-	561	-	273 786
Autres immobilisations corporelles	71 910	643	7 088	905	80 546
<b>Total</b>	<b>345 135</b>	<b>643</b>	<b>7 649</b>	<b>905</b>	<b>354 332</b>

**NOTE 8 FRAIS D'ACQUISITION REPORTÉS****Répartition par secteur d'activité**

	Brut	30 juin 2017		Brut	31 déc. 2016	
		Dépréciation	Net		Dépréciation	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Dommages	43 401	-	43 401	42 435	-	42 435
Finance/Épargne	46 148	-	46 148	42 459	-	42 459
Santé/Prévoyance	279	-	279	558	-	558
Gestion d'actifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>89 828</b>	<b>-</b>	<b>89 828</b>	<b>85 452</b>	<b>-</b>	<b>85 452</b>



## Mouvements sur l'exercice

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017				31 déc. 2016			
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Ouverture	42 435	42 459	558	85 452	86 500	37 782	1 107	125 389
Dotations de l'exercice	43 401	11 136	279	54 816	42 435	19 308	558	62 301
Amortissements de l'exercice	-42 435	-7 447	-558	-50 440	-86 500	-14 631	-1 107	-102 238
Pertes de valeurs constatées	-	-	-	-	-	-	-	-
Reprises de pertes de valeurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>43 401</b>	<b>46 148</b>	<b>279</b>	<b>89 828</b>	<b>42 435</b>	<b>42 459</b>	<b>558</b>	<b>85 452</b>

## NOTE 9 IMPÔTS DIFFÉRÉS (ACTIF ET PASSIF)

### Détail des impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés sont constatés entité par entité, ou compensés lorsqu'il existe un périmètre d'intégration fiscale.

Les variations constatées sur la période résultent principalement des variations de la mise en juste valeur des placements financiers et de la participation aux bénéfices différée correspondante.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
Provision d'égalisation	-419	-
Mise en juste valeur des placements	-16 249	103
Frais d'acquisition reportés	-81	-
Participation aux bénéfices différée	-	-
Déficits ordinaires	-	-
Autres	17 788	660
<b>Impôts différés actif</b>	<b>1 039</b>	<b>763</b>
Provision d'égalisation	10 193	10 267
Mise en juste valeur des placements	710 790	775 903
Frais d'acquisition reportés	21 731	20 742
Participation aux bénéfices différée	-459 754	-512 575
Déficits ordinaires	-	-
Autres	-25 136	-35 374
<b>Impôts différés passif</b>	<b>257 824</b>	<b>258 963</b>

### Modalités de constatation des impôts différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017			31 déc. 2016		
	Impôts différés actif (IDA)	Impôts différés passif (IDP)	Impôts différés nets	Impôts différés actif (IDA)	Impôts différés passif (IDP)	Impôts différés nets
Imputation sur le compte de résultat	1 342	10 577	-9 235	354	-11 077	11 431
Imputation sur la réserve de réévaluation	-19 476	245 281	-264 757	-	277 321	-277 321
Imputation sur les autres réserves	19 173	1 966	17 207	409	-7 281	7 690
<b>Total</b>	<b>1 039</b>	<b>257 824</b>	<b>-256 785</b>	<b>763</b>	<b>258 963</b>	<b>-258 200</b>

## NOTE 10 ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À LA VENTE

	30 juin 2017			31 déc. 2016				
	Saint Germain en Laye	Étampes	Total	Niort	Poitiers	Le Mans	Choisy Le Roy	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Immobilier de placement (net des dépréciations)	303	276	579	2 114	184	159	1 347	3 804
Autres créances	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs destinés à la vente</b>	<b>303</b>	<b>276</b>	<b>579</b>	<b>2 114</b>	<b>184</b>	<b>159</b>	<b>1 347</b>	<b>3 804</b>
Autres dettes de financement	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Passifs des activités destinées à être cédées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## NOTE 11 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

### Détail par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
Disponibilités et soldes bancaires	1 066 852	1 098 809
Titres de transaction à moins de trois mois	962 858	60 455
OPC monétaires	-	168
<b>Total</b>	<b>2 029 710</b>	<b>1 159 432</b>

### Détail par valorisation au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017					Total
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	
Disponibilités et soldes bancaires	-	-	-	-	1 066 852	1 066 852
Titres de transaction à moins de trois mois	-	962 858	-	-	-	962 858
OPC monétaires	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>962 858</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 066 852</b>	<b>2 029 710</b>

### Détail par valorisation au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc 2016					Total
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	
Disponibilités et soldes bancaires	-	-	-	-	1 098 809	1 098 809
Titres de transaction à moins de trois mois	-	60 455	-	-	-	60 455
OPC monétaires	-	-	168	-	-	168
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>60 455</b>	<b>168</b>	<b>-</b>	<b>1 098 809</b>	<b>1 159 432</b>

**NOTE 12** CAPITAUX PROPRES

**Mouvements sur l'exercice**

(en milliers d'euros)	Capital social ou fonds équivalents	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Autres éléments du résultat global	Résultats cumulés	Résultat net	Total des capitaux propres Groupe
<b>Situation à la clôture 31 déc. 2015</b>	<b>252 071</b>	<b>567 508</b>	<b>1 382 679</b>	<b>-10 820</b>	<b>723 771</b>	<b>201 392</b>	<b>3 116 600</b>
Droits d'adhésion	4 698	-	-	-	-	-	4 698
Variations de périmètre	1 128	582	299	-	-	-	2 009
Affectation du résultat N-1	-	-	201 392	-	-	-201 392	-
Écarts actuariels sur passifs sociaux	-	-	-	-4 749	-	-	-4 749
Autres variations	-	138 952	3 470	463	-	-	142 885
Résultat net	-	-	-	-	-	185 666	185 666
Reclassement	-	-	721 442	-	-721 442	-	-
<b>Situation à la clôture 31 déc. 2016</b>	<b>257 897</b>	<b>707 042</b>	<b>2 309 283</b>	<b>-15 107</b>	<b>2 329</b>	<b>185 666</b>	<b>3 447 109</b>
Droits d'adhésion	2 583	-	-	-	-	-	2 583
Variations de périmètre	-	-	-3 610	-	-	-	-3 610
Affectation du résultat N-1	-	-	178 264	-	7 402	-185 666	-
Écarts actuariels sur passifs sociaux	-	-	-	5 861	-	-	5 861
Autres variations	-	-44 707	-2 318	-1 698	-	-	-48 724
Résultat net	-	-	-	-	-	165 209	165 209
Reclassement	-	-	-	-	-	-	-
<b>Situation à la clôture 30 juin 2017</b>	<b>260 480</b>	<b>662 334</b>	<b>2 481 619</b>	<b>-10 944</b>	<b>9 731</b>	<b>165 209</b>	<b>3 568 428</b>

Les provisions d'égalisation destinées à couvrir les fluctuations de sinistralité sur le long terme sont éliminées en application d'IFRS 4. Au 30 juin 2017, elles s'élèvent à 37 millions d'euros à l'identique du 31 décembre 2016. Après prise en compte de l'impôt différé, l'impact net de l'annulation des provisions d'égalisation ressort à 26 millions d'euros.

La colonne « Autres éléments du résultat global » traduit les impacts de l'application de la norme IAS 19 révisée : prise

en compte des écarts actuariels sur passifs sociaux, et des impôts différés correspondants (+4 millions d'euros).

Au 31 décembre 2016, la ligne « Reclassement » correspond à l'affectation en autres réserves des résultats cumulés constatés dans les comptes sociaux des sociétés consolidées par intégration globale.

**Détail du capital social ou fonds équivalents**

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 déc. 2016
Macif	246 893	244 310
Macif Sgam	1 128	1 128
Macif-Mutualité	7 000	7 000
Apivia Mutuelle	381	381
MNFCT	229	229
MPIBM	3 049	3 049
MNPAF	1 800	1 800
<b>Total</b>	<b>260 480</b>	<b>257 897</b>

### Impact de la mise en juste valeur des placements sur les fonds propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017		
	Résultat net	Réserve de réévaluation	Total
Mise en juste valeur des placements	78 042	-248 919	-170 877
Participation aux bénéfices différée	-48 480	192 773	144 293
Impôts différés	-8 549	12 564	4 014
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-36	-1 289	-1 325
Variations de périmètre	-	-	-
Autres variations	-	-	-
<b>Part du Groupe</b>	<b>20 954</b>	<b>-44 707</b>	<b>-23 752</b>
Intérêts minoritaires	23	-165	-143
<b>Total</b>	<b>20 977</b>	<b>-44 872</b>	<b>-23 895</b>

### Détail de la réserve de réévaluation Groupe

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
Ouverture	707 042	567 508
Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées	-85 148	62 691
Réévaluation à la juste valeur par les réserves	40 442	105 677
Impact des variations de périmètre et autres variations	-	-28 835
Autres variations	-	-
<b>Clôture</b>	<b>662 334</b>	<b>707 042</b>

### Contribution des entités consolidées sans lien capitalistique

Plusieurs entités présentes au sein du périmètre de consolidation sont des mutuelles relevant du Code de la mutualité. En l'absence de lien en capital, elles entretiennent avec la Macif des relations économiques étroites fondées :

- Soit sur un accord prévoyant une direction commune ou des services communs pour engendrer un

comportement commercial, technique ou financier commun ;

- Soit des liens de réassurance importants et durables en vertu de dispositions contractuelles, statutaires ou réglementaires.

La contribution de ces entités aux fonds propres du groupe Macif est détaillée ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
Macif-Mutualité	407 600	393 330
Apivia Mutuelle	127 922	123 503
MNFCT	12 960	13 043
MPIBM	44 890	44 033
MNPAF	84 285	83 839
<b>Total</b>	<b>677 657</b>	<b>657 748</b>

### Intérêts minoritaires – Analyse des mouvements

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
Ouverture	74 771	78 152
Variations de périmètre	-2 105	-5 298
Variation de la réserve de réévaluation	-165	207
Dividendes	-785	-895
Variations des autres réserves	-2 672	539
Résultat net	2 107	2 066
<b>Clôture</b>	<b>71 150</b>	<b>74 771</b>

### Intérêts minoritaires – Détail par société

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017			31 déc. 2016		
	Réserves	Résultat	Total	Réserves	Résultat	Total
Foncière de Lutèce	3 703	21	3 724	4 679	-31	4 648
Mutavie	13 595	289	13 884	13 164	588	13 752
Sécurimut	2 211	418	2 629	2 083	989	3 072
OFI AM	3 367	1 137	4 504	8 729	586	9 315
OFI Holding	46 495	234	46 729	44 134	-122	44 012
Autres sociétés	-326	8	-318	-84	56	-28
<b>Total</b>	<b>69 045</b>	<b>2 107</b>	<b>71 150</b>	<b>72 705</b>	<b>2 066</b>	<b>74 771</b>

## NOTE 13 DETTES DE FINANCEMENT

### Répartition par secteur d'activité au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
Titres subordonnés à durée indéterminée	203 735	-	-	-	203 735
Titres subordonnés remboursables	406 871	-	-	-	406 871
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>610 606</b>	-	-	-	<b>610 606</b>
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-	-
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>	-	-	-	-	-
<b>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>79 912</b>	-	<b>14 766</b>	<b>14 093</b>	<b>108 771</b>
<b>Autres dettes de financement</b>	<b>961 259</b>	<b>2 710 943</b>	<b>669</b>	-	<b>3 672 871</b>
<b>Total</b>	<b>1 651 777</b>	<b>2 710 943</b>	<b>15 435</b>	<b>14 093</b>	<b>4 392 248</b>

Au 30 juin 2017, les « Autres dettes de financement » regroupent les mises en pension pour un montant de 3 664 millions d'euros.

## Répartition par secteur d'activité au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2016				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
Titres subordonnés à durée indéterminée	201 326	-	-	-	201 326
Titres subordonnés remboursables	418 074	-	-	-	418 074
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>619 400</b>	-	-	-	<b>619 400</b>
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-	-
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>	-	-	-	-	-
<b>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>95 852</b>	-	<b>14 356</b>	<b>135</b>	<b>110 343</b>
<b>Autres dettes de financement</b>	<b>4 646</b>	<b>3 135</b>	<b>1 130</b>	-	<b>8 911</b>
<b>Total</b>	<b>719 898</b>	<b>3 135</b>	<b>15 486</b>	<b>135</b>	<b>738 654</b>

## Répartition par échéance au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017			Total
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	
Titres subordonnés à durée indéterminée	3 812	-	199 923	203 735
Titres subordonnés remboursables	6 871	-	400 000	406 871
Emprunts subordonnés	-	-	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>10 683</b>	-	<b>599 923</b>	<b>610 606</b>
Titres de créances négociables	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>	-	-	-	-
<b>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>83 872</b>	<b>18 759</b>	<b>6 140</b>	<b>108 771</b>
<b>Autres dettes de financement</b>	<b>3 672 871</b>	-	-	<b>3 672 871</b>
<b>Total</b>	<b>3 767 426</b>	<b>18 759</b>	<b>606 063</b>	<b>4 392 248</b>

La part des dettes subordonnées à moins d'un an est représentative des intérêts courus et non échus.

## Répartition par échéance au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2016			Total
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	
Titres subordonnés à durée indéterminée	1 403	-	199 923	201 326
Titres subordonnés remboursables	18 074	-	400 000	418 074
Emprunts subordonnés	-	-	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>19 477</b>	-	<b>599 923</b>	<b>619 400</b>
Titres de créances négociables	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>	-	-	-	-
<b>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>97 978</b>	<b>6 169</b>	<b>6 196</b>	<b>110 343</b>
<b>Autres dettes de financement</b>	<b>8 911</b>	-	-	<b>8 911</b>
<b>Total</b>	<b>126 366</b>	<b>6 169</b>	<b>606 119</b>	<b>738 654</b>

### Mouvements de l'exercice au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)	Ouverture	Émission	Variation de périmètre	Amort.	Autres variations	Clôture
Titres subordonnés à durée indéterminée	201 326	-	-	-	2 409	203 735
Titres subordonnés remboursables	418 074	-	-	-	-11 203	406 871
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>619 400</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-8 794</b>	<b>610 606</b>
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
<b>Dettes de financement représentées par des titres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>110 343</b>	<b>15 569</b>	<b>-</b>	<b>-17 214</b>	<b>73</b>	<b>108 771</b>
<b>Autres dettes de financement</b>	<b>8 911</b>	<b>3 664 496</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-536</b>	<b>3 672 871</b>
<b>Total</b>	<b>738 654</b>	<b>3 680 065</b>	<b>-</b>	<b>-17 214</b>	<b>-9 257</b>	<b>4 392 248</b>

Au 30 juin 2017, la colonne « Émission » traduit principalement l'impact des mises en pension.

La colonne « Autres variations » enregistre les mouvements liés aux intérêts courus et non échus.

### Juste valeur de la dette de financement

(en milliers d'euros)	30 juin 2017			31 déc. 2016		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Écart	Valeur au bilan	Juste valeur	Écart
Dettes subordonnées	610 606	637 761	27 155	619 400	676 974	57 574
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	108 771	108 771	-	110 343	110 343	-
Autres dettes de financement	3 672 871	3 672 871	-	8 911	8 911	-
<b>Total</b>	<b>4 392 248</b>	<b>4 419 403</b>	<b>27 155</b>	<b>738 654</b>	<b>796 228</b>	<b>57 574</b>

Les dettes de financement sont comptabilisées au coût amorti. Toutefois, en application d'IFRS 7, il est indiqué en annexe la juste valeur de ces passifs.

Au 30 juin 2017, elle s'élève à 4 419 millions d'euros, soit un écart de 27 millions d'euros par rapport à la valeur au bilan.

### Juste valeur des instruments dérivés passif adossés à la dette de financement

(en milliers d'euros)	30 juin 2017			31 déc. 2016		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Écart	Valeur au bilan	Juste valeur	Écart
<b>Instruments dérivés passif sur :</b>						
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement représentées par des titres	-	-	-	-	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	875	875	-	875	875	-
Autres dettes de financement	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>875</b>	<b>875</b>	<b>-</b>	<b>875</b>	<b>875</b>	<b>-</b>

### Juste valeur des instruments dérivés actif adossés à la dette de financement

Aucun instrument dérivé actif ne figure au bilan au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016.



## Informations relatives aux dettes de financement au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)	Macif			Mutavie	SNC Paranjou	Siem	Autres	Total
<b>Nature</b>	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné remboursable	Titre subordonné remboursable		Emprunt relatif au crédit-bail	Emprunt bancaire	
<b>Date d'émission</b>	20 avr. 2005	06 oct. 2014	08 mars 2013 et 26 juin 2013	24 déc. 2009		11 nov. 2014	09 juil. 2012	
<b>Durée</b>	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 20 juil. 2015	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 06 oct. 2024	10 ans	5 ans, prorogé 5 ans		12 ans	5 ans	
<b>Devise</b>	Euro	Euro	Euro	Euro		Euro	Euro	
<b>Montant</b>	75 523	124 400	400 000 (avant intragroupe)	150 000 (avant intragroupe)		56 422	46 000 (autorisation jusqu'à 90 000)	
<b>Nombre de titres</b>	75 523	1 244	4 000	150 000				
<b>Nominal</b>	1	100	100	1				
<b>Taux nominal</b>	Taux fixe de 4,625% jusqu'au 20 juil. 2015 puis Euribor 3 mois + 200 pb	Taux fixe de 3,916% jusqu'au 06 oct. 2025 puis Euribor 3 mois + 380 pb	5,50%	3,92%		4,35%	Euribor 3 mois +1,5%	
<b>Prix de remboursement</b>	Nominal	Nominal	Nominal	Nominal				
<b>Frais d'émission</b>	1 709	578	1 091	Néant		Néant	Néant	
<b>Amortissement</b>			Remboursement au pair le 08 mars 2023	Remboursement au pair le 24 déc. 2019	Remboursement semestriel par amortissement progressif		Remboursement <i>in fine</i> le 09 juil. 2017	
<b>Dérivés associés</b>							1 <i>swap</i> emprunteur taux fixe de 63 000 K€ (fin juil. 2017)	
<b>Valeur au bilan</b>	<b>75 772</b>	<b>127 963</b>	<b>406 871</b>	<b>-</b>	<b>46 560</b>	<b>46 000</b>	<b>3 689 082</b>	<b>4 392 248</b>

La colonne « Autres » comprend les mises en pension pour un montant de 3 664 millions d'euros ainsi que les emprunts

souscrits auprès des entreprises du secteur bancaire non détaillés dans les colonnes précédentes.

## Informations relatives aux dettes de financement au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	Macif			Mutavie	SNC Paranjou	Siem	Autres	Total
<b>Nature</b>	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné remboursable	Titre subordonné remboursable	Emprunt relatif au crédit-bail	Emprunt bancaire		
<b>Date d'émission</b>	20 avr. 2005	06 oct. 2014	08 mars 2013 et 26 juin 2013	24 déc. 2009	11 nov. 2014	09 juil. 2012		
<b>Durée</b>	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 20 juil. 2015	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 06 oct. 2024	10 ans	5 ans, prorogé 5 ans	12 ans	5 ans		
<b>Devise</b>	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro	Euro		
<b>Montant</b>	75 523	124 400	400 000 (avant intragroupe)	150 000 (avant intragroupe)	56 422	46 000 (autorisation jusqu'à 90 000)		
<b>Nombre de titres</b>	75 523	1 244	4 000	150 000				
<b>Nominal</b>	1	100	100	1				
<b>Taux nominal</b>	Taux fixe de 4,625 % jusqu'au 20 juil. 2015 puis Euribor 3 mois + 200 pb	Taux fixe de 3,916 % jusqu'au 06 oct. 2025 puis Euribor 3 mois + 380 pb	5,50 %	3,92 %	4,35 %	Euribor 3 mois +1,5 %		
<b>Prix de remboursement</b>	Nominal	Nominal	Nominal	Nominal				
<b>Frais d'émission</b>	1 709	578	1 091	Néant		Néant		
<b>Amortissement</b>			Remboursement au pair le 08 mars 2023	Remboursement au pair le 24 déc. 2019	Remboursement semestriel par amortissement progressif	Remboursement <i>in fine</i> le 09 juil. 2017		
<b>Dérivés associés</b>						1 swap emprunteur taux fixe de 63 000 K€ (fin juil. 2017)		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>75 778</b>	<b>125 548</b>	<b>418 074</b>	<b>-</b>	<b>48 520</b>	<b>46 000</b>	<b>24 734</b>	<b>738 654</b>

## NOTE 14 PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE

### Répartition par nature et par secteur d'activité au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)	30 juin 2017				
	Domages	Finance/Épargne	Santé/Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
Provisions d'assurance vie	-	20 200 063	279 785	-	20 479 848
Provisions pour cotisations non acquises	2 358 737	-	171 747	-	2 530 484
Provisions pour sinistres à payer	4 674 066	121 485	198 267	-	4 993 818
Provisions pour participation aux bénéfices	2 466	932 414	48 351	-	983 231
Autres provisions techniques	1 527 445	2	181 634	-	1 709 081
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance</b>	<b>8 562 714</b>	<b>21 253 964</b>	<b>879 784</b>	<b>-</b>	<b>30 696 462</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC</b>	<b>-</b>	<b>325 043</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>325 043</b>
<b>Total</b>	<b>8 562 714</b>	<b>21 579 007</b>	<b>879 784</b>	<b>-</b>	<b>31 021 505</b>

## Répartition par nature et par secteur d'activité au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	31 déc. 2016				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
Provisions d'assurance vie	-	20 248 002	229 259	-	20 477 261
Provisions pour cotisations non acquises	784 646	-	6 867	-	791 513
Provisions pour sinistres à payer	4 635 272	117 149	198 999	-	4 951 420
Provisions pour participation aux bénéfices	1 993	696 401	48 187	-	746 581
Autres provisions techniques	1 501 102	284	181 607	-	1 682 993
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance</b>	<b>6 923 013</b>	<b>21 061 836</b>	<b>664 919</b>	<b>-</b>	<b>28 649 768</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC</b>	<b>-</b>	<b>208 087</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>208 087</b>
<b>Total</b>	<b>6 923 013</b>	<b>21 269 923</b>	<b>664 919</b>	<b>-</b>	<b>28 857 855</b>

## Répartition par catégorie

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 déc. 2016
Vie - contrats collectifs	61 167	58 820
Vie - contrats individuels	21 179 156	20 989 053
Décès - contrats collectifs	306 945	258 291
Décès - contrats individuels	18 161	17 921
Automobile	5 598 395	4 631 120
Responsabilité civile	6 683	7 779
Dommages aux biens	1 381 011	938 039
Dommages corporels	1 670 832	1 405 686
Autres	474 112	343 059
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance</b>	<b>30 696 462</b>	<b>28 649 768</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC</b>	<b>325 043</b>	<b>208 087</b>
<b>Total</b>	<b>31 021 505</b>	<b>28 857 855</b>

## Répartition des passifs techniques nets de réassurance

(en milliers d'euros)	30 juin 2017			31 déc. 2016		
	Brut	Réass.	Net	Brut	Réass.	Net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	30 696 462	621 541	30 074 921	28 649 768	588 250	28 061 518
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC	325 043	-	325 043	208 087	-	208 087
<b>Total</b>	<b>31 021 505</b>	<b>621 541</b>	<b>30 399 964</b>	<b>28 857 855</b>	<b>588 250</b>	<b>28 269 605</b>

## Mouvements sur l'exercice (hors UC)

(en milliers d'euros)	Provisions assurance vie	Provisions cotisations non acquises	Provisions pour sinistres à payer	Provisions participation aux bénéfices	Autres	Total
	Ouverture	20 477 261	791 513	4 951 420	746 581	1 682 993
Charges des provisions d'assurance	-74 958	1 738 979	42 445	-2 199	25 433	1 729 700
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Intérêts techniques et participation aux résultats	40 853	-	-	274 613	938	316 404
Utilisation de la provision pour participation aux bénéfices	36 692	-	-	-35 789	-	903
Autres mouvements	-	-8	-47	25	-283	-313
<b>Clôture</b>	<b>20 479 848</b>	<b>2 530 484</b>	<b>4 993 818</b>	<b>983 231</b>	<b>1 709 081</b>	<b>30 696 462</b>

## NOTE 15 PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFÉRÉE

### Détail de la participation aux bénéfices différée

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 déc. 2016
Participation aux bénéfices différée active	-	-
Participation aux bénéfices différée passive	1 765 504	1 899 896

### Répartition par nature et par secteur d'activité au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)	Participation aux bénéfices différée		
	Active	Passive	Nette
Ouverture	-	1 899 896	-1 899 896
Variation des plus ou moins-values latentes liées aux évolutions du marché	-	-105 544	105 544
Variation des dépréciations	-	7 521	-7 521
Réalisation des plus ou moins-values latentes présentes à l'ouverture	-	-40 713	40 713
Changement des hypothèses de calcul	-	-	-
Autres variations*	-	4 344	-4 344
<b>Clôture</b>	<b>-</b>	<b>1 765 504</b>	<b>-1 765 504</b>

\* Les autres variations correspondent aux variations des surcotes/décotes et aux annulations des opérations de vendus/achetés

### Répartition par nature et par secteur d'activité au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	Participation aux bénéfices différée		
	Active	Passive	Nette
Ouverture	-	1 689 978	-1 689 978
Variation des plus ou moins-values latentes liées aux évolutions du marché	-	282 293	-282 293
Variation des dépréciations	-	3 805	-3 805
Réalisation des plus ou moins-values latentes présentes à l'ouverture	-	-88 771	88 771
Changement des hypothèses de calcul	-	-	-
Autres variations*	-	12 591	-12 591
<b>Clôture</b>	<b>-</b>	<b>1 899 896</b>	<b>-1 899 896</b>

\* Les autres variations correspondent aux variations des surcotes/décotes et aux annulations des opérations de vendus/achetés

### Répartition par secteur d'activité au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)	Participation aux bénéfices différée		
	Active	Passive	Nette
Dommages	-	-	-
Finance/Épargne	-	1 765 504	-1 765 504
Santé/Prévoyance	-	-	-
Gestion d'actifs	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>1 765 504</b>	<b>-1 765 504</b>

### Répartition par secteur d'activité au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	Participation aux bénéfices différée		
	Active	Passive	Nette
Dommages	-	-	-
Finance/Épargne	-	1 899 896	-1 899 896
Santé/Prévoyance	-	-	-
Gestion d'actifs	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>1 899 896</b>	<b>-1 899 896</b>

### Évolution de la participation aux bénéfices différée au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	Participation aux bénéfices différée		
	Active	Passive	Nette
Ouverture	-	1 899 896	-1 899 896
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat	-	58 381	-58 381
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves	-	-192 773	192 773
Effet du changement de taux de participation aux bénéfices	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>-</b>	<b>1 765 504</b>	<b>-1 765 504</b>

### Évolution de la participation aux bénéfices différée au 31 décembre 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	Participation aux bénéfices différée		
	Active	Passive	Nette
Ouverture	-	1 689 978	-1 689 978
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat	-	70 657	-70 657
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves	-	139 261	-139 261
Effet du changement de taux de participation aux bénéfices	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-
<b>Clôture</b>	<b>-</b>	<b>1 899 896</b>	<b>-1 899 896</b>

## NOTE 16 INSTRUMENTS DÉRIVÉS

### Répartition par catégorie

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
Instruments dérivés actif	-	-
Instruments dérivés passif	875	875

### Juste valeur

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017			31 déc. 2016		
	Juste valeur	ICNE*	Total	Juste valeur	ICNE*	Total
<i>Swap</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Swaption</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Cap/Floor</i>	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés actif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<i>Swap</i>	875	-	875	875	-	875
<i>Swaption</i>	-	-	-	-	-	-
<i>Cap/Floor</i>	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés passif</b>	<b>875</b>	<b>-</b>	<b>875</b>	<b>875</b>	<b>-</b>	<b>875</b>

\* Intérêts courus non échus

### Mouvements sur l'exercice

(en milliers d'euros)	Ouverture	Variation Juste valeur	Clôture
Swap	-	-	-
Swaption	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-
<b>Instruments dérivés actif</b>	-	-	-
Swap	875	-	875
Swaption	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-
<b>Instruments dérivés passif</b>	<b>875</b>	-	<b>875</b>

### Répartition par échéance au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)	30 juin 2017			
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Swap	-	-	-	-
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés actif</b>	-	-	-	-
Swap	875	-	-	875
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés passif</b>	<b>875</b>	-	-	<b>875</b>

### Répartition par échéance au 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	31 déc. 2016			
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Swap	-	-	-	-
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés actif</b>	-	-	-	-
Swap	875	-	-	875
Swaption	-	-	-	-
Cap/Floor	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés passif</b>	<b>875</b>	-	-	<b>875</b>

## NOTE 17 COTISATIONS ET PRIMES ACQUISES

### Répartition des primes acquises nettes de réassurance au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)	30 juin 2017			
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Primes émises	3 147 133	1 007 669	665 355	4 820 157
Provisions pour primes non acquises	-1 576 060	-	-164 879	-1 740 939
<b>Primes acquises brutes</b>	<b>1 571 073</b>	<b>1 007 669</b>	<b>500 476</b>	<b>3 079 218</b>
Réassurance	-64 590	-481	-34 896	-99 967
<b>Primes acquises nettes de réassurance</b>	<b>1 506 483</b>	<b>1 007 188</b>	<b>465 580</b>	<b>2 979 251</b>

## Répartition des primes acquises nettes de réassurance au 30 juin 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016			
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Primes émises	2 869 175	1 109 362	627 219	4 605 756
Provisions pour primes non acquises	-1 335 845	-	-144 156	-1 480 001
<b>Primes acquises brutes</b>	<b>1 533 330</b>	<b>1 109 362</b>	<b>483 063</b>	<b>3 125 755</b>
Réassurance	-63 204	-508	-39 955	-103 667
<b>Primes acquises nettes de réassurance</b>	<b>1 470 126</b>	<b>1 108 854</b>	<b>443 108</b>	<b>3 022 088</b>

## Répartition par modalité d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Affaires directes	4 774 545	4 567 856
Affaires acceptées	45 612	37 900
<b>Primes émises</b>	<b>4 820 157</b>	<b>4 605 756</b>
<b>Variation des primes non acquises</b>	<b>-1 740 939</b>	<b>-1 480 001</b>
<b>Primes acquises brutes</b>	<b>3 079 218</b>	<b>3 125 755</b>
Réassurance	-99 967	-103 667
<b>Primes acquises nettes de réassurance</b>	<b>2 979 251</b>	<b>3 022 088</b>

## NOTE 18 CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS

### Au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017			
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
<b>Charges de sinistres</b>	<b>1 132 521</b>	<b>1 001 147</b>	<b>375 775</b>	<b>2 509 443</b>
Variation des provisions sinistres à payer	34 365	3 883	-764	37 484
Variation des provisions d'assurance vie	-	-131 292	2 955	-128 337
Variation des provisions en UC	-	116 926	-	116 926
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	448	313 631	4 967	319 046
Variation des autres provisions techniques	26 233	-	-3 242	22 991
<b>Variation des provisions techniques</b>	<b>61 046</b>	<b>303 148</b>	<b>3 916</b>	<b>368 110</b>
<b>Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée</b>	<b>-</b>	<b>58 854</b>	<b>-</b>	<b>58 854</b>
<b>Charges brutes des prestations des contrats</b>	<b>1 193 567</b>	<b>1 363 149</b>	<b>379 691</b>	<b>2 936 407</b>
Paiements reçus des réassureurs	64 590	481	34 896	99 967
Variation des provisions techniques cédées	3 531	-136	-33 194	-29 799
<b>Réassurance</b>	<b>68 121</b>	<b>345</b>	<b>1 702</b>	<b>70 168</b>
<b>Charges nettes des prestations des contrats</b>	<b>1 261 688</b>	<b>1 363 494</b>	<b>381 393</b>	<b>3 006 575</b>



### Au 30 juin 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016			
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
<b>Charges de sinistres</b>	<b>1 136 223</b>	<b>890 452</b>	<b>359 726</b>	<b>2 386 401</b>
Variation des provisions sinistres à payer	230 522	-15 256	-8 987	206 279
Variation des provisions d'assurance vie	-	226 971	2 412	229 383
Variation des provisions en UC	-	-7 201	-	-7 201
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-1 226	253 758	9 672	262 204
Variation des autres provisions techniques	41 618	6	5 652	47 276
<b>Variation des provisions techniques</b>	<b>270 914</b>	<b>458 278</b>	<b>8 749</b>	<b>737 941</b>
<b>Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée</b>	<b>-</b>	<b>-46 862</b>	<b>-</b>	<b>-46 862</b>
<b>Charges brutes des prestations des contrats</b>	<b>1 407 137</b>	<b>1 301 868</b>	<b>368 475</b>	<b>3 077 480</b>
Paievements reçus des réassureurs	63 204	508	39 955	103 667
Variation des provisions techniques cédées	-122 674	-362	-42 255	-165 291
<b>Réassurance</b>	<b>-59 470</b>	<b>146</b>	<b>-2 300</b>	<b>-61 624</b>
<b>Charges nettes des prestations des contrats</b>	<b>1 347 667</b>	<b>1 302 014</b>	<b>366 175</b>	<b>3 015 856</b>

### NOTE 19 CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN RÉASSURANCE

#### Au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017			
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Produits des cessions en réassurance	-64 590	-481	-34 896	-99 967
Charges des cessions en réassurance	-3 531	136	33 194	29 799
<b>Total</b>	<b>-68 121</b>	<b>-345</b>	<b>-1 702</b>	<b>-70 168</b>

#### Au 30 juin 2016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2016			
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Total
Produits des cessions en réassurance	-63 204	-508	-39 955	-103 667
Charges des cessions en réassurance	122 674	362	42 255	165 291
<b>Total</b>	<b>59 470</b>	<b>-146</b>	<b>2 300</b>	<b>61 624</b>

### NOTE 20 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

#### Détail de la charge d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Impôts exigibles	54 741	856
Impôts différés	9 235	-24 346
<b>Total</b>	<b>63 976</b>	<b>-23 490</b>

### 2.1.7.1 Comptes sectoriels

AU 30 JUIN 2017

#### Actif

(en milliers d'euros)	30 juin 2017				
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
<i>Écarts d'acquisition</i>	-	18 428	17 549	96 421	132 398
<i>Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance</i>	-	-	-	-	-
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	94 359	726	7 401	2 471	104 957
<b>Actifs incorporels</b>	<b>94 359</b>	<b>19 154</b>	<b>24 950</b>	<b>98 892</b>	<b>237 355</b>
<i>Immobilier de placement</i>	225 795	505 189	35 019	-	766 003
<i>Immobilier de placement en UC</i>	-	-	-	-	-
<i>Placements financiers</i>	8 222 026	25 307 559	1 251 135	8 538	34 789 258
<i>Placements financiers en UC</i>	-	325 043	-	-	325 043
<i>Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés</i>	-	-	-	-	-
<b>Placements des activités d'assurance</b>	<b>8 447 821</b>	<b>26 137 791</b>	<b>1 286 154</b>	<b>8 538</b>	<b>35 880 304</b>
<b>Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités</b>	<b>2 442</b>	<b>7 063</b>	<b>854</b>	<b>41 753</b>	<b>52 112</b>
<b>Investissements dans les entreprises associées</b>	<b>274 275</b>	<b>120 242</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>394 517</b>
<b>Part des cessionnaires et récessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers</b>	<b>550 189</b>	<b>1 895</b>	<b>69 457</b>	<b>-</b>	<b>621 541</b>
<i>Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles</i>	338 606	3 415	7 629	999	350 649
<i>Frais d'acquisitions reportés</i>	43 401	46 148	279	-	89 828
<i>Participation aux bénéfices différée active</i>	-	-	-	-	-
<i>Actifs d'impôts différés</i>	-	-	441	599	1 039
<i>Créances nées des opérations d'assurance</i>	2 183 711	7 135	233 770	-	2 424 616
<i>Créances nées des opérations de réassurance</i>	15 943	348	4 053	-	20 344
<i>Créances d'impôt exigible</i>	25 583	8 537	-	-	34 120
<i>Autres créances</i>	212 517	48 157	68 058	19 003	347 735
<b>Autres actifs</b>	<b>2 819 761</b>	<b>113 740</b>	<b>314 230</b>	<b>20 601</b>	<b>3 268 331</b>
<b>Actifs destinés à la vente et abandons d'activités</b>	<b>579</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>579</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>318 575</b>	<b>1 597 962</b>	<b>61 523</b>	<b>51 650</b>	<b>2 029 710</b>

<b>Total de l'actif</b>	<b>12 508 001</b>	<b>27 997 847</b>	<b>1 757 168</b>	<b>221 434</b>	<b>42 484 450</b>
<b>Inter-sectoriel</b>	<b>452 624</b>	<b>-118 468</b>	<b>42 871</b>	<b>-77 071</b>	<b>299 956</b>
<b>Total de l'actif retraité inter-sectoriel</b>	<b>12 960 625</b>	<b>27 879 380</b>	<b>1 800 039</b>	<b>144 363</b>	<b>42 784 406</b>

## Passif

(en milliers d'euros)	30 juin 2017				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
<i>Capital social ou fonds équivalents</i>	248 021	-	12 459	-	260 480
<i>Primes d'émission, de fusion et d'apport</i>	-	-	-	-	-
<i>Réserve de réévaluation</i>	495 442	109 429	56 807	656	662 334
<i>Autres réserves</i>	1 230 873	645 511	578 361	15 931	2 470 676
<i>Résultats cumulés</i>	8 227	-	1 504	-	9 731
<i>Résultat net consolidé</i>	118 749	19 639	24 706	2 115	165 209
<b>Capitaux propres Groupe</b>	<b>2 101 311</b>	<b>774 579</b>	<b>673 837</b>	<b>18 701</b>	<b>3 568 428</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>3 319</b>	<b>14 072</b>	<b>2 629</b>	<b>51 129</b>	<b>71 150</b>
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>2 104 631</b>	<b>788 652</b>	<b>676 466</b>	<b>69 830</b>	<b>3 639 579</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>46 970</b>	<b>97 815</b>	<b>4 884</b>	<b>1 567</b>	<b>151 236</b>
<i>Dettes subordonnées</i>	460 606	150 000	-	-	610 606
<i>Dettes de financement représentées par des titres</i>	-	-	-	-	-
<i>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</i>	79 912	-	14 766	14 093	108 771
<i>Autres dettes de financement</i>	961 259	2 710 943	669	-	3 672 871
<b>Dettes de financement</b>	<b>1 501 777</b>	<b>2 860 943</b>	<b>15 435</b>	<b>14 093</b>	<b>4 392 248</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>	8 562 714	21 253 964	879 784	-	30 696 462
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>	-	325 043	-	-	325 043
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</b>	<b>8 562 714</b>	<b>21 579 007</b>	<b>879 784</b>	<b>-</b>	<b>31 021 505</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>	-	261 027	-	-	261 027
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>	-	-	-	-	-
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i>	-	-	-	-	-
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers</b>	<b>-</b>	<b>261 027</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>261 027</b>
<b>Instruments dérivés séparés sur contrats</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Participation aux bénéfices différée passive</b>	<b>-</b>	<b>1 765 504</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 765 504</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats</b>	<b>8 562 714</b>	<b>23 605 538</b>	<b>879 784</b>	<b>-</b>	<b>33 048 036</b>
<b>Ressources des activités du secteurs bancaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Passifs d'impôts différés</b>	<b>254 031</b>	<b>-</b>	<b>3 793</b>	<b>-</b>	<b>257 824</b>
<b>Dettes envers les porteurs de parts d'OPC consolidés</b>	<b>62 043</b>	<b>281 534</b>	<b>1 886</b>	<b>2 473</b>	<b>347 936</b>
<i>Dettes d'exploitation représentées par des titres</i>	-	-	-	-	-
<i>Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire</i>	-	-	-	-	-
<i>Instruments dérivés passifs</i>	875	-	-	-	875
<i>Dettes nées des opérations d'assurance</i>	28 287	18 372	6 193	-	52 852
<i>Dettes nées des opérations de réassurance</i>	97 050	816	62 524	-	160 390
<i>Dettes d'impôts exigibles</i>	-3 558	3 708	3 580	-	3 730
<i>Autres dettes</i>	241 091	41 826	99 032	47 795	429 744
<b>Autres passifs</b>	<b>363 745</b>	<b>64 722</b>	<b>171 329</b>	<b>47 795</b>	<b>647 591</b>
<b>Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total du passif</b>	<b>12 895 910</b>	<b>27 699 203</b>	<b>1 753 578</b>	<b>135 759</b>	<b>42 484 450</b>
<b>Inter-sectoriel</b>	<b>64 715</b>	<b>180 177</b>	<b>46 461</b>	<b>8 604</b>	<b>299 956</b>
<b>Total du passif retraité inter-sectoriel</b>	<b>12 960 625</b>	<b>27 879 380</b>	<b>1 800 039</b>	<b>144 363</b>	<b>42 784 406</b>

## Compte de résultat

(en milliers d'euros)	30 juin 2017				Total
	Dommmages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
<i>Primes émises</i>	3 147 133	1 007 669	665 355	-	4 820 157
<i>Variation des primes non acquises</i>	-1 576 060	-	-164 879	-	-1 740 939
<b>Primes acquises</b>	<b>1 571 073</b>	<b>1 007 669</b>	<b>500 476</b>	<b>-</b>	<b>3 079 218</b>
<b>Produit net bancaire, net du coût du risque</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Chiffre d'affaires ou produits des autres activités</b>	<b>5 454</b>	<b>480</b>	<b>26 434</b>	<b>37 089</b>	<b>69 457</b>
<b>Autres produits d'exploitation (nets des charges)</b>	<b>-64 707</b>	<b>-4 290</b>	<b>-37 005</b>	<b>-778</b>	<b>-106 780</b>
<i>Produits des placements</i>	103 049	317 141	14 910	3 090	438 190
<i>Charges des placements</i>	-21 725	-8 738	-4 501	-142	-35 106
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	61 926	83 171	2 194	-	147 291
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	23 615	52 799	1 656	-28	78 042
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-2 321	-3 557	12	-	-5 866
<b>Produits des placements nets de charges</b>	<b>164 544</b>	<b>440 816</b>	<b>14 271</b>	<b>2 920</b>	<b>622 551</b>
<b>Charges des prestations des contrats</b>	<b>-1 193 567</b>	<b>-1 363 149</b>	<b>-379 691</b>	<b>-</b>	<b>-2 936 407</b>
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-64 590	-481	-34 896	-	-99 967
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	-3 531	136	33 194	-	29 799
<b>Charges ou produits nets des cessions en réassurance</b>	<b>-68 121</b>	<b>-345</b>	<b>-1 702</b>	<b>-</b>	<b>-70 168</b>
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Charges des autres activités</b>	<b>1 725</b>	<b>-7 201</b>	<b>-2 855</b>	<b>-36 469</b>	<b>-44 800</b>
<b>Frais d'acquisition des contrats</b>	<b>-102 864</b>	<b>-27 478</b>	<b>-42 382</b>	<b>-</b>	<b>-172 724</b>
<b>Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Frais d'administration</b>	<b>-129 176</b>	<b>-18 748</b>	<b>-36 814</b>	<b>-</b>	<b>-184 738</b>
<b>Autres produits et charges opérationnels courants</b>	<b>-19 902</b>	<b>-1 006</b>	<b>-1 546</b>	<b>-</b>	<b>-22 454</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>164 459</b>	<b>26 749</b>	<b>39 186</b>	<b>2 762</b>	<b>233 156</b>
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>2 585</b>	<b>-828</b>	<b>-1 468</b>	<b>497</b>	<b>786</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>167 044</b>	<b>25 921</b>	<b>37 718</b>	<b>3 259</b>	<b>233 942</b>
<b>Charge de financement</b>	<b>-13 591</b>	<b>-2 445</b>	<b>-284</b>	<b>-65</b>	<b>-16 385</b>
<b>Quote-part dans les résultats des entreprises associées</b>	<b>11 726</b>	<b>2 009</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 735</b>
<b>Impôts sur les résultats</b>	<b>-46 437</b>	<b>-5 515</b>	<b>-12 310</b>	<b>286</b>	<b>-63 976</b>
<b>Résultat sur abandon d'activité après impôt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>118 741</b>	<b>19 969</b>	<b>25 124</b>	<b>3 480</b>	<b>167 315</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>-8</b>	<b>330</b>	<b>419</b>	<b>1 365</b>	<b>2 107</b>
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>118 749</b>	<b>19 639</b>	<b>24 706</b>	<b>2 115</b>	<b>165 209</b>
<b>Inter-sectoriel</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net - part du Groupe retraité inter-sectoriel</b>	<b>118 749</b>	<b>19 639</b>	<b>24 706</b>	<b>2 115</b>	<b>165 209</b>

## État du résultat global

	30 juin 2017						
	Domages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Sous total - part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Résultat net</b>	<b>118 749</b>	<b>19 639</b>	<b>24 706</b>	<b>2 115</b>	<b>165 209</b>	<b>2 107</b>	<b>167 315</b>
<i>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>	-35 854	-206 516	-5 273	91	-247 552	-3 182	-250 734
<i>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>	-	-	-	-	-	-	-
<i>Réévaluation des immobilisations</i>	-	-	-	-	-	-	-
<i>"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés</i>	-	189 824	-	-	189 824	2 949	192 773
<i>Impôts</i>	6 864	4 659	1 525	-26	13 022	67	13 089
<i>Autres éléments</i>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>-28 990</b>	<b>-12 033</b>	<b>-3 748</b>	<b>65</b>	<b>-44 707</b>	<b>-165</b>	<b>-44 872</b>
<i>Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies</i>	5 545	-	284	31	5 861	9	5 870
<i>Impôts</i>	-1 604	-	-82	-12	-1 698	-	-1 698
<i>Autres éléments</i>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>3 941</b>	<b>-</b>	<b>202</b>	<b>19</b>	<b>4 163</b>	<b>9</b>	<b>4 172</b>
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-25 049</b>	<b>-12 042</b>	<b>-3 546</b>	<b>93</b>	<b>-40 544</b>	<b>-156</b>	<b>-40 701</b>
<b>Résultat global</b>	<b>93 700</b>	<b>7 597</b>	<b>21 159</b>	<b>2 208</b>	<b>124 664</b>	<b>1 950</b>	<b>126 615</b>
<b>Résultat global - Intérêts minoritaires</b>	<b>-8</b>	<b>161</b>	<b>419</b>	<b>1 378</b>	<b>1 950</b>		
<b>Résultat global</b>	<b>93 692</b>	<b>7 758</b>	<b>21 578</b>	<b>3 586</b>	<b>126 615</b>		

## AU 31 DÉCEMBRE 2016

### Actif

(en milliers d'euros)	31 déc. 2016				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
<i>Écarts d'acquisition</i>	-	18 428	17 549	96 421	132 398
<i>Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance</i>	-	-	-	-	-
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	87 235	118	7 103	2 845	97 301
<b>Actifs incorporels</b>	<b>87 235</b>	<b>18 546</b>	<b>24 652</b>	<b>99 266</b>	<b>229 699</b>
<i>Immobilier de placement</i>	93 367	517 570	15 814	-	626 751
<i>Immobilier de placement en UC</i>	-	-	-	-	-
<i>Placements financiers</i>	6 967 874	23 359 055	1 208 957	2	31 535 888
<i>Placements financiers en UC</i>	-	208 087	-	-	208 087
<i>Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés</i>	-	-	-	-	-
<b>Placements des activités d'assurance</b>	<b>7 061 241</b>	<b>24 084 712</b>	<b>1 224 771</b>	<b>2</b>	<b>32 370 726</b>
<b>Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités</b>	<b>181 158</b>	<b>4 094</b>	<b>21 023</b>	<b>63 376</b>	<b>269 651</b>
<b>Investissements dans les entreprises associées</b>	<b>271 061</b>	<b>120 939</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>392 000</b>
<b>Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers</b>	<b>519 131</b>	<b>460</b>	<b>68 659</b>	<b>-</b>	<b>588 250</b>
<i>Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles</i>	345 135	643	7 649	905	354 332
<i>Frais d'acquisitions reportés</i>	42 435	42 459	558	-	85 452
<i>Participation aux bénéfices différée active</i>	-	-	-	-	-
<i>Actifs d'impôts différés</i>	-	-	166	596	763
<i>Créances nées des opérations d'assurance</i>	639 095	1 525	51 059	-	691 679
<i>Créances nées des opérations de réassurance</i>	68 945	-	722	-	69 667
<i>Créances d'impôt exigible</i>	29 126	5 488	-	-	34 614
<i>Autres créances</i>	150 405	45 094	60 851	16 534	272 884
<b>Autres actifs</b>	<b>1 275 141</b>	<b>95 209</b>	<b>121 005</b>	<b>18 035</b>	<b>1 509 391</b>
<b>Actifs destinés à la vente et abandons d'activités</b>	<b>1 506</b>	<b>184</b>	<b>2 114</b>	<b>-</b>	<b>3 804</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>289 603</b>	<b>750 987</b>	<b>76 235</b>	<b>42 607</b>	<b>1 159 432</b>

<b>Total de l'actif</b>	<b>9 686 076</b>	<b>25 075 131</b>	<b>1 538 459</b>	<b>223 286</b>	<b>36 522 953</b>
<b>Inter-sectoriel</b>	<b>527 483</b>	<b>-188 504</b>	<b>45 620</b>	<b>-52 549</b>	<b>332 050</b>
<b>Total de l'actif retraité inter-sectoriel</b>	<b>10 213 559</b>	<b>24 886 628</b>	<b>1 584 079</b>	<b>170 738</b>	<b>36 855 003</b>

## Passif

(en milliers d'euros)	31 déc. 2016				Total
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	
<i>Capital social ou fonds équivalents</i>	245 438	-	12 459	-	257 897
<i>Primes d'émission, de fusion et d'apport</i>	-	-	-	-	-
<i>Réserve de réévaluation</i>	524 433	121 463	60 555	591	707 042
<i>Autres réserves</i>	1 122 567	608 068	543 034	20 506	2 294 175
<i>Résultats cumulés</i>	825	-	1 504	-	2 329
<i>Résultat net consolidé</i>	108 633	38 263	37 907	863	185 666
<b>Capitaux propres Groupe</b>	<b>2 001 897</b>	<b>767 794</b>	<b>655 458</b>	<b>21 960</b>	<b>3 447 109</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>4 173</b>	<b>13 909</b>	<b>3 463</b>	<b>53 226</b>	<b>74 771</b>
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>2 006 070</b>	<b>781 703</b>	<b>658 921</b>	<b>75 186</b>	<b>3 521 880</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>50 931</b>	<b>96 618</b>	<b>5 293</b>	<b>2 087</b>	<b>154 929</b>
<i>Dettes subordonnées</i>	469 174	150 226	-	-	619 400
<i>Dettes de financement représentées par des titres</i>	-	-	-	-	-
<i>Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire</i>	95 852	-	14 356	135	110 343
<i>Autres dettes de financement</i>	4 646	3 135	1 130	-	8 911
<b>Dettes de financement</b>	<b>569 672</b>	<b>153 361</b>	<b>15 486</b>	<b>135</b>	<b>738 654</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>	6 923 013	21 061 836	664 919	-	28 649 768
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>	-	208 087	-	-	208 087
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</b>	<b>6 923 013</b>	<b>21 269 923</b>	<b>664 919</b>	<b>-</b>	<b>28 857 855</b>
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>	-	265 717	-	-	265 717
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>	-	-	-	-	-
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i>	-	-	-	-	-
<b>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers</b>	<b>-</b>	<b>265 717</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>265 717</b>
<b>Instruments dérivés séparés sur contrats</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Participation aux bénéfices différée passive</b>	<b>-</b>	<b>1 899 896</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 899 896</b>
<b>Passifs relatifs aux contrats</b>	<b>6 923 013</b>	<b>23 435 536</b>	<b>664 919</b>	<b>-</b>	<b>31 023 468</b>
<b>Ressources des activités du secteur bancaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Passifs d'impôts différés</b>	<b>253 236</b>	<b>-</b>	<b>5 728</b>	<b>-</b>	<b>258 963</b>
<b>Dettes envers les porteurs de parts d'OPC consolidés</b>	<b>38 529</b>	<b>216 365</b>	<b>638</b>	<b>2 136</b>	<b>257 668</b>
<i>Dettes d'exploitation représentées par des titres</i>	-	-	-	-	-
<i>Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire</i>	155	-	-	-	155
<i>Instruments dérivés passifs</i>	875	-	-	-	875
<i>Dettes nées des opérations d'assurance</i>	24 400	13 924	13 982	-	52 306
<i>Dettes nées des opérations de réassurance</i>	38 266	964	55 443	-	94 673
<i>Dettes d'impôts exigibles</i>	1 607	3 708	-	-	5 315
<i>Autres dettes</i>	176 148	71 214	112 224	54 481	414 067
<b>Autres passifs</b>	<b>241 451</b>	<b>89 810</b>	<b>181 649</b>	<b>54 481</b>	<b>567 391</b>
<b>Passifs des activités destinées à être cédées ou abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total du passif</b>	<b>10 082 901</b>	<b>24 773 393</b>	<b>1 532 633</b>	<b>134 025</b>	<b>36 522 953</b>
<b>Inter-sectoriel</b>	<b>130 658</b>	<b>113 235</b>	<b>51 445</b>	<b>36 713</b>	<b>332 050</b>
<b>Total du passif retraité inter-sectoriel</b>	<b>10 213 559</b>	<b>24 886 628</b>	<b>1 584 079</b>	<b>170 738</b>	<b>36 855 003</b>



## AU 30 JUIN 2016

### Compte de résultat

(en milliers d'euros)	30 juin 2016				
	Dommages	Finance/ Epargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Total
<i>Primes émises</i>	2 869 175	1 109 362	627 219	-	4 605 756
<i>Variation des primes non acquises</i>	-1 335 845	-	-144 156	-	-1 480 001
<b>Primes acquises</b>	<b>1 533 330</b>	<b>1 109 362</b>	<b>483 063</b>	<b>-</b>	<b>3 125 755</b>
<b>Produit net bancaire, net du coût du risque</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Chiffre d'affaires ou produits des autres activités</b>	<b>13 387</b>	<b>2 047</b>	<b>19 082</b>	<b>34 109</b>	<b>68 625</b>
<b>Autres produits d'exploitation (nets des charges)</b>	<b>-47 863</b>	<b>-5 430</b>	<b>-27 161</b>	<b>-56</b>	<b>-80 510</b>
<i>Produits des placements</i>	94 498	324 314	14 641	6 019	439 472
<i>Charges des placements</i>	-15 456	-11 006	-3 829	-841	-31 132
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	9 230	49 372	2 715	-	61 317
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	-16 897	-37 676	-2 353	48	-56 877
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-39 158	-70 559	-36	-	-109 753
<b>Produits des placements nets de charges</b>	<b>32 217</b>	<b>254 445</b>	<b>11 138</b>	<b>5 226</b>	<b>303 027</b>
<b>Charges des prestations des contrats</b>	<b>-1 407 137</b>	<b>-1 301 868</b>	<b>-368 475</b>	<b>-</b>	<b>-3 077 480</b>
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-63 204	-508	-39 955	-	-103 667
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	122 674	362	42 255	-	165 291
<b>Charges ou produits nets des cessions en réassurance</b>	<b>59 470</b>	<b>-146</b>	<b>2 300</b>	<b>-</b>	<b>61 624</b>
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Charges des autres activités</b>	<b>-3 108</b>	<b>-7 717</b>	<b>-6 795</b>	<b>-34 796</b>	<b>-52 416</b>
<b>Frais d'acquisition des contrats</b>	<b>-191 493</b>	<b>-29 714</b>	<b>-37 567</b>	<b>-</b>	<b>-258 774</b>
<b>Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Frais d'administration</b>	<b>-22 540</b>	<b>-16 219</b>	<b>-38 562</b>	<b>-</b>	<b>-77 321</b>
<b>Autres produits et charges opérationnels courants</b>	<b>-6 017</b>	<b>-952</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-6 969</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>-39 754</b>	<b>3 808</b>	<b>37 023</b>	<b>4 484</b>	<b>5 561</b>
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>-9 515</b>	<b>2 392</b>	<b>-1 496</b>	<b>278</b>	<b>-8 341</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-49 269</b>	<b>6 200</b>	<b>35 527</b>	<b>4 762</b>	<b>-2 780</b>
<b>Charge de financement</b>	<b>-13 767</b>	<b>-2 628</b>	<b>-97</b>	<b>-</b>	<b>-16 492</b>
<b>Quote-part dans les résultats des entreprises associées</b>	<b>10 265</b>	<b>2 995</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 260</b>
<b>Impôts sur les résultats</b>	<b>33 170</b>	<b>955</b>	<b>-11 221</b>	<b>585</b>	<b>23 490</b>
<b>Résultat sur abandon d'activité après impôt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>-19 600</b>	<b>7 522</b>	<b>24 208</b>	<b>5 348</b>	<b>17 478</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>-35</b>	<b>154</b>	<b>453</b>	<b>2 084</b>	<b>2 655</b>
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>-19 565</b>	<b>7 368</b>	<b>23 755</b>	<b>3 264</b>	<b>14 822</b>
<b>Inter-sectoriel</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net - part du Groupe</b>	<b>-19 565</b>	<b>7 368</b>	<b>23 755</b>	<b>3 264</b>	<b>14 822</b>

## État du résultat global

	30 juin 2016						
	Dommages	Finance/ Épargne	Santé/ Prévoyance	Gestion d'actifs	Sous total - part du Groupe	Intérêts Minoritaires	TOTAL
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Résultat net</b>	<b>-19 565</b>	<b>7 368</b>	<b>23 755</b>	<b>3 264</b>	<b>14 822</b>	<b>2 655</b>	<b>17 478</b>
<i>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</i>	95 559	423 721	14 559	134	533 973	6 567	540 540
<i>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</i>	-	-	-	-	-	-	-
<i>Réévaluation des immobilisations</i>	-	-	-	-	-	-	-
<i>"Comptabilité reflet" brute d'impôts différés</i>	-	-381 339	-	-	-381 339	-5 925	-387 264
<i>Impôts</i>	-32 901	-14 592	-5 181	-46	-52 720	-221	-52 941
<i>Autres éléments</i>	-	582	-	-	582	-582	-
<b>Éléments recyclables en résultat</b>	<b>62 658</b>	<b>28 372</b>	<b>9 378</b>	<b>88</b>	<b>100 496</b>	<b>-161</b>	<b>100 335</b>
<i>Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies</i>	-10 847	-235	-791	-63	-11 935	-45	-11 980
<i>Impôts</i>	3 735	81	272	22	4 109	15	4 124
<i>Autres éléments</i>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>	<b>-7 112</b>	<b>-154</b>	<b>-519</b>	<b>-41</b>	<b>-7 826</b>	<b>-30</b>	<b>-7 856</b>
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>55 546</b>	<b>28 218</b>	<b>8 859</b>	<b>47</b>	<b>92 669</b>	<b>-190</b>	<b>92 479</b>
<b>Résultat global</b>	<b>35 981</b>	<b>35 586</b>	<b>32 614</b>	<b>3 315</b>	<b>107 493</b>	<b>2 465</b>	<b>109 958</b>
<b>Résultat global - Intérêts minoritaires</b>	<b>-35</b>	<b>2</b>	<b>456</b>	<b>2 042</b>	<b>2 465</b>		
<b>Résultat global</b>	<b>35 946</b>	<b>35 588</b>	<b>33 070</b>	<b>5 358</b>	<b>109 958</b>		

### 2.1.7.2 Autres informations

#### ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2017	31 déc. 2016
<b>Engagements donnés</b>	<b>2 472 908</b>	<b>923 538</b>
<b>Engagements liés au périmètre</b>	<b>35 531</b>	<b>5 864</b>
Engagements d'achats de titres	35 000	5 333
Engagements donnés sur prêt	-	-
Autres engagements donnés liés au périmètre Groupe	531	531
<b>Engagements liés au financement</b>	<b>1 327 497</b>	<b>39 619</b>
Garanties à première demande	8 950	8 950
Garanties de liquidité	103 407	2 584
Cautions sur emprunts	109	109
Engagements d'achat d'obligations	60 701	-
Nantissements	17 694	10 792
Autres engagements liés au financement	1 136 636	17 184
<b>Engagements liés aux activités opérationnelles</b>	<b>1 109 880</b>	<b>878 055</b>
Garantie sur prix de cessions immobilières	-	-
Contre-garanties données	-	-
Engagement donné au SFG (Système Fédéral de Garantie)	4 347	4 521
Engagements sur FCPR et FCPI	274 706	281 419
Engagements sur financement de travaux	-	-
Engagements sur fonds immobiliers	25 434	21 095
Autres engagements à caractère financier	606 542	345 138
Autres engagements à caractère immobilier	109 123	134 188
Autres engagements	89 728	91 694
<b>Engagements reçus</b>	<b>1 934 475</b>	<b>662 594</b>
<b>Engagements liés au périmètre</b>	<b>35 000</b>	<b>5 678</b>
Engagement de rachat d'actions	35 000	5 678
<b>Engagements liés au financement</b>	<b>1 202 173</b>	<b>22 020</b>
Clause de retour à meilleure fortune	346	346
Promesse de garantie Coface	4 016	4 016
Autres garanties obtenues	1 197 811	17 658
Engagement de vente de parts d'OPC	-	-
Nantissements de titres pour garanties de prêts	-	-
<b>Engagements liés aux activités opérationnelles</b>	<b>697 302</b>	<b>634 896</b>
Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires	456 595	445 908
Couverture de réassurance	-	-
Cautions solidaires	5 250	10 500
Cautions bancaires	-	-
Autres cautions	19 272	45 367
Autres engagements reçus contractuels	216 185	133 121

## INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN PAR MÉTHODE DE GESTION

Au 30 juin 2017

Notes (en milliers d'euros)	30 juin 2017							
	Valeur au bilan	Juste valeur	Ventilation par catégorie d'instrument					Total
			Trading	FVO	AFS	Prêts et créances	Coût amorti	
Immobilier de placement	766 003	863 383	-	-	-	92 348	673 655	766 003
2 Placements financiers	34 789 258	34 789 258	-	2 655 187	31 943 583	190 488	-	34 789 258
3 Placements financiers en UC	325 043	325 043	-	325 043	-	-	-	325 043
16 Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Placements des activités d'assurance</b>	<b>35 880 304</b>	<b>35 977 684</b>	-	<b>2 980 230</b>	<b>31 943 583</b>	<b>282 836</b>	<b>673 655</b>	<b>35 880 304</b>
4 <b>Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités</b>	<b>52 112</b>	-	-	-	<b>36 112</b>	<b>16 000</b>	-	<b>52 112</b>
5 <b>Investissements dans les entreprises associées</b>	<b>394 517</b>	<b>394 517</b>	-	-	-	-	<b>394 517</b>	<b>394 517</b>
11 <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>2 029 710</b>	<b>2 029 710</b>	<b>962 858</b>	-	-	-	<b>1 066 852</b>	<b>2 029 710</b>
<b>Actifs financiers</b>	<b>38 356 643</b>	<b>38 401 911</b>	<b>962 858</b>	<b>2 980 230</b>	<b>31 979 695</b>	<b>298 836</b>	<b>2 135 024</b>	<b>38 356 643</b>
Dettes subordonnées	610 606	637 761	-	-	-	-	610 606	610 606
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	108 771	108 771	-	-	-	-	108 771	108 771
Autres dettes de financement	3 672 871	3 672 871	-	-	-	-	3 672 871	3 672 871
13 <b>Dettes de financement</b>	<b>4 392 248</b>	<b>4 419 403</b>	-	-	-	-	<b>4 392 248</b>	<b>4 392 248</b>
<b>Dettes envers les porteurs de parts d'OPC consolidés</b>	<b>347 936</b>	<b>347 936</b>	-	<b>347 936</b>	-	-	-	<b>347 936</b>
<b>Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
16 Instruments dérivés passif	875	875	875	-	-	-	-	875
<b>Passifs financiers</b>	<b>4 741 059</b>	<b>4 768 214</b>	<b>875</b>	<b>347 936</b>	-	-	<b>4 392 248</b>	<b>4 741 059</b>

La forte progression des « Placements financiers », trouve en grande partie son pendant en « Autres dettes de

financement » : c'est le reflet des opérations de mise en pension des 3 664 millions d'euros de titres AFS.

**Au 31 décembre 2016**

Notes (en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur	31 déc. 2016					Total
			Trading	Ventilation par catégorie d'instrument				
				FVO	AFS	Prêts et créances	Coût amorti	
Immobilier de placement	626 751	731 713	-	-	-	107 805	518 946	626 751
2 Placements financiers	31 535 888	31 535 888	-	2 323 201	29 068 720	143 967	-	31 535 888
3 Placements financiers en UC	208 087	208 087	-	208 087	-	-	-	208 087
16 Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Placement des activités d'assurance</b>	<b>32 370 726</b>	<b>32 475 688</b>	<b>-</b>	<b>2 531 288</b>	<b>29 068 720</b>	<b>251 772</b>	<b>518 946</b>	<b>32 370 726</b>
4 <b>Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités</b>	<b>269 651</b>	<b>386 759</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>60 234</b>	<b>55 179</b>	<b>154 238</b>	<b>269 651</b>
5 <b>Investissements dans les entreprises associées</b>	<b>392 000</b>	<b>392 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>392 000</b>	<b>392 000</b>
11 <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>1 159 432</b>	<b>1 159 432</b>	<b>60 455</b>	<b>168</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 098 809</b>	<b>1 159 432</b>
<b>Actifs financiers</b>	<b>34 191 809</b>	<b>34 413 879</b>	<b>60 455</b>	<b>2 531 456</b>	<b>29 128 954</b>	<b>306 951</b>	<b>2 163 993</b>	<b>34 191 809</b>
Dettes subordonnées	619 400	676 974	-	-	-	-	619 400	619 400
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	110 343	110 343	-	-	-	-	110 343	110 343
Autres dettes de financement	8 911	8 911	-	-	-	-	8 911	8 911
13 <b>Dettes de financement</b>	<b>738 654</b>	<b>796 228</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>738 654</b>	<b>738 654</b>
<b>Dettes envers les porteurs de parts d'OPC consolidés</b>	<b>257 668</b>	<b>257 668</b>	<b>-</b>	<b>257 668</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>257 668</b>
<b>Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire</b>	<b>155</b>	<b>155</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>155</b>	<b>155</b>
16 Instruments dérivés passif	875	875	875	-	-	-	-	875
<b>Passifs financiers</b>	<b>997 352</b>	<b>1 054 926</b>	<b>875</b>	<b>257 668</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>738 809</b>	<b>997 352</b>

## 2.2 Rapport des commissaires aux comptes

MACIF

*Information financière  
semestrielle*

*Période du 1<sup>er</sup> janvier  
2017 au 30 juin 2017*

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Aux Délégués,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la MACIF, relatifs à la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

**MACIF**

*Information financière  
semestrielle*

*Période du 1<sup>er</sup> janvier  
2017 au 30 juin 2017*

**II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

*Fait à Niort et à Paris La Défense, le 29 août 2017*

Les Commissaires aux Comptes

---

**G R O U P E Y A U D I T**

**CHRISTOPHE MALÉCOT**

---

**M A Z A R S**

**PIERRE DE LATUDE**

---



# 3. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

*J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Macif et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité compris dans le présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.*

*Paris le 29 août 2017,*

*Le président du conseil d'administration  
Alain Montarant*